

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 185 - 186
JANVIER 95

35 F

La fin du travail ?

- POUR UNE ÉCONOMIE LOCALE
- ESPERE : UNE ALTERNATIVE RURALE
- CAPITALISME POPULAIRE OU SURVIE CONVIVIALE
- REMETTRE LE TRAVAIL À SA PLACE

Autoconstruction

LES CASTORS

Energies :

LE CENTRE DES
ÉNERGIES
NOUVELLES DE
TARBES



AMIANTE : RESPONSABLES MAIS PAS COUPABLES ?



ANNONCES

OBJECTEURS

• Objecteur motivé environnement cherche association région Sud-Est (entretien, animation), formation si possible, pour mars 1995. E. Tissier, 07190 St-Pierreville, tél : 75 66 65 02.

• Le CEIPAL, centre d'études internationales paysannes et d'actions locales, 8 quai Maréchal Joffre, 69002 Lyon, tél : 78 37 95 07, cherche un objecteur incorporable en janvier ou mars pour assurer l'animation de

groupes d'agriculteurs et le suivi de formations et expérimentations relatives à la recherche de systèmes agricoles durables. Participation à la vie de l'association. Poste à responsabilité. Formation agricole indispensable, niveau d'études supérieures (BTS ou ingénieur) souhaité.

• Le GERES, groupe énergies renouvelables et environnement, 73 avenue Corot, 13013 Marseille, tél : 91 70 92 93, 9 permanents, 2 objecteurs, cherche pour janvier un objecteur pour prendre en charge les actions

de communication de l'association : mettre en place et assurer le fonctionnement d'une base documentaire informatisée sur l'énergie, l'environnement et le développement, l'édition d'une lettre d'information semestrielle et participer au fonctionnement général de l'association. Compétences souhaitées : connaissance SGBD (Acces, Exel) sur PC, gestion de centre documentaire, intérêt pour les pays en développement, énergies, environnement.

A VENDRE

• Vends foin de luzerne 1ère et 2ème coupe bottes rondes ou petites bottes. Très bonne qualité, sous abri, mention biobourgoigne. 0,50 F le kilo enlevé. Tél : 80 96 71 13.

RECHERCHE

• Trois adultes et un enfant (holandais) souhaiteraient participer à projet ou entreprise à taille humaine. Ils étudient toutes propositions en rapport avec ce qu'ils connaissent et ce qui les

intéresse : permaculture, biodynamie, herbes médicinales, énergies alternatives, ferme d'élevage. Merci de téléphoner à Delphine et Philippe Perrot au 86 27 11 31 qui transmettront.

• Nous tirons notre courant du soleil et du vent. Voulant compléter avec une installation micro-hydroélectrique de moins de 1000 W (chute 2 m, débit 20 litres par seconde), nous cherchons des adresses, plans de construction, fournisseurs... Oswald Huepfner, La Bitaque, 34390 St-Etienne d'Albagnan.
• Pour sa prochaine retraite, couple offre compétences bénévoles à projet associatif (écologie, développement local, accueil, solidarité) région Jura ou Nord-Alpes, tél : (1) 30 41 12 48 fin après-midi.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Sommaire

Amiante

- 3500 morts par an de *Henri Pezerat*.....page 4
- De la défense de l'amiante à l'appel de Heidelberg de *Henri Pezerat*.....page 8
- Saint-Gobain au Brésil : une curieuse conception de l'éthique de *Patrick Hermann*.....page 10

Environnement.....page 12

- Dioxines : rapports contradictoires
- Bouteilles plastiques : toujours rien en vue
- Mobilisation contre le canal Rhin-Rhône
- Vallée d'Aspe : actions diverses
- BD : Michel Barnier, ministre du désastre

Autoconstruction :

- Les Castors** de *Michel Bernard*.....page 16

Alternatives.....page 19

- Espéranto

Femmes.....page 20

- Violences conjugales

Paix.....page 21

- Traité de non-prolifération : jeûne d'interpellation
- Pour l'interdiction des mines antipersonnelles

Silence :

- Un toit pour l'écologie**.....page 22

Nord-Sud.....page 25

- Rwanda : silence sur les massacres

Nucléaire.....page 26

- Marche pour un monde dénucléarisé
- Superphénix : sous-génération réussie

Energies.....page 28

- Phébus : 21 centrales photovoltaïques
- Débat sur l'énergie : déficit démocratique

Energies :

- Le centre international des énergies nouvelles de Tarbes** de *Michel Bernard*.....page 30

Politique.....page 33

- Peut-on voter Jacques Delors ?
- France : violations des droits de l'homme

Santé.....page 34

- Allaitement et pesticides

Société.....page 35

- Enfant et télévision

Le travail a-t-il un avenir ? :

- **Pour une économie locale** de *Teddy Goldsmith*.....page 36
- **Espère : pour une alternative rurale** de *Michel Bernard*.....page 40
- **Capitalisme populaire ou survie conviviale** de *Serge Latouche*.....page 46
- **Comment remettre le travail à sa place ?** du *Groupe du Chêne*.....page 52

Livres.....page 58

Courrier.....page 62

Lieu et date :, le...../...../.....

Nom

adresse

Monsieur le Procureur de la République

Tribunal de Grande Instance de

Je dépose plainte contre X :

- pour "mise en danger de la personne" (article 223-1 et suivant du Code pénal) par le fait d'exposer directement autrui à des risques ;
- pour "expérimentations sur les personnes humaines" sans avoir recueilli le consentement libre, éclairé et exprès des intéressés (article 223-8 et suivants du Code pénal).

Les faits :

Le surgénérateur Superphénix, sis à Creys-Malville, dans l'Isère, a été remis en marche le 4 août 1994, après quatre ans de non-fonctionnement. Sur demande de la NERSA, société propriétaire du réacteur, les ministres de l'Environnement, M. Michel Barnier, et de l'Industrie, M. Gérard Longuet, ont accordé leurs autorisations pour le redémarrage.

Le caractère expérimental de cette installation, la seule de ce type d'une telle puissance jamais réalisée au monde, a été reconnu par décret du 11 juillet 1994. Cependant, il redémarre en surgénérateur, ce pour quoi il a été conçu et non en laboratoire.

Superphénix contient actuellement 5 tonnes de plutonium (produit hautement cancérigène) et 5 000 tonnes de sodium (explosant au contact de l'eau et s'enflammant à celui de l'air). Cette quantité de toxiques est, en cas d'accident, potentiellement capable de provoquer la mort de l'ensemble de la population de la planète.

Superphénix n'a jamais réuni les conditions de sécurité suffisantes. Preuve en est les quatre avaries graves dont certaines étaient qualifiées de hautement hypothétiques (oxydation du sodium, fuite du barillet aujourd'hui remplacé par une hotte de transfert non testée à ce jour). A cause de ces pannes, en huit ans d'existence, le réacteur n'aura fonctionné que l'équivalent de six mois à pleine puissance. Depuis cinq ans, des anomalies de réactivité (emballement du réacteur) ont été constatés sur son prédécesseur Phénix sans qu'aucune explication n'ait pu être avancée et sans surtout que l'on sache si cela peut également se produire sur Superphénix.

Ces craintes sont renforcées par le rapport d'EDF du 15 avril 1994 qui relève de graves lacunes dans la sécurité du surgénérateur et d'autre part par les mises en garde de nombreux scientifiques notoires.

L'enquête publique a été menée d'une façon insatisfaisante : les opposants n'ayant été ni pris en compte ni entendus.

Ce redémarrage a eu lieu :

- sans le rapport public de sûreté promis sur l'état de la centrale, profondément modifiée par les travaux consécutifs aux différentes pannes ;
- sans la réalisation de la contre-expertise indépendante acceptée par la division de la Sûreté lors de la table-ronde de l'Office parlementaire des choix technologiques et scientifiques de décembre 1993 ;
- sans plan particulier d'intervention actualisé ;
- sans information de la population en cas d'accident grave.

Les centrales nucléaires se dégradant plus rapidement à l'arrêt qu'en fonctionnement, les tentatives de fonctionnement actuelles sont soumises à de sérieux risques d'emballement du réacteur qui selon les physiciens serait non-maîtrisable.

Un accident majeur à Creys-Malville, c'est le cœur de l'Europe sinistré, toute vie rendue impossible sur des milliers de kilomètres carrés pour cause de radioactivité, une grande partie du reste de l'Europe contaminée par le nuage radioactif.

Pour tous ces motifs, j'estime que ma vie est mise en danger par la remise en marche de Superphénix.

Signature

L'enregistrement de votre plainte peut prendre plusieurs semaines... Lorsque vous recevrez un accusé de réception du tribunal, n'oubliez pas de nous en envoyer une photocopie.

Quelles peuvent être les suites ? Tant qu'il n'y a pas d'accident, la plainte restera dans un dossier du tribunal. Par contre, en cas d'accident, nous pourrions faire prendre en compte ces plaintes. Certaines associations membres des Européens contre Superphénix sont habilitées à porter des affaires en justice. Ce sont elles qui relaieront alors l'ensemble des plaintes avec leurs avocats. Cela ne vous coûtera donc rien. De plus, en portant plainte contre X, vous ne risquez pas d'être accusé de diffamation. Alors, si vous n'avez pas encore porté plainte, il est encore temps.

Pour suivre l'actualité de la lutte contre Superphénix, abonnez vous au bulletin

"Stop Maville" (50FF/an) ou écrivez-nous à:

Les Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon - France

Au moment où l'expression de l'écologie politique en France connaît une crise sans précédent, il convient de s'interroger sur le projet de société que nous désirons. Loin d'un environnementalisme qui se contente de repeindre en vert la société actuelle, Silence a toujours voulu animer le débat sur ceux qui pensent qu'il est possible de faire «autrement». Ce livre arrive donc à l'heure

Murray Bookchin est l'un des partisans de l'écologie sociale. S'appuyant sur les luttes sociales, il essaie de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

Quelle écologie radicale ?

Murray Bookchin

Dave Foreman

70 F (+ 15 F de port)

1994 - 140 pages

Ecologie sociale et écologie profonde en débat

Dave Foreman est le fondateur du mouvement «Earth First». En partant d'une sauvegarde systématique des derniers espaces naturels, il essaie de définir une politique sociale.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans
chlore par Atelier 26 - Laïol - Tel : 75.85.51.00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom
des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire : 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution : 1er trimestre 1995

Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Perline
Secrétaire : Thérèse Régny
Trésorière : Myriam Cognard

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard

Publicité : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Documentation : Sylvie Arrio
Claude Crolet

Rédaction : Anne-Marie Carlier
Christian Glasson,
Francis Vergier,
Sylviane Poulencard,
Michèle Dussaut-Delorme
Patrice Bouverel

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Herni Persat
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs : Alho,
Mullio

Correctrice : Thérèse Régny
Conception maquette : Hubert Plisson
Expédition : Malain

Chistiane Chapon
Leïla Lachachi
Bernard Perez
Vincent Martin
Xavier Sérédine

Correspondants : Jacques Caclin
Georges David
Alain Claude-Gallié
Eric Marquis
Jean-Luc Thierry
Tam-Tam
WISE
Peace News

Et pour ce numéro : Agir Ici
Castors Rhône-Alpes
Espère
For Mother Earth
Teddy Goldsmith
Groupe du Chêne
Patrick Hermann
Serge Latouche
Dominique Léonard
Jean-Marc Luquet
Phébus
Michel Malthet
Scène Vivante Doubs Vivant
TI France

Photo de couverture :

© Dominique Léonard

Tour amiantée de la fac de Jussieu

Pour participer au journal

N°187 - Février

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 7 janvier à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 13 janvier à 12 h

Expédition :

vendredi 27 janvier à 19 h

N°188 - Mars

Comité de rédaction et clôture des articles :

samedi 4 février à 14 h

Clôture des brèves :

vendredi 10 février à 12 h

Expédition :

vendredi 24 février à 19 h

Ce journal est rédigé par des
bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance avec l'équipe
du journal, vous êtes invités aux
expéditions. Celles-ci sont suivies
d'un repas à 22h30 offert par Silence.

EDITORIAL

Responsables mais pas coupables

L'affaire du sang contaminé est encore dans toutes les têtes. L'expression «responsables mais pas coupables» a résumé toute l'affaire. La responsabilité civile remonte à la législation de 1804. Cette responsabilité est fondée sur la faute : la victime n'obtient réparation qu'à condition de prouver la faute de l'auteur du dommage (1). Cette notion est à l'origine du code du travail et du principe du «pollueur - payeur». Mais ces lois ne prévoient rien pour prévenir l'accident. L'affaire des transfusions sanguines a provoqué une révision du code civil : il est désormais possible d'anticiper sur la faute avec l'introduction des notions de «mise en danger de personne» ou d'«expérimentation sur des personnes humaines non consentantes».

Les Européens contre Superphénix ont utilisé cette possibilité de la loi pour lancer une campagne de dépôts de plaintes contre le redémarrage du réacteur Superphénix. C'est une première juridique. (2)

Mais cette initiative devrait être reprise dans d'autres secteurs : toutes les personnes qui vivent ou travaillent dans des bâtiments floqués à l'amiante sont en danger de mort. Alors pourquoi ne pas utiliser cette nouvelle possibilité de la loi pour multiplier les plaintes préventives ? N'attendons pas, comme à Gérardmer, que les maladies se soient déclarées : la pression de milliers de plaintes devrait pousser les ministères concernés à réagir.

Michel BERNARD

(1) Lire à ce sujet Jean-Paul Maréchal, «Responsables mais pas coupables», article paru dans Transversales Science/Culture n° 19, janvier 1993.

(2) Pour obtenir le modèle de plainte, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée à : Les Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon.

Vous tenez entre les mains un numéro double. Nous essayons ainsi de rattraper un peu du retard accumulé du côté des articles et des brèves depuis plusieurs mois... Cela ne suffit pas... et nous nous en excusons auprès de ceux qui nous envoient des informations, mais nous n'avons pas les moyens financiers de faire plus.

AMIANTE

3500 MORTS PAR AN !

L'amiante peut provoquer trois maladies.

Le **mésothéliome** (cancer de la plèvre ou du péritoine) était un cancer extrêmement rare avant la large dissémination de l'amiante. Il peut être considéré comme un cancer spécifiquement dû à ce matériau quand on prend en considération non seulement les expositions en milieux professionnels, mais également les

l'amiante en milieu industriel sont en très net excès par rapport aux cas en milieu non exposé. Globalement, on compte un nombre de cas en excès qui est de l'ordre de 2,5 fois le nombre de cas de mésothéliomes. L'effet de synergie avec un certain nombre d'autres polluants (par exemple fumées dont celle de cigarette) est multiplicatif. Le temps de latence est de l'ordre de 20 à 25 ans et même de 30 ans pour des exposi-

Pendant que les autorités tergiversent, l'amiante continue à tuer. Le nombre des victimes devrait maintenant augmenter très vite !

expositions d'environnement, à proximité d'usines ou de chantiers sources de pollution. Il n'y a pas de synergie avec le tabac. Le temps de latence, c'est-à-dire le temps écoulé entre la première exposition et l'apparition des signes de la maladie, est en moyenne de 35 ans pour des expositions fréquentes. Pour des expositions d'environnement, plus faibles, il peut atteindre 55 ans. Le taux de survie deux ans après le diagnostic est très faible. Ce cancer apparaît non seulement chez des personnes ayant été fortement exposées, mais également chez des personnes n'ayant subi que des expositions faibles à modérées, en particulier des pics d'exposition épisodiques.

Les **cancers du poumon** dans les populations exposées à

tions faibles. Le taux de survie, 5 ans après le diagnostic, est de l'ordre de 5 à 10 %.

Les **fibroses pulmonaires et pleurales** peuvent apparaître de 10 à 30 ans après l'exposition. Les premières - pouvant être fortement invalidantes - n'apparaissent que chez les personnes ayant été moyennement à fortement exposées. Les secondes (épaississement pleuraux et plaques pleurales) peuvent apparaître chez des personnes n'ayant eu que des expositions modérées. Elles sont en général peu invalidantes.

La mortalité due à l'amiante en France et en Grande-Bretagne

En France, les dernières données INSERM de mortalité

permettent de chiffrer à 850 le nombre de décès par mésothéliomes pleuraux pour l'année 1991. Si l'on craint d'être taxé d'exagération en raison de la prise en compte possible de tumeurs secondaires de la plèvre, on peut admettre environ 800 cas par an.

Ces mêmes statistiques ne permettent pas d'évaluer les mésothéliomes péritonéaux de façon indépendante, mais il existe un consensus international pour chiffrer à 5 le rapport entre mésothéliomes pleuraux et péritonéaux, soit au moins 160 décès pour ces derniers, donc un total de 960 mésothéliomes.

Compte-tenu du rapport 2,5 évoqué ci-dessus entre excès de cancers du poumon et mésothéliomes, il y a eu environ, pour 1991, 2400 décès par cancer du poumon dû à l'amiante.

Pour la même année, on compte donc un total de l'ordre de 3400 décès par cancers dus à l'amiante, plus quelques décès pour la fibrose spécifique (abestose).

Les données globales sur la Grande-Bretagne ont récemment permis à l'épidémiologiste anglais J. Peto de considérer que l'on était au début d'une quasi-épidémie de cancers dus à l'amiante. Pour les trente années à venir, il prédit 40 000 décès par mésothéliome et 100 000 décès pour d'autres cancers dus à l'amiante (essentiellement cancers du poumon), ceci pour la seule Grande-Bretagne. Il est quasi certain qu'une prédiction du même type peut être faite pour la France, compte-tenu du retard français en matière de prévention. Un seul exemple de ce retard : ce n'est que le 26 juillet 1994 que l'État français s'est décidé - avec 20 ans de retard sur la Grande-Bretagne - à publier un décret interdisant tout usage des amphiboles, les variétés les plus dangereuses de l'amiante

Les diverses variétés d'amiante

La variété dominante est le chrysotile (un silicate de magnésium), les autres variétés sont des amphiboles dont les plus courantes sont la crocidolite (amiante bleu) et l'amosite.

En milieu industriel, les amphiboles n'ont été utilisées que de façon très minoritaire. Par contre, dans les flocages (1), leur proportion est plus importante qu'en milieu industriel.

L'atelier du LEP de Gérardmer (2) et le Centre de Tri Postal St-Lazare à Paris étaient ou sont encore floqués à l'amosite. Environ un quart des flocages au Centre Universitaire Jussieu à Paris est floqué avec des amphiboles (corcidolite et amosite).

Ces données ne seront pas sans conséquences sur les pathologies attendues puisqu'il y a consensus sur le fait que pour les trois pathologies, les amphiboles sont la variété d'amiante la plus toxique.

L'évaluation des risques dans les bâtiments floqués

Comme pour une exposition à un toxique, la fréquence des pathologies induites est liée à la dose inhalée, mais les relations dose-effet sont encore mal connues.

GERARDMER : DEUX CANCERS DE PLUS

Sur les trente professeurs qui ont enseigné dans les locaux contaminés du lycée professionnel, six sont déjà morts et deux nouveaux cas de cancer viennent d'être diagnostiqués.

FAC DE JUSSIEU : NEUF MALADES RECONNUS

Dans les années 70, les enseignants et le personnel de la faculté de Jussieu, à Paris, se mobilisaient pour dénoncer la présence d'amiante dans les locaux. Près de vingt ans plus tard, l'ensemble de l'amiante n'a toujours pas été enlevé : l'administration a préféré mettre des panneaux de protection, mais ceux-ci s'avèrent aujourd'hui inefficaces. Aujourd'hui, neuf cas sont déjà reconnus comme maladies professionnelles. Ce n'est certainement que le début d'une longue épidémie.



Opération de nettoyage de l'amiante : de multiples précautions doivent être prises (photo TI-France)

Il est probable que les effets de pics d'exposition sporadiques sont plus importants que ceux dus à la même dose globale étalée uniformément dans le temps.

Certains auteurs ont cru possible d'extrapoler linéairement des données dose-effet obtenues en milieu industriel fortement pollué, à des doses 50 000 fois plus faibles considérées comme représentatives d'une pollution d'ambiance moyenne dans les bâtiments floqués. Ils en ont conclu que le risque pour l'occupant habituel (à l'exclusion des personnels de nettoyage et de maintenance) était négligeable. D'autres auteurs ont été encore plus loin en ce sens, en utilisant certaines données épidémiolo-

giques sur le cancer du poumon pour conclure qu'il existait un seuil d'exposition, relativement élevé pour cette pathologie, en deçà duquel le risque n'était pas mesurable... donc n'existait pas.

En fait, il est évident que le bruit de fond (3) du cancer du poumon dû à d'autres polluants, comme la fumée de cigarette, est si élevé qu'il est impossible de voir apparaître pour des expositions faibles des augmentations considérées comme significatives... ce qui ne signifie pas qu'elles n'existent pas. En revanche, pour le mésothéliome, là où le bruit de fond est quasi nul, il est aisé, à partir de quelques cas dans une population donnée, de conclure qu'il y a eu exposition à

(1) le flocage est une protection anti-incendie projetée sur les structures métalliques pour retarder leur déformation à la chaleur ou pour l'isolation phonique.

(2) Voir Silence 181 et 182.

(3) On appelle «bruit de fond» le niveau déjà présent du critère étudié en l'absence de source de ce critère.



Désamiantage : pour éviter la dispersion des poussières, tout le bâtiment nettoyé doit être soigneusement enveloppé (photo Association Française de l'Amiante)

l'amiante, même si celle-ci se révèle faible ou sporadique.

Les seules données relativement fiables proviennent d'expérimentations animales. Elles montrent, pour le mésothéliome comme pour le cancer du poumon, que l'augmentation du nombre des pathologies en fonction de la dose est plus rapide dans le domaine des faibles expositions que dans celui des fortes expositions. La courbe dose-effet est donc très probablement une courbe supralinéaire.

On dispose maintenant pour confirmer cet effet des doses faibles ou des expositions sporadiques, de données sur les «mésothéliomes environnementaux» liés à des niveaux d'exposition proches de ceux rencontrés dans les bâtiments

floqués. Nous citerons deux études.

Celle portant sur une zone géographique englobant une usine amiante-ciment à Casale (Italie) (4). Le recensement des cas de mésothéliome sur dix années montre - ce qui est logique - que le risque relatif est fort dans l'usine puis décroît dans l'environnement au fur et à mesure que croît l'éloignement par rapport à l'usine des populations considérées. Par contre, compte-tenu du plus grand nombre de gens exposés, il y a deux fois plus de victimes dans l'environnement de l'usine que parmi les travailleurs de l'usine.

Dans cet exemple, on ne dispose pas de mesure de pollution dans l'environnement de l'usine. Mais des mesures de voisinages

d'autres usines polluantes font penser que la concentration d'amiante dans l'air, à plus d'un kilomètre de distance de l'usine, est du même ordre que celle trouvée dans divers immeubles floqués.

Pour celle portant sur la population du Nord-Est de la Corse, région où affleurent des roches contenant de l'amiante (5), les données sur les mésothéliomes dans cette région sans pollution industrielle, conduisent les auteurs à évaluer le risque à 10 cas de mésothéliome par an pour 100 000 habitants. Les mesures de l'amiante dans l'air (en ng/m³) sont significatives d'une pollution voisine de celle habituellement trouvée (hors pics d'exposition) dans les locaux floqués.

On peut donc estimer, en prenant compte les temps de latence et le fait que plusieurs centaines de milliers de personnes auront été exposées, qu'à partir de la période 2005-2020, il y aura probablement chaque année plusieurs dizaines de cas de mésothéliomes dont l'origine pourra être mise en relation avec le séjour dans des immeubles floqués. Et ce indépendamment des cas dus aux opérations de flochage qui ont été à l'origine d'une forte contamination de tous les ouvriers des chantiers et des personnes vivant ou travaillant à proximité.

Les flocages ayant eu lieu entre 1955 et 1978, les premières victimes commencent à peine à apparaître et concernent des personnes ayant subi des pics d'exposition (y compris en crocidolite et amosite) supérieurs à la moyenne. Leur nombre va croître d'année en année dans les dix ans à venir.

Les priorités : inventaire, diagnostic et plan de prévention

Si dans les pays du Nord de l'Europe et aux Etats-Unis, les trois étapes de la prévention (inventaire, diagnostic et plan de gestion) sont en œuvre depuis plusieurs années, il n'en est pas de même en France où le Ministère de la Santé en est encore à dire que l'inventaire des immeubles floqués est impossible ! (6)

(4) Magnani et coll., Eur. Respir. Rev., 1993, 3 : 11, 105-107.

(5) Rey et coll., Rev. Mal. Resp., 1993, 10, 339-345, Masson.

(6) Communiqué du 15 septembre 1994.

L'exemple de la Belgique, illustrée par la brochure «inventaire d'asbeste» (7) permet de constater que les trois étapes sont obligatoires pour tout employeur de ce pays avant le 1er janvier 1995.

Le recensement des immeubles où l'on trouve des matériaux contenant de l'amiante implique l'inspection complète et détaillée de tous les locaux, y compris les gaines techniques, les faux-plafonds, etc... L'inventaire ainsi établi doit s'accompagner d'un diagnostic - pièce par pièce - qui implique une évaluation qualitative de l'exposition potentielle à l'amiante, donc au niveau de risque.

Le niveau de pollution par l'amiante dans un bâtiment floqué, est extrêmement variable, du cas extrême de l'ouvrier électricien ou plombier qui effectue des réparations au contact même des zones floquées, au cas de la personne travaillant dans un local calme, bien entretenu, avec un flocage en bon état, non accessible et bien isolé, par exemple par un faux-plafond étanche.

Le diagnostic implique donc de prendre en compte et de décrire ce que la loi belge appelle «les facteurs aggravants» : nature de l'amiante et du matériau en contenant, accessibilité et degré de dégradation du flocage, degré d'activité dans les locaux, source de vibration et de ventilation, degré d'entretien. La mesure de la concentration atmosphérique en fibres est facultative. En effet, le recours à des mesures quantitatives de fibres d'amiante dans l'air pour juger du niveau de pollution ne doit concerner que des cas particuliers. Outre le fait que certaines des méthodes employées sont très discutables, elles impliquent toutes un coût élevé et des mesures cumulées d'exposition sur des temps longs (5 jours), ne rendant pas compte des pics d'exposition par exemple lors d'une activité humaine importante ou tout simplement lors du passage du balai.

Ces mesures quantitatives peuvent avoir de l'intérêt dans des cas bien particuliers, par exemple pour comparer, toutes choses égales par ailleurs, l'effet de la climatisation, du rangement ou du déménagement

d'une bibliothèque, de la pénétration de véhicules dans un hall floqué, etc... Les mesures quantitatives les plus fiables sont celles prenant en compte toutes les fibres d'amiante, avec recours à la microscopie électronique à transmission et expression de résultats en nanogrammes d'amiante par m³ d'air (ng/m³).

Quant aux plans de prévention immeuble par immeuble, ils n'existent pas, du moins en France. Ils incluent obligatoirement l'information sur les risques de toutes les personnes vivant ou travaillant dans l'immeuble, aussi bien que des personnes des entreprises extérieures venant y faire des travaux. En s'appuyant sur la cartographie des risques, ces plans prévoient des priorités en matière de travaux de protection, qui peuvent aller de l'enlèvement des flocages à un simple renforcement de l'isolement des zones floquées, en passant par des travaux de confinement poussé des flocages.

Tous les travaux, qu'ils touchent à des flocages ou à des parties fortement contaminées, ne doivent être entrepris que par des entreprises spécialisées qui s'engagent, lors des devis et marchés, à respecter les prescriptions parues dans la circulaire ministérielle du 15 septembre 1994 (8). Le respect des règles de sécurité prescrites par cette circulaire doit être contrôlé par l'Inspection du Travail et par le Service de Prévention de la Caisse Régionale d'Assurances Maladie.

Désamiantage du CNED à Lyon : le personnel a été relogé en Algéce pendant de longs mois (photo MB)



Si l'on veut éviter que se perpétuent des opérations dangereuses, il sera nécessaire dans un proche avenir que cette circulaire soit remplacée par un texte réglementaire plus complet et à caractère plus contraignant.

Un programme de prévention urgent

Le programme de prévention doit plus particulièrement édicter des mesures strictes concernant les opérations de maintenance et de nettoyage : définition des pratiques de travail, plan de formation et de protection des personnes les plus exposées.

Des organismes extérieurs doivent à la fois contrôler la mise en œuvre des travaux de protection et procéder à des évaluations du suivi des plans de prévention.

Le laxisme qui prévaut en France dans ce domaine de la prévention n'aura pour conséquence qu'une prolongation dans le temps de la quasi-épidémie de cancers dus à l'amiante. Tous les pays du Nord de l'Europe consacrent chaque année des sommes importantes à l'enlèvement progressif de l'amiante. Il est du rôle de l'Etat d'assumer l'héritage de plus de vingt années d'erreurs dans le domaine de la construction.

Henri PEZERAT
Directeur de recherche, CNRS.

(7) fournie gratuitement par le Commissariat général à la promotion du travail, Ministère de l'Emploi et du Travail, 51 rue Belliard, 1040 Bruxelles.
(8) DGS / V53/94 / n°70.

AMIANTE

AMIANTE ET APPEL DE HEIDELBERG

Depuis les années 30, les producteurs et industriels de l'amiante cherchent à nier ou à minimiser les risques liés à l'utilisation de ce matériau (1). En France pour faire face à la campagne des années 70 contre l'amiante (2), l'industrie a eu recours à un cabinet de relations publiques parisien, le cabinet Valtat qui s'est spécialisé dans la défense des industries polluantes.

hoc, quelques experts ayant été entendus par le Collectif cadmium.

L'objet officiel de ces comités est de rassembler une documentation permettant de fournir des solutions concrètes aux problèmes d'hygiène et de sécurité susceptibles de se poser. C'est ainsi par exemple que le Comité Permanent Amiante (CPA) a rédigé et diffusé en 1984 dans un certain nombre d'entreprises, une bro-

Les industriels, par des associations bidons, manipulent les médiass

Deux opérations sont significatives du mode d'action de ce cabinet, celles menées sur l'amiante et sur le cadmium.

Dans les deux cas, un groupe informel est constitué (Comité Permanent Amiante, Collectif pour l'étude du cadmium) n'ayant ni statut officiel, ni structure permanente, hormis bien entendu celle du Cabinet Valtat qui en assure l'animation et le secrétariat. Sont ainsi regroupés des «représentants des groupes sociaux et organismes intéressés par les questions abordées en commun» (3) : représentants de l'industrie concernée, de divers Ministères, d'organisations syndicales, d'organismes publics et d'associations. Dans le cas de l'amiante, des personnalités représentant le milieu médical sont également membres du Comité ad-

churé «L'amiante et votre santé», utile car donnant un minimum d'informations sur les risques du matériau et leur prévention. Il est à remarquer d'ailleurs qu'une brochure portant le même titre et ayant le même objet avait déjà été diffusée dès 1976 par les Chambres patronales du secteur amiante.

En réalité dans les deux cas (amiante et cadmium), les textes publiés par les comités montrent que l'objectif de défense du matériau l'emporte toujours sur la mise en garde contre ses dangers. C'est du CPA qu'est né le mythe de «l'usage contrôlé de l'amiante», figure centrale de toutes les campagnes de propagande tant de l'industrie française que de l'Association qui regroupe les industries du même type au niveau mondial. A noter que cette dernière, l'Asso-

ciation internationale de l'Amiante, est présidée depuis 1993 par une personnalité française, membre du CPA, et représentant de la firme Everit, c'est-à-dire du groupe Saint-Gobain, troisième producteur d'amiante au plan mondial grâce aux gisements du Brésil. Au passage disons qu'il est difficile de ne pas rapprocher ce fait de la politique de présence de ce groupe tant auprès des divers Ministères que de certains milieux médicaux et de toutes les instances décisionnelles.

Un certain nombre d'autres initiatives apparues au cours des années 92 et 93 montrent que la création successive des Comités amiante et cadmium s'intègre maintenant dans une stratégie globale, au plan international, visant à enrôler les scientifiques dans la défense des intérêts économiques étroits des entreprises mettant sur le marché des substances dangereuses. C'est ainsi qu'on retrouve un rôle moteur indéniable du Cabinet Valtat dans la création du «Centre international pour une Ecologie scientifique» et pour le lancement de l'appel de Heidelberg (4).

Il est d'ailleurs frappant de rapprocher les textes issus des Comités amiante et cadmium de l'extrait ci-dessous de l'appel de Heidelberg : «*Nous soulignons que nombre d'activités humaines essentielles nécessitent la manipulation de substances dangereuses ou s'exercent à proximité de ces substances et que le progrès et le développement reposent depuis toujours sur une maîtrise grandissante de ces éléments hostiles, pour le bien de l'humanité. Nous considérons par conséquent que l'écologie scientifique n'est rien d'autre que le prolongement de ce progrès constant vers des conditions de vie meilleures pour les générations futures.*».

On retrouve dans tous ces textes le même fil conducteur : la nécessité «pour le bien de l'humanité» d'utiliser des substances et technologies dangereuses pour les hommes et pour les écosystèmes. Et la même tactique prônant l'alliance de la logique scientifique et de la logique mercantile.

Henri PEZERAT

(1) Lilienfeld D.E. (1991). *Am. J. of Public Health*, 81, 6, 791-800.

(2) Collectif Jussieu (1977). «*Danger ! Amiante*», Ed. Maspéro, Paris.

(3) Cabinet Valtat ou Comité permanent Amiante, 10 av. Messine, 75008 Paris.

(4) L'appel de Heidelberg a été publié lors du sommet de Rio. Voir silence n°157 et 160.

OU SONT LES BATIMENTS A RISQUE ?

Dans la hâte de l'après-guerre et du boom économique des «trente glorieuse», on a construit des bâtiments pas chers entre les années 50 et 70. Conçus en charpente métallique, la plupart ont été «floqués» à l'amiante pour assurer une meilleure résistance de la structure à l'incendie. Le mélange amiante-ciment a aussi servi pour l'isolation des murs et pour des portes coupe-feu. Enfin, jusqu'à aujourd'hui, les fameuses plaques de fibrociment très développées pour les toitures sont toujours des plaques amiante-ciment, légalement commercialisées.

A l'époque, aucune obligation de noter l'usage de l'amiante n'a été nécessaire et il faut donc aujourd'hui procéder à des diagnostics bâtiment par bâtiment pour savoir où il y a de l'amiante.

Quelques bâtiments ont été nettoyés ces dernières années : le centre de recherche contre le cancer de Lyon, des bâtiments du Parlement européen de Bruxelles, une partie de la faculté de Jussieu (couverture de ce numéro), une partie de la prison de Fleury-Mérogis (photo du haut)... D'autres bâtiments sont en attente d'un traitement : l'UNESCO (2ème photo) et l'OCDE à Paris (3ème photo), la tour Gan à la Défense, certains centres de tri comme celui de la gare Saint-Lazare à Paris (4ème photo), le lycée d'Haumont dans le Nord, les LEP de La Saussaye à Chartres, Ampère à Vendôme, le lycée Pétiet à Villeneuve-la-Garenne, le lycée Laurencin à Pontoise, le réfectoire du collège Les Dines-Chiens à Chilly-Mazarin, etc... Mais pour quelques bâtiments identifiés, il en reste des centaines à recenser.

A l'œil nu, il est impossible de distinguer un flocage à l'amiante d'un flocage à la laine de verre. Pour faire un diagnostic dans un bâtiment, il faut donc faire appel à des laboratoires. Si vous avez un doute sur un bâtiment, il faut prélever un petit échantillon (1 cm²) et l'envoyer à : Collectif Amiante, bâtiment M. Case 0214, université Pierre et Marie Curie, 4 place Jussieu, 75252 Paris cédex 05. (photos Dominique Léonard)



ST-GOBAIN AU BRÉSIL

UNE CURIEUSE CONCEPTION DE L'ETHIQUE

São Paulo, un matin d'avril 1994. Depuis la veille au matin, le Séminaire international «Amiante ; usage contrôlé ou interdiction» est terminé. Nous avons quitté les quartiers du centre pour une journée de rencontres avec des travailleurs et des

ateliers. Partout, sur le sol, sur les machines, sur les caisses et les cartons, une poussière gris-blanc : l'amiante.

Pour tout matériel de nettoyage... quelques vieux balais, histoire de bien disperser dans l'atmosphère les fibres mortelles. Pour tout

Quand les ateliers modèles cachent les méfaits de la sous-traitance.

syndicalistes du secteur de l'amiante dans la périphérie de la ville. Au programme de la matinée, une visite de Lonatec, dans cette zone de banlieue dont le nom sonne comme un cri de ralliement indien : Itaquaquecetuba !

Dans les banlieues de São Paulo

Nous longeons un cours d'eau verdâtre où se jettent tous les égouts, après avoir contourné les quartiers résidentiels où des gardes privés se tiennent à chaque carrefour dans des guérites vitrées. Aux collines s'accrochent quelques favelas ; les rues des quartiers pauvres sont des pistes défoncées.

La Lonatec est une usine qui utilise l'amiante pour fabriquer des garnitures de freins. Elle emploie quelques dizaines de salariés. A la suite de nos guides, nous visitons

équipement sanitaire, un robinet sur un bout d'évier, à côté d'un WC.

Nous nous arrêtons devant les divers postes de travail. Sur certains, l'activité a déjà cessé, sur décision du Ministère du Travail : celui où, placés à deux mètres de hauteur, les ouvriers devaient secouer les sacs au-dessus d'un récipient de malaxage pour faire tomber l'amiante ; celui où d'autres devaient râcler ce qui restait accroché aux parois des cuves...

Nous longeons des piles de plaquettes de freins, emballées dans leurs cartons. L'étiquetage réglementaire, avec la lettre A obligatoire pour signaler l'amiante, est illisible sans une bonne loupe.

Rencontre au réfectoire

Après avoir monté un petit escalier, nous retrouvons les

40 à 50 ouvriers rassemblés dans le réfectoire. Jeunes pour la plupart, ils sont le plus souvent envoyés ici par des boîtes de sous-traitance, et restent quelque temps avant de repartir ailleurs.

Il faut savoir qu'au Brésil, la proportion de salariés ayant une carte de travail, c'est-à-dire déclarés à la Sécurité Sociale, est de l'ordre de 40 % seulement des travailleurs effectivement employés. Les autres sont corvéables à merci. Barry Castleman, ingénieur chimiste et consultant en environnement pour les grandes agences fédérales américaines, rappelle les règles élémentaires d'hygiène qui doivent être appliquées dans ce type d'établissement : lavage des vêtements, douches et vestiaires séparés, etc... Dick Jackson, ancien responsable anglais des syndicats des travailleurs de l'isolation, s'avance face à l'assemblée : il a en mains un grand livre où sont inscrits tous les noms de ses collègues de travail ; plus d'une centaine de noms dont la plupart sont rayés de noir. C'est la longue liste des morts de l'amiante et depuis 1994, huit nouveaux cas ont déjà venus s'y ajouter.

Sur les visages de ces ouvriers en bleu de travail, de ces hommes malmenés et bafoués dans leurs droits les plus élémentaires, l'attention ne faiblit pas. Comment ne pas penser aux portraits du grand photographe brésilien Salgado ? Un des travailleurs les plus loquaces, la quarantaine dégarnie, tend ses bras vers nous, poignets joints : «*nous ne pouvons rien faire, nous sommes ligotés*». Derrière nous, les gamelles des ouvriers réchauffent sur des plaques, la buée monte. Il fait chaud et lourd.

Mains sales et gants blancs

Devant cet exemple d'exploitation à l'état brut, on ne peut s'empêcher de repenser au représentant de l'ABRA (association brésilienne de l'amiante, organisation patronale) qui l'avant-veille, pendant le séminaire, massif et sûr de lui, s'est contenté de répé-

ter à chaque interpellation de la salle : l'amiante n'est pas forcément dangereux, cela dépend de la dose reçue...

Quant à l'avocat de la mine d'amiante, la SAMA (S.A. Mineração de Amianto), il a déclenché une tempête de protestations dans l'assemblée en affirmant que la loi italienne de mars 1992 interdisant l'amiante a été acquise par la corruption et l'achat des votes de quelques députés.

Mais surtout, comment ne pas penser à Saint-Gobain ? La multinationale française exploite en consortium avec Eternit (Suisse) la mine ouverte en 1967 à Canabrava dans l'Etat de Goias, un Etat qui est aussi celui de la capitale Brasilia ; une proximité géopolitique intéressante pour l'entreprise.

Saint-Gobain (au Brésil Brasilit) défend, dans ce pays comme ailleurs dans le monde, l'idée de l'«usage contrôlé de l'amiante». Bien sûr, elle a quelques usines-vitrines à présenter à l'appui de sa thèse, selon laquelle l'amiante ne pose problème qu'en exposition professionnelle - ce que les dernières études réalisées aux USA et en Italie infirment (1) - et que ce problème peut facilement trouver des solutions techniques permettant quasiment de supprimer l'exposition des travailleurs aux fibres.

C'est «oublier» qu'au Brésil, on estime à plus de 300 000 le nombre d'ateliers de réparation et de petites entreprises manipulant de l'amiante, et que dans tous ces lieux ne seront bien évidemment jamais mises en œuvre les mesures éventuellement appliquées ailleurs.

C'est «oublier» tous les déshérités, et ils sont nombreux au Brésil, qui utilisent l'amiante-ciment pour ce qu'on appelle l'auto-construction (favelas et autres bidonvilles).

C'est enfin «oublier» que les chefs d'entreprises préfèrent souvent transférer les risques à des sous-traitants que de prendre des mesures indispensables à la sécurité et à la santé des travailleurs de leurs établissements.

Aussi est-il impossible de donner une évaluation chiffrée précise du nombre de personnes expo-



Travail de l'amiante au Brésil : un simple masque à poussière pendant le travail, mais ensuite aucune douche, un balayage avec un balai qui soulève les poussières, l'amiante stockée à l'air libre... toutes les conditions sont réunies pour provoquer des maladies. (photo P.Hermann)

sées à l'amiante. Mais il est très important, c'est une évidence, et l'on verra bientôt au Brésil monter l'incidence des maladies chez les travailleurs de l'amiante, leurs familles et les populations exposées au voisinage des entreprises et mines d'amiante.

Ainsi va le monde selon Saint-Gobain, qui, au demeurant, se pique d'éthique (!), et qui, suprême hypocrisie, se permet de critiquer officiellement les entreprises qui ne prennent pas de mesure pour diminuer l'exposition... tout en continuant de leur vendre la roche extraite des mines que le groupe contrôle.

Sur les sacs d'amiante entassés le long des murs de la Lonatec, la mention de provenance

indiquait bien «Minaçu - Etat de Goias», le fleuron de la «technologie propre» de Saint-Gobain.

Mais peut-être un jour finira-t-il par arriver, où les marchands de tumeurs devront enfin assumer la part de responsabilité qui est la leur dans ce business de la mort. Ainsi devrait aller le monde...

Patrick HERMANN
Ban Abestos France

Contact : Ban Abestos, Algues, 12230 Nant.

Lire également le dossier paru dans Silence n°154.

(1) Anderson pour l'Etat du Wisconsin, 1992 ; Magnani et Terracini, 1993 ; J.M. Dement, 1994....



ENVIRONNEMENT

OZONE : LE TROU NOIR

D'après Jonathan Shanklin, du *British Antarctic Survey*, si l'ozone continue de disparaître au dessus de l'Antarctique à la même vitesse qu'aujourd'hui, il n'y en aura plus de manière saisonnière en octobre 2005. Ses conclusions se basent sur la mesure depuis 30 ans en Antarctique des émissions solaires d'UV (ultra-violets). Malgré le protocole de Montréal, les quantités de CFC dans la haute atmosphère continuent d'augmenter alors qu'il s'agit de la principale source de destruction de l'ozone. Encore plus grave, les UV-C qui sont habituellement complètement absorbés, même par une petite quantité d'ozone, sont de beaucoup les plus préjudiciables des UV, menaçant la faune et la flore dont le plancton marin, qui forme la base de la chaîne alimentaire (New Scientist du 10/9/94).

NIGERIA : PETROLE ET DROITS DE L'HOMME

La compagnie Shell exploite les champs pétroliers du Nigéria, provoquant pollu-

tions de l'air, de l'eau et des sols. Les habitants de la région Ogoni ont protesté contre ces dégâts. Une association s'est constituée : le MOSOP, mouvement pour la survie du peuple ogoni. La réponse du gouvernement a été une répression féroce : 50 personnes tuées, plus de 600 arrêtées et maintenues en détention sans aucun procès. Parmi les détenus, Ken Saro Wiwa, président du MOSOP et écrivain, arrêté en mai 1994. Amnesty International est montée au créneau pour demander au gouvernement nigérian de cesser ces pratiques. Contact : Amnesty International, 4 rue de la Pierre Levée, 75011 Paris.

MADAGASCAR : POLLUTION MARITIME

Le 7 août 1994, le bateau libérien Wellborn entre dans le port de Tolagnaro à la suite d'une avarie. Il semble que la compagnie propriétaire ait décidé d'abandonner purement et simplement le bateau. L'équipage disparaît. Il y a 23700 tonnes de fret : manganèse, fuel et huile de vidange. Le 26 sep-

tembre, des experts montés à bord constatent que le bateau se remplit d'eau... et que le fuel et l'huile s'échappent en mer. Fin octobre, la pêche est interdite sur le littoral alentour par risque de contamination alimentaire. Les conséquences sont terribles car la pêche est le premier mode d'alimentation de cette région pauvre. Des pêcheurs clandestins sont morts d'empoisonnement. Une association s'est constituée pour dénoncer cette affaire et d'autres du même genre. Contact : «Pour que vive la côte Est» c/o Michel Ledien, 29 Bd Voltaire, 01000 Bourg en Bresse, tél : 74 21 22 67.

BELGIQUE : TAXE SUR LES PUBLICITES

Alors qu'en France, un projet de loi prévoit de limiter les dépliants publicitaires dans les boîtes aux lettres (voir Silence n°181), Namur, en Belgique, a essayé depuis 1986 d'instaurer une taxe sur la distribution de ces imprimés. Celle-ci, d'un franc belge par dépliant (soit moins de 20 centimes français), a permis à la ville

de collecter quelque 35 millions de FB par an (environ 6 millions de francs). Elle s'applique à toute distribution gratuite d'un imprimé comportant moins de 30 % de rédactionnel non-publicitaire et prévoit comme exception les tracts d'associations politiques, philosophiques, culturelles et sportives. Aujourd'hui les Amis de la Terre belges en tirent la conclusion suivante : cela a été une opportunité financière pour la commune, mais cela n'a pas résolu le problème de l'envahissement des boîtes aux lettres : la baisse de volume n'a guère été importante. Contact : Amis de la Terre Belgique, Place de la Vingeanne, B 5100 Dave. (source : Combat-Nature, novembre 1994)

HAIES : ARRACHAGE ET PLANTATION

Les haies ont un principal inconvénient : elles limitent les surfaces agricoles et abaissent donc la productivité des gros engins de l'agriculture moderne. C'est pourquoi, lors des remembrements, les arrachages se poursuivent depuis la fin de la guerre. On a pourtant pu mesurer, depuis, les avantages de ces haies : lutte contre l'érosion, rétention d'eau, nidification d'oiseaux prédateurs d'insectes... Malgré cela, si l'on assiste à une augmentation des plantations de haies (11 000 km plantés en dix ans, 2000 km attendus pour l'hiver 94/95), on est encore loin de compenser l'arrachage (10 000 km par an). Ces arrachages sont d'ailleurs de moins en moins d'origine agricole et de plus en plus liés aux grands travaux (autoroutes, TGV...). Il serait temps que l'on prenne des mesures pour remplacer les arbres qui disparaissent ainsi. (source Les Nouvelles de Solagro, mai 1994)

TRANSPORTS : PRIX ORANGE ET PRIX CITRON

La fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) a tenu son assemblée générale les 12 et 13 novembre à Dole. Elle a, à cette occasion, décerné les traditionnels prix

DIOXINES : RAPPORTS CONTRADICTOIRES

Alors qu'un rapport français de l'Académie des sciences, daté du 20 septembre, conclut au peu de connaissances sur les conséquences sur la santé des dioxines et du pyralène, l'agence américaine pour l'environnement avait publié, le 13 septembre, un document de plus de 2000 pages qui montre d'une part les risques d'altération de la croissance du fœtus et d'autre part d'affaiblissement du système immunitaire. Ces risques apparaissent supérieurs aux risques de cancers qui ne sont pas

négligeables pour autant. Les bébés sont souvent contaminés par les concentrations en dioxine présente dans le lait maternel. Cette étude a été réalisée pendant trois ans à la demande des industriels américains. Elle conclut en recommandant que des actions immédiates soient entreprises pour atteindre le niveau zéro d'émissions de dioxines. A signaler qu'un des membres de l'académie des sciences a refusé de signer le document français, jugeant les conclusions trop discutables.

Les principales sources de dioxines sont les suivantes : blanchiment au chlore de la pâte à papier, fabrication du plastique PVC et incinération de déchets chlorés. Greenpeace a publié un rapport «Achieving Zero Dioxin» (en anglais pour le moment) qui montre comment supprimer toutes les sources de dioxine.

Ce rapport de 42 pages peut être commandé à : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

Orange et prix Citron. Le **prix Orange** a été attribué, ex-aequo à la Région Centre et au district de Nantes. La région Centre a fortement contribué à développer les services ferroviaires voyageurs. Le district de Nantes a été la première collectivité à jouer la carte du tramway moderne et son réseau atteint aujourd'hui 26 km, record de France. Le **prix Citron** a été attribué ex-aequo à deux élus des Pyrénées Atlantiques : André Labarrère, député-maire PS de Pau et Jean Lassalle, conseiller général UDF, promoteurs bornés du tunnel routier du Somport et de l'aménagement routier de la vallée d'Aspe. Attitude choquante quand on sait que le premier est président de l'association des «Eco-maires» de France et que le second, président du Parc National des Pyrénées, prétend aujourd'hui lancer une «croisade pour le rail» alors qu'il a combattu le projet de réouverture de la ligne Pau-Canfranc par la même vallée d'Aspe. Contact : FNAUT, 32 rue Raymond Losserand, 75014 Paris, tél : (1) 43 35 02 83.

VOSGES : NON AU TGV

Lors d'une réunion publique, la SNCF a déclaré que l'enquête publique qui s'est déroulée à l'automne ne pourrait ni remettre en cause le projet TGV-Est, ni modifier le tracé... La seule utilité de cette enquête sera donc d'obtenir des murs anti-bruits et des aménagements paysagers. Le TGV-Est, ce sera 60 rames par jour à un niveau de 90 décibels. Le passage des Vosges est très problématique (le passage de l'autoroute A4 ne s'est déjà pas fait sans mal). Le dossier d'enquête comprenait de jolies phrases de technocrates comme celles-ci : «pour que le TGV puisse circuler à 300 km/h, les obstacles doivent s'effacer devant lui» : où va-t-on déplacer les Vosges ? «Le TGV s'intègre très bien dans les espaces déjà transformés par des aménagements tels que ligne à haute tension ou autoroute» : on mesure ce qu'est la vision d'un paysage ! Enfin : «les isolations de façades sont

BOUTEILLES EN PLASTIQUE : TOUJOURS RIEN EN VUE

En 1989, France-Nature-Environnement signait un accord avec le GECOM, groupement des producteurs de bouteilles en plastique, pour monter une «Opération Pélican» qui consistait à installer des conteneurs dans les écoles et à demander aux élèves d'amener leurs bouteilles en plastique... sans que l'on sache très bien ce que deviendraient ces bouteilles.

Silence réagissait assez rapidement en publiant une série d'articles à partir de mai 90 (n°129), notamment en traduisant des études allemandes montrant le coût énergétique du recyclage des plastiques et surtout en révélant que le recyclage était quasiment inexistant : moins de 1 % du PVC était ainsi recyclé.

En septembre 1990 (n°133), devant l'absence de réaction de la FNE, Silence décidait de lancer une campagne de pétitions demandant l'interdiction des bouteilles en plastique. La pétition avait ceci d'original que chaque signature était envoyée dans une bouteille en plastique à Michel Rocard, alors premier ministre. L'opération connaissait un certain succès. Lors de l'édition du Salon Marjolaine en novembre 1990, plusieurs milliers de bouteilles sont ainsi collectées et déposées à Matignon. Les Verts, Greenpeace, relaient la campagne, puis finalement de nombreuses associations membres de la FNE. Au moins 5000 bouteilles envahissent Matignon. Le GECOM propose même à Matignon de les récupérer ! De nombreux groupes locaux se retirent de l'Opération Pélican et pour clore le tout, Silence est même victime d'une

tentative de corruption : deux d'entre nous seront baladés en avion privé pendant deux jours pour visiter les fameuses usines expérimentales de recyclage. Résultat : nous racontons cette tentative de corruption déguisée, ce qui nous fâchera définitivement avec le GECOM.

La FNE, mise au pied du mur, prend alors la décision suivante (publiée dans sa revue «La lettre du Hérisson» en janvier 1991) : «La FNE se réserve le droit et le devoir de demander l'interdiction du PVC au même titre que tout produit toxique ou polluant et à au moins une des étapes de la vie du produit» : si au moins 70 % de la production des bouteilles n'est pas recyclée intelligemment dans un délai de 5 ans.



En Octobre 1994, Yves Piétrasant, chargé de mission depuis 1991 sur la question du recyclage du plastique, vient de remettre un livre blanc au gouvernement. Ce rapport révèle que le taux de recyclage des plastiques reste inférieur à 4 %, tous plastiques confondus. Le reste du plastique part en incinération avec récupération d'énergie (10.5 %), en incinération sans récupération d'énergie (27 %), en miettes dans les unités de compostage (6,5 %) et toujours dans les décharges (52 %). Il faut savoir que 34 % de ces plastiques concernent les emballages. Rappelons également que le mot «recyclage» est un abus et qu'il faut plutôt parler de «réutilisation» car le recyclage supposerait que l'on puisse refaire le même produit avec le plastique d'origine, ce qui est très rarement le cas, les plastiques perdant en partie leurs qualités lorsqu'ils sont réutilisés. Cinq ans après, le recyclage des plastiques reste toujours du gadget et seule nouveauté, on peut trouver le «point vert» sur les bouteilles en PVC. Ce «point vert» est une nouvelle arnaque comme nous le dénoncions dès sa sortie (voir n°167).

Bizarrement, France-Nature-Environnement, qui vit, rappelons-le, essentiellement de contrats avec des industriels ou avec l'Etat, n'a jamais dénoncé le «point vert» et ne parle plus de sa future campagne pour l'interdiction des PVC. Elle revendique pourtant 800 000 adhérents à travers ses associations adhérentes. Où sont-ils ? Que font-ils ? France-Nature-Environnement se souvient-elle de ses engagements ?

envisagées dans le cas d'habitations isolées ou d'immeubles à grande hauteur ; restez enfermés chez vous et tout ira bien. Faut-il massacrer une montagne pour que les voyageurs gagnent une heure sur le trajet ? Les associations

locales dénoncent la priorité donnée à une ligne Paris-Strasbourg au détriment des dessertes locales et demandent l'abandon du projet. Contact : La bête des Vosges, 5 rue du Château d'eau, 57370 Phalsbourg, tél : 87 24 20 16.

GUYANE : PARC NATUREL OU MINES D'OR

Pour le moment, l'exploitation des ressources du sous-sol dans les forêts tropicales de Guyane sont interdites.

Déjà les gendarmes ont dû intervenir pour repousser les entrées clandestines d'orpailleurs venus par le Brésil. Mais le projet de classer tout le sud de la Guyane en parc naturel se heurte aux demandes des industriels qui font le forcing auprès du ministère de l'Industrie. Différentes sociétés ont commencé discrètement à prospecter : les compagnies CETEM (8 rue Servandoni à Bordeaux), Golden Star et Cambior (sociétés canadiennes), KWG (une multinationale). Des sondages ont été repérés par les écologistes du coin : près de Saül, aux lieux-dits «Bœuf Mort» «Repentir» et «Sophie». On peut protester en demandant des explications au chef de la «mission pour la création d'un parc en forêt tropicale guyanaise» : Mr Dominique Deviers, DIREN, 28 Bd Jubelin, BP380, 97328 Cayenne, tél : (594) 29 12 52.

VALLEE DE CHAMONIX ASPHIXIE

Le 14 novembre dernier, environ 250 personnes ont bloqué le tunnel du Mont-Blanc pour protester contre un projet de doublement de clui-ci. Les maires de Chamonix et de Servoz étaient présents. Les chiffres sont éloquentes : en 1965, année d'ouverture du tun-

FRANCHE-COMTE : MOBILISATION CONTRE LE CANAL RHIN-RHONE

Avec le retrait des collectivités locales (régions Rhône-Alpes et Bourgogne, voir numéros précédents), tout le monde pensait que le projet de canal grand gabarit Rhin-Rhône était définitivement enterré. Mais comme pour bien d'autres grands projets technologiques, les pressions restent fortes de la part de ceux qui y voient un intérêt politique (Raymond Barre, Robert Vigouroux...). Pour demander la protection de la vallée du Doubs sous forme d'un parc régional, les collectifs se réveillent.

On peut donc contacter :

- CLAC Nord Franche-Comté, 8 rue Brunner, 25600 Sochaux
- CLAC Besançon, Gilles Sené, 51 quai Vieil-Picard, 25000 Besançon, tél : 81 83 11 91.

(photo Guy Cointet)



nel, il est passé 5 300 camions dans la vallée. En 1993, on en est à 836 000 ! 150 fois plus ! Voilà de quoi faire réfléchir un peu plus les pro-tunnels de la Vallée d'Aspe.

SAVOIE : EFFET DE SERRE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'ASDER, association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise le lundi 23 janvier à 20 h 30 une confé-

rence avec le professeur Dominique Raynaud du laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement du CNRS de Grenoble sur le thème «effet de serre et changements climatiques». La soirée se déroulera à l'amphithéâtre de la maison de la promotion sociale, 116 rue Sainte-Rose (près du parc du Buisson Rond) à Chambéry.

Entrée gratuite. Renseignements : ASDER, BP45, 73230 Saint-Alban Leysse, tél : 79 85 88 50.

LYON : CONTRE LE BRUIT DES VOITURES

Le 28 octobre, une centaine de personnes se sont retrouvées avec vélos, landeaux et poussettes pour manifester contre l'insécurité provoquée par la circulation automobile. Une nouvelle manifestation se déroulera le vendredi 27 janvier sur le thème du bruit. Rendez-vous à 18 h devant l'Opéra. Renseignements : Regroupement pour une ville sans voitures, 20 rue Cavenne, 69007 Lyon, tél : 72 07 08 91.

VALLEE D'ASPE : ACTIONS DIVERSES

Le dernier rassemblement organisé pour le 11 novembre marquait une tentative pour radicaliser la lutte (en particulier sur le thème antimilitariste). Le bilan est mitigé : la chaîne humaine, autorisée dans les champs prêtés par les paysans, a réuni un millier de personnes le samedi. Le blocage de la nationale, interdit par les autorités, n'a réuni que 250 personnes. 5 personnes ont été interpellées par les militaires après la manifestation avant d'être relâchées en soirée.

On regrettera qu'une coordination avec les habitants de la vallée, maintenant majoritairement opposés au projet, ne puisse se faire... alternant actions radicales (il en faut) et négociations plus modérées avec les autorités. Il serait souhaitable d'élaborer un calendrier avec des

actions précisant le niveau de «difficulté».

La répression se poursuit : le 14 novembre, une personne interpellée le jour-même, en train de participer à un sit-in sur la nationale, a été

condamnée à 120 heures de travaux d'intérêt général (TIG). Le 15, un autre procès a vu condamner trois autres personnes ayant fait un blocage en septembre à 1500 F d'amende et 100 h

de TIG chacune.

Une nouvelle manifestation nationale est prévue au mois d'avril 1995 juste avant les élections présidentielles. On en reparlera.



LES CASTORS

L' idée de créer des groupes d'amis pour construire en commun des logements n'est pas une nouveauté.

Les premiers mouvements structurés remontent à l'entre-deux-guerres. En 1921, un mouvement apparaît en France qui sous forme de coopératives va construire des «cottages sociaux». Ces groupes construisaient des lotissements bon marché sans personnel qualifié et avec des aides à la construction fournies alors soit par le Crédit

et qui ensuite consentaient d'énormes efforts physiques sur leur chantier et des efforts financiers importants car le remboursement des prêts atteignait 11 % du salaire. Dans une période où les lois sociales n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui, cela nécessitait une grande motivation : celle de se libérer de sa condition de prolétaire et d'accéder à la propriété. Cela lui permettait de sortir de l'univers de l'usine à une époque où les usines logeaient elles-mêmes leurs ouvriers.

Les Castors se sont créés à la fin de la guerre pour aider à la reconstruction. Cette association poursuit ses activités aujourd'hui en aidant tous ceux qui veulent construire leur maison en auto-construction.

Immobilier soit par les crédits HBM (habitations à bon marché) grâce à une loi prévue pour cela. L'organisation du chantier et la quasi-totalité des travaux étaient effectués par les «cottageistes» eux-mêmes pendant leurs loisirs (dimanches et jours fériés).

Entre les deux guerres, près de 1000 maisons furent construites par vingt deux groupes de cottageistes, implantés principalement dans des communes industrielles comme Villeurbanne et Saint-Etienne.

Des ouvriers peuvent accéder à la propriété

Les cottageistes étaient en majorité des ouvriers qui travaillaient souvent dans des conditions pénibles

A la fin de la 2ème guerre mondiale, il est de nouveau nécessaire de reconstruire. La main d'œuvre est rare, les matériaux manquent. Dans ce contexte, M. Bloch, avec l'aide d'amis, construit un petit immeuble d'une quinzaine d'appartements à Argenteuil, en région parisienne. De ce premier chantier naît l'idée des Castors. Les Castors se développent d'abord sous forme de coopératives et reprennent comme règle de fonctionnement des principes mis en place dans les coopératives de l'époque des utopies socialistes de la fin du XIXème siècle.

Autoconstruction et philosophie

Adhérer à un groupe Castors, c'est avoir l'envie d'acquérir

des compétences dans le domaine du bâtiment pour pouvoir ensuite, seul, avec des amis, ou avec des artisans, bâtir sa propre maison. Si l'autoconstruction est un droit reconnu à chaque citoyen, les procédures à suivre sont, en France, assez complexes. L'un des rôles de l'association sera donc d'aider l'adhérent à répondre aux contraintes administratives. L'association a défini une charte de l'adhérent qui prévoit :

- de consacrer au moins 600 heures de travail personnel à l'édification de son logement,
- de souscrire une police d'assurances accidents,
- de faire travailler sur son chantier uniquement des personnes bénévoles ou du personnel salarié en règle avec l'Urssaf,
- de payer une cotisation,
- d'éventuellement profiter des services des Castors pour acheter ses matériaux.

Même si cela est peu mis en avant, la philosophie des Castors dépasse la simple autoconstruction. Le fait de construire soi-même son habitation est un enrichissement moral, psychologique et sociologique important. Non seulement, l'autoconstruction permet une élévation de son niveau de vie, mais elle apporte un genre de vie nouveau, plus intense, en développant le sens de l'autonomie, le goût des responsabilités... Les Castors citent cette phrase de Paul Valéry : «L'art le plus complet est celui de construire».

Une certaine reconnaissance

De 1946 à 1962, les groupes Castors vont se multiplier un peu partout en France. Le succès de la méthode va amener une certaine reconnaissance dans le milieu professionnel. Le centre national d'amélioration de l'habitat (CNAH) va reprendre l'idée en suscitant la création de coopératives en vue de la construction de pavillons avec jardins. Le centre lyonnais d'amélioration de l'habitat (CLAH) va apporter son soutien aux Castors du Rhône en accordant des prêts supplémentaires, en apportant des soutiens techniques. A Angers, Montreuil et Saint-Pol de Léon, des groupes Castors vont naître à

l'initiative des militants du mouvement squatter MPF (mouvement populaire des familles). Le groupe d'Angers reçut le soutien de l'évêque qui demanda aux fidèles d'accorder des prêts sans intérêts aux Castors. Certaines entreprises privées ou publiques aidèrent à la création de coopératives : les Raffineries de Pétrole de l'Atlantique, Batignolles, SNCF, RATP, PTT... D'autres reçurent le soutien des collectivités locales.

Ce développement rapide des coopératives va entraîner des mesures législatives. En 1949, une décision ministérielle précise comment prendre en compte l'apport de travail sur un chantier dans le cadre des HLM. La même année, un autre décret autorise les caisses d'allocations familiales à accorder des prêts aux coopératives d'autoconstruction, des exonérations de TVA sont créées en 1954...

Au départ, on retrouve à l'initiative des groupes Castors essentiellement des personnes provenant des jeunesses ouvrières chrétiennes et du syndicalisme chrétien. Le mouvement connaît une forte croissance jusqu'en 1954, année où les constructions engagées par les coopératives Castors représentent 14,7 % du secteur social.

En 1951 fut créée l'union nationale des Castors (UNC) qui regroupait alors les groupes d'Angers, Bayonne, Bordeaux, La Montagne, Lyon, Nantes, Poitiers, Reims, Saintes, Saint-Nazaire, Toulouse, Montreuil et Nanterre. D'autres groupes existaient qui n'ont pas jugé bon d'adhérer à une structure nationale.

Parallèlement à ce mouvement, d'autres initiatives d'autoconstruction virent le jour avec des existences plus ou moins éphémères. La plus importante fut Baticoop. Cette coopérative, née en 1955, supprimait la participation des coopérateurs à la construction proprement dite, faisant réaliser le gros-œuvre par des professionnels et laissant ensuite le coopérant finir lui-même son habitation. En 1956, Baticoop va construire plus de 30 000 logements. Cette initiative moins contraignante a provoqué un frein



Chantier collectif : le travail en groupe permet de construire des maisons de A à Z et de très bonne qualité (photo Castors)

important au développement des coopératives Castors.

De la coopérative à la démarche individuelle

A partir de 1955, les initiatives Castors vont fortement diminuer et une évolution sensible va s'opérer sur les chantiers. Alors qu'au départ ces derniers étaient très collectifs, on compte de plus en plus de chantiers individuels. Le mouvement va progressivement décliner jusqu'en 1970. En 1955, le nombre de chantiers était de plusieurs centaines... en 1970, il ne se construit que quelques maisons... alors que pourtant le nombre d'adhérents reste important, mais la plupart ont déjà construit leur maison. Plusieurs raisons expliquent la perte de vitesse : les Français sont de plus en plus individualistes, les municipalités ont fait des logements sociaux (souvent sous l'impulsion de Castors élus), enfin les difficultés administratives se sont multipliées.

Fin 1968, les Castors de Loire-Atlantique et de Seine-et-Oise créent l'union de documentation et d'entraide des Castors (UDEP) qui, grâce à un certain nombre de marchés nationaux, permet aux Castors de disposer d'une coopérative d'achats pour les matériaux et pour le matériel.

A partir de 1971, les coopératives laissent la place à des

associations dans lesquelles on retrouve trois types de démarches : l'autoconstruction individuelle, la rénovation individuelle, l'autoconstruction collective (appelée par eux amicaliste).

Ces associations regroupées au sein de la confédération nationale des Castors, couvrent la totalité du territoire français. A la fin des années 70, la gestion comptable des associations, de l'UDEP et de la revue «Le Castor», est traitée par ordinateur à Saint-Nazaire. Depuis, la situation n'a pas changé.

Aujourd'hui, un adhérent individuel a à sa disposition :

- un soutien administratif et technique pour la réalisation de son projet,
- une revue qui lui apporte toutes les informations utiles et qui sert de trait d'union pour l'ensemble du mouvement,
- un réseau d'achats de matériaux et de matériel à des prix bas,
- un assureur-conseil couvrant au maximum tous les risques légaux et personnels,
- l'expérience de plusieurs dizaines de milliers d'anciens Castors qui sont toujours prêts à le conseiller ou à l'aider bénévolement.

En 35 ans d'existence, les Castors ont construit au total près de 150 000 logements dont près de 50 000 en région parisienne, ce qui les met à la première place des constructeurs de maisons individuelles.



Construction d'une serre : les adeptes de l'autoconstruction sont de plus en plus souvent également des adeptes des énergies renouvelables (photo Castors)

Castors, autoconstruction et écologie

La vague de l'autoconstruction a touché depuis longtemps le milieu des écologistes. Cela s'explique par la nécessité de se prendre en charge si l'on veut éviter le petit pavillon pré-digéré des grands promoteurs.

Comment cet ancien mouvement a-t-il bénéficié de ce renouveau d'intérêt pour l'autoconstruction ?

Tout d'abord, les associations ont noté une reprise certaine des chantiers et le nombre de maisons qui se construisent maintenant chaque année a de nouveau atteint plusieurs centaines. De plus, les nouveaux adhérents sont souvent curieux des techniques qui permettent d'économiser l'énergie et il y a de plus en plus de demandes pour le recours à l'énergie solaire...

Mais si les Castors ont intégré ces nouvelles techniques, ils ne poussent pas plus dans un sens que dans l'autre. Leur démarche était avant tout sociale au départ et cela reste le plus important aujourd'hui. Interrogés plus

précisément sur cette question, ils reconnaissent avoir publié des articles mettant en garde contre le chauffage électrique, bon marché à l'installation, mais coûteux au fonctionnement. Par contre, la mode de l'habitat sain qui s'est beaucoup développée en Allemagne et en Suisse est pratiquement inconnue.

Les associations actuelles sont de plus en plus des agences de service et le message idéologique est très flou.

Ceux et celles qui envisagent de construire la maison de leurs rêves avec toute la philosophie écolo de leur choix doivent savoir qu'ils et elles trouveront chez les Castors tous les moyens pour se simplifier la vie pour les démarches administratives, pour réaliser un plan financier... mais qu'ils devront être autonome pour le choix des matériaux, des techniques. Un réseau efficace qui mériterait de bénéficier encore plus du retour de l'autoconstruction.

Michel BERNARD

Contacts :

- Confédération nationale d'autoconstruction Castors, 69 rue des Prés aux Bois, 78000 Versailles, tél : (1) 30 24 15 98
- Castors Rhône-Alpes, 78 quai Perrière, 38000 Grenoble, tél : 78 87 09 22.
- Association des Castors de l'Eure, 46 ter rue Joséphine, BP 734, 27000 Evreux, tél : 32 39 10 03.
- Association des Castors de l'Ouest, 71 rue Jules Guesde, BP 236, 44604 Saint-Nazaire, tél : 40 22 38 90.
- Association des Castors du Massif central, rue Montcayroux, 48500 La Canourgue.
- Association des Castors de France-Nord, Maison de l'Habitat, ZAC de Mercières, 9 rue Clément Ader, 60200 Compiègne, tél : 44 86 11 33.
- Association des Castors de Seine et Marne, 8 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 77500 Chelles, tél : (1) 64 21 16 19.
- Association des Castors de l'Île-de-France, 9 rue des Prés aux Bois, 78000 Versailles, tél : (1) 30 24 15 98
- Association Castors Midi-Pyrénées, local Centre Harmonie, 18 rue des 7 troubadours, 31000 Toulouse.
- Association des Castors de Cahors, Mels Lamagdelaine, 46090 Cahors, tél : 65 22 32 06.



PETITES PHRASES

«On franchit une montagne et on bute sur un caillou»
Georges Bernanos.

BELGIQUE : ALTERNATIVE EN MILIEU RURAL

En décembre 1993 s'est constituée tout au sud de la Belgique, à la frontière des Ardennes, l'association «Semailles» qui est le résultat d'une action menée depuis plusieurs années dans le village de Mesnil-l'Église où sont venus s'installer des amoureux de la terre, de l'écologie et de la justice sociale. «Semailles» veut favoriser la reprise en main du pouvoir économique au niveau local, la recherche de solidarités, l'échange d'expériences non conventionnelles... Elle a permis la suite d'une première initiative : «Le jardin enchanteur» et regroupe actuellement 13 producteurs. Un réseau de vente hebdomadaire permet de vendre la moitié de la production en vente directe et l'autre dans des dépôts. Les jardins sont cultivés selon différentes méthodes agro-écologiques (dont la permaculture qui se fait sans bêchage). Du pain est également distribué. Celui-ci est fabriqué à la main à partir de farine d'épeautre (un blé rustique). Des stages de formation sont organisés sur place sur les techniques écologiques alternatives. Ainsi, des stages d'autoconstruction en terre ont eu lieu ce printemps.

Contact : Semailles, 10a, rue Basse, B-5560 Mesnil l'Église.

FINISTÈRE : FOIRE DE BANNALEC

La 5ème foire biologique et artisanale de Bannalec se tiendra les 22 et 23 avril au Manoir de Kernault à Mel-

lac. Le thème de l'année : les énergies renouvelables et l'habitat. 90 stands porteront sur la bio et l'environnement. Une collecte sélective (journaux, piles, bouteilles plastiques, batteries, pneus de voiture) est organisée sur place.

Programme complet :
Attack la vie, Le Menec,
29380 Bannalec, tél : 98 39
51 82.

PARIS : VIVRE ET TRAVAILLER AUTREMENT

Le Salon «Vivre et travailler autrement» se tiendra cette

année du 11 au 19 février à l'Espace Austerlitz (près de la Gare du même nom). Au programme : plus de 220 stands sur l'agriculture biologique, la santé, l'artisanat, l'habitat sain, les énergies renouvelables, les mouvements écologistes, les écoles différentes et - ce qui est à la base de ce salon - des entreprises, des coopératives et des associations qui présentent des projets d'un type nouveau dans les rapports économiques et sociaux.

Pendant le salon, une cinquantaine de conférences et une trentaine d'ateliers

permettent de s'instaurer. On notera comme moment fort un débat animé par France-Culture entre Edgar Morin, C. Castoriadis et A Spire ayant pour thème «Penser autrement pour penser vraiment», un forum sur «science et conscience» animé par Etienne Guillé. Un débat sur le prochain sommet de Copenhague qui doit traiter des questions sociales dans la suite de celui de Rio ; ce débat sera animé par la revue «Croissance». Une conférence originale portera sur la place de l'art dans le monde alternatif, avec Ariane Mnouchkine et Pierre Shasmoukine. Les autres conférences abordent les sujets suivants : travailler autrement, militer pour l'environnement, vivre dans les banlieues (avec les associations de quartier, vivre dans les campagnes (avec la bio), vivre en ville (l'écologie urbaine).

Pour recevoir le programme complet : SPAS, 86 rue de Lille, 75007 Paris, tél : (1) 45 56 09 09.

ESPERANTO

PRIX NOBEL

Le Prix Nobel de l'économie a été décerné à deux Américains et un Allemand. Ce dernier, Reinhard Selten, a la particularité de parler couramment l'espéranto et d'avoir publié plusieurs de ses ouvrages dans cette langue.

INTERNET

Internet est un réseau international sur lequel peuvent se connecter tous les ordinateurs en passant par le téléphone. Mais comment dialoguer avec l'obstacle des langues ? Si l'anglais y est prédominant (Internet a pour origine les réseaux de l'armée américaine), l'espéranto s'y développe rapidement comme langue internationale.

MEDIA

Selon la société Assimil, qui commercialise ses fameuses méthodes d'apprentissage des ventes, on constate une nette progression des ventes pour l'espéranto. Ceci n'a pas échappé aux médias

qui commencent à s'intéresser au phénomène. En France, c'est Michel Field, sur Canal +, qui aura eu le mérite d'organiser le premier débat sur l'avenir de l'espéranto (le 21 septembre dernier).

POLITIQUE

L'espéranto avait déjà reçu le soutien des Verts au niveau européen. C'est maintenant le Parti Libéral britannique qui a voté lors de son dernier congrès (septembre 94) une résolution soutenant «une plus vaste utilisation de l'espéranto».





FEMMES

PETITES PHRASES

«Le monde n'a pas besoin de religion (...) Toutes les religions oppriment les femmes, c'est totalement dépassé. La charia doit disparaître et le Coran doit être regardé comme un livre historique. Je pense que tous les gens qui ont une conscience doivent lutter contre l'intégrisme et le fanatisme» Talima Nasreen (source : La Vie, 17 novembre 1994)

FEMMES DE SCIENCE AU SUD

La third world organisation for women in science (TWOWS) s'est constituée, avec l'aide d'ONG du Nord, pour faciliter la communication entre les femmes scientifiques du Sud. Elle compte aujourd'hui plus de 1200 membres dans 80 pays. Cette association milite pour l'accès des femmes à l'éducation et au savoir scientifique. Pour en savoir plus : TWOWS c/o International centre for theoretical physics, boîte postale 586, Strada Costiera 11, 34100 Trieste, Italie, tél : (39 40) 22 40 321.

CHINE : LIBERALISME ET SEXISME

Après la décision gouvernementale de supprimer le financement de nombreux magazines, on a vu apparaître dans les médias chinois une nouvelle image de la femme. Elles sont utilisées dans les publicités pour attirer les lecteurs, les télévisions découvrent les concours de beauté et les Chinois peuvent se procurer des calendriers ornés de femmes en bikini. Les réactions les plus virulentes proviennent des médias eux-mêmes (composés de 30 à 50% de femmes), certains ont refusé de publier de telles publicités, les manifestations d'étudiantes contre les concours

de beauté ont eu un bon écho dans la presse et les calendriers peu de succès. Pour combien de temps encore ? (source Mujeres en acción n° 1/94)

NICARAGUA : GROUPES DE FEMMES

La condition des femmes, dans une société profondément machiste, est encore loin d'être idéale. C'est pourquoi à Masaya s'est créé en mars 1994 un groupe de femmes autonome qui travaille dans plusieurs directions : santé des femmes, violences sexuelles, femmes handicapées. Le groupe, qui travaille dans un bidonville, essaie d'ouvrir un centre d'information et de documentation où des permanences seront tenues pour

l'accueil des femmes victimes de violences. On peut les contacter directement : Colectiva de Mujeres de Masaya, Del Banic 80 vrs al sur, Masaya, Nicaragua ou prendre contact avec Padi, BP 232, 75624 Paris cédex 13. (source : Le Monde Libéraire, 20 octobre 1994)

ANGLETERRE : FEMMES PRETRES

L'Eglise d'Angleterre (protestante) aura ordonné environ 1200 femmes prêtres pour la première année après la décision d'ouvrir cette voie aux femmes. Cela a provoqué la démission de 139 prêtres (hommes). Est-ce un mieux ? C'est comme si l'on accordait aux femmes de faire leur service militaire au lieu de supprimer l'armée ! (source Golias, septembre 1994)

FEMMES ET PSYCHOTHERAPIE

Deux personnes sur trois en psychothérapie sont des femmes. Pour comprendre et aider les femmes qui suivent ce genre de thérapie le groupe Femmes et psychothéra-

pie offre une écoute et un partage. Une permanence est ouverte aux femmes (uniquement) le premier et troisième mardi de chaque mois à partir de 20 h à l'adresse suivante : Maison des Femmes, 8 cité Prost, 75011 Paris, tél : (1) 43 48 24 91.

LITTÉRATURE MACHISTE

Sur onze auteurs nominés pour le Goncourt, il n'y a qu'une femme. Pour le Renaudot, sur 12 auteurs, aucune femme. Et même pour le Femina, sur onze personnes, aucune femme ! Étonnant ? Combien y-a-t-il de femmes dans les jurys ?

UNEF : PREMIERE FEMME PRESIDENTE

Les jeunes font-ils mieux que leurs aînés ? Les intellectuels sont-ils plus progressistes que les manuels ? On peut en douter : l'UNEF, syndicat progressiste des étudiants, vient pour la première fois de son existence, le 20 novembre 1994, de se doter d'une présidente, Marie-Pierre Vieu. Ce syndicat existe depuis 1907.

VIOLENCES CONJUGALES

Pour les femmes victimes de violences conjugales, il existe deux moyens pour recueillir des informations sur les démarches à faire : soit le minitel 36 15 SOS Femme, soit le tél : (1) 40 02 02 33, qui vous mettent en contact avec la fédération nationale solidarité femmes.





PETITES PHRASES

«La France sera le seul pays de l'hémisphère nord à continuer d'accroître ses crédits d'équipements militaires» de François Léotard, fier de présenter son budget 1995. Plus con, tu meurs !

RWANDA ET SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Mvaho, le principal quotidien du Rwanda, proche du nouveau gouvernement, commente en ces termes le dernier sommet de la francophonie : *«Les Rwandais qui parlent décemment le français ne dépassaient pas 70 000 avant la guerre. Ils sont encore nombreux après le génocide exécuté par les amis de Mitterrand, qui visait prioritairement les gens instruits, c'est-à-dire les seuls vrais francophones du pays (...). Avec la méchanceté du léopard, cette homme (ndlr : Mitterrand) persiste dans le soutien aux ennemis du Rwanda. A l'exemple des acteurs du génocide généreusement accueillis en France, le ministre J.M. Vianney Ndagijimana, qui s'est volatilisé avec l'argent destiné aux ambassades, réside aujourd'hui en France»* (repris dans Le Courrier International du 17 novembre 1994)

BOSNIE : POLLUTIONS ET TUBERCULOSE

La ville de Mostar est si délabrée que les déchets accumulés provoquent la pollution de la nappe phréatique et l'apparition de la tuberculose et de l'hépatite. Des communes espagnoles dont Cordoue ont proposé de participer à l'assainissement de la ville à condition que Croates et Musulmans s'accordent pour mettre en place un plan environnemental. La paix peut-elle

être à ce prix ? (source : Courrier International, 10 novembre 1994)

NAMUR : FORMATION A LA NON-VIOLENCE

L'Université de paix de Namur organise des journées de formation sur la non-violence. Au programme : «Eduquer à la paix par le jeu coopératif» (17 et 18 janvier), «Comment suis-je face au pouvoir ?» (21 et 22 janvier), «la médiation pénale» (28 janvier), «le pouvoir et l'argent» (4 et 5 février). Programme complet : Université de paix, 4 boulevard du Nord, B 5000 Namur.

PARIS : LA DISSUASION EN QUESTION

Les associations opposées à la dissuasion nucléaire (StopEssais, Appel des Cent, Médecins pour la prévention de la guerre nucléaire...) organisent le vendredi

TRAITE DE NON-PROLIFERATION : JEUNE D'INTERPELLATION

L'année 1995 est celle de la révision du traité de non prolifération (TNP). Des réunions internationales sont organisées par l'ONU pour reconduire ou modifier ce traité. Rappelons que celui-ci, signé depuis 25 ans, accorde le droit aux seules 5 grandes puissances nucléaires de l'époque d'avoir l'arme atomique (à savoir : USA, URSS, France, Grande-Bretagne et Chine). Ces pays ne veulent évidemment pas abandonner leurs privilèges et souhaitent continuer à utiliser l'arme nucléaire. De multiples campagnes vont donc avoir lieu cette année pour demander le renoncement aux armes nucléaires. Une première action est menée par le collectif Stop-Essais qui, en France, fédère pratiquement tous les groupes non-violents. Pendant la quatrième réunion préparatoire de cette révision du TNP, du 23 au 27 janvier 1995 à New-York, un jeûne sera organisé devant le siège de l'ONU. Un jeûne similaire devrait avoir lieu à Paris et dans d'autres villes européennes. Si vous désirez vous joindre à ce jeûne, contactez : Stop Essais ! c/o M.P. Bovy, Bonnecombe, 12120 Comps Lagranville.

24 février un colloque international sur le thème «La dissuasion en question». Celui-ci sera suivi le samedi 25 février par une rencontre

nationale «Six heures pour le désarmement». Pour en savoir plus : Stop Essais ! c/o M.P. Bovy, Bonnecombe, 12120 Comps Lagranville.

POUR L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL

En février 1993, la France décide, par la voix de Mitterrand, un moratoire sur ses exportations de mines antipersonnel... mais les fabricants modifient leurs catalogues en conséquence et les mêmes mines deviennent simplement des «munitions vulnérantes», des «munitions antipersonnel» et le commerce se poursuit...

Bien sûr Handicap International lance une campagne de lettres à Mitterrand pour obtenir l'interdiction... Mais comment faire confiance à cette organisation dont les fêtes de soutien se font avec le soutien logistique de l'armée ? Heureusement arrive une autre campagne...

La revue Alternative non-violente, la coordination de l'Action non-violente de l'Arche, le Cun du Larzac, la Maison de Vigilance, le mouvement pour une alternative non-violente, le mouvement international de la réconciliation, la revue Non-violence Actualités, la commission non-violence de Pax Christi, les Quakers et le SERPAJ se sont associés pour lancer une campagne avec le Réseau Agir Ici. Il s'agit d'une campagne de cartes postales adressées au premier ministre, aux maires et aux conseillers régionaux leur rappelant que les mines antipersonnel font des milliers de victimes chaque année et qu'elles sont produites ici en France, dans des usines qui produisent également des feux d'artifice.

La carte postale demande aux élus l'interdiction de la fabrication de ces mines et leur demande d'agir en posant comme condition du renouvellement en 1995 des contrats de feux d'artifice que les sociétés s'engagent à renoncer à ce secteur d'activité. Les deux principales entreprises sont Ruggieri et Lacroix et la plupart des artificiers se fournissent chez eux.

Quelles alternatives pour les mairies ? Agir Ici a enquêté : Pyragic (Rilleux-la-Pape, 69), et Legoux (Tourville-en-Auge, 14) ne fabriquent pas de mines.

Pour recevoir le document de campagne : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 07 00.



SILENCE

UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

En décidant de participer à l'achat d'un local, nous ne savions pas que les méandres seraient aussi nombreux. Début 1992, le propriétaire des locaux situés 4 rue Bodin annonçait aux associations qui y sont présentes son intention de

La première idée qui nous est venue a été d'essayer d'acheter le local de la rue Bodin. Mais après un an, aucune concrétisation n'apparaissait. Silence, pressentant les difficultés à collecter une somme suffisante, décidait début 1993 de mettre en place l'opération «Un

L'osmose entre des groupes de sensibilités proches n'est pas toujours évidente... et un projet comme l'achat d'un local montre qu'il est parfois difficile de construire un projet collectif. Mais tout devrait être résolu d'ici mai 1995... avec votre participation.

mettre en vente les locaux à l'expiration du bail au 31 décembre 1993. Plusieurs réunions se sont déroulées entre ces associations (à l'époque : Maison de l'Écologie, Primevère, Silence, Comité Malville, Les Verts, Alliance Tournesol, Côté-Jardins) pour savoir ce que l'on pouvait faire.

Dès mai 1992, Silence proposait un fonctionnement en SCI, société civile immobilière, pour l'achat de locaux, et en fédération des associations pour la location à cette SCI.

Toit pour l'Écologie» dont la première annonce est faite dans le numéro de mars 1993. Cette opération visait à collecter de l'argent pour que Silence puisse participer ensuite à un projet collectif.

Sans entrer dans le détail, l'un des débats importants a porté sur le fait de savoir si l'on devait essayer d'acheter le local de la rue Bodin ou chercher à se reloger ailleurs. La Maison de l'Écologie a très vite tranché en se concentrant uniquement sur l'achat du 4 rue Bodin alors qu'à Silence nous nous

sommes très vite rendu compte des difficultés que posaient le fait de rester à l'adresse actuelle. Ceci pour trois raisons importantes :

- Le développement des différentes associations a progressivement occupé toute la place et aujourd'hui, il ne reste plus de véritable salle de réunions.

- Silence stocke énormément de documentation et nous sommes aux limites de charge en poids du plancher de l'étage (actuellement Silence pèse 700 boîtes archives, 1000 livres soit 5 tonnes et il faut ajouter 50 boîtes et 250 livres de plus par an). Nous avons estimé que dès fin 1995, ce problème de poids reposerait la question des locaux.

- Le manque de place empêche, de fait, de nouvelles associations de se joindre au regroupement actuel.

Il existe d'autres raisons moins importantes : difficultés de stationnement, rue peu passante, manque de lumière, vétusté de la maison, prix de vente (500 000 F) pas spécialement attractif, difficulté de fonctionnement sur deux étages...

Il existait au sein du local des relations conflictuelles entre certaines personnes. Ces mauvaises relations se sont exacerbées autour du dossier de l'achat d'un local.

L'entropie chez les écolos

Très vite, début 1993, les Verts, en pleine vague ascendante, se désengagèrent de la discussion en déménageant dans leurs propres locaux. Toujours début 1993, les associations Alliance Tournesol et Côté-Jardins se retirèrent des discussions car elles ne s'estimaient pas compétentes (l'une se sert du local comme dépôt de produits bio, l'autre pour du pain bio, mais elles n'ont pas d'activités propres au sein du local). En juillet 1993, toutes les associations étant membres de la Maison de l'Écologie, lors de l'AG de celle-ci, il fut voté le principe d'une fédération qui aurait pour charge de résoudre cette question des locaux. Mais la fédération ne vit pas le jour.

Fin 1993, Primevère commença à organiser ses réunions à l'extérieur et ne participa plus, de fait, aux réunions. Le Comité Malville, en pleine campagne contre le redémarrage de Superphénix, prit également ses distances. Les discussions se cristallisèrent donc essentiellement entre la Maison de l'Ecologie et Silence.

La Maison de l'Ecologie, estimant qu'elle n'avait pas d'autre choix, signa, sans en parler à personne, un compromis de vente avec le propriétaire sous la forme d'un viager et demanda ensuite à Silence de participer à cet achat du 4 rue Bodin. Mis au pied du mur, Silence refusa en décembre de participer et stoppa au printemps la souscription, l'argent de celle-ci étant bloqué sur un compte postal.

Au cours de l'année 1993 et du début 1994, l'opération «Un Toit pour l'Ecologie» à collecté 89 838 F. Pour récupérer cette somme, il a fallu faire un certain travail ce qui a nécessité des heures supplémentaires de la part d'un salarié et des frais divers. Ceci explique que le net de l'opération se situe en fait autour de 75 000 F (voir encart). L'objectif de la souscription était alors de 150 000 F, mais nous avons préféré faire une pause devant l'ampleur des conflits.

Tentatives de médiation

Disposant d'un capital limité, la Maison de l'Ecologie faisait le choix de laisser l'étage de la

rue Bodin en «local d'habitation» (pour des raisons d'économie de frais de notaire) et négocia avec Silence et le Comité Malville, principaux occupants, pour que ceux-ci laissent la moitié de l'étage en appartement. Une médiation en cinq réunions a eu lieu entre la Maison de l'Ecologie et Silence en septembre et octobre 1994 pour déterminer l'avenir. Cette médiation s'est faite en présence d'une médiatrice du mouvement pour une alternative non-violente (MAN).

Silence proposa, entre autres, d'aider financièrement la Maison de l'Ecologie en prêtant une partie de la souscription en échange de l'engagement de la création d'un projet collectif ayant pour finalité d'acheter d'autres locaux et de créer la fédération conformément au vote à l'unanimité de l'assemblée générale de la Maison de l'Ecologie. Cette solution qui permettait de reprendre la recherche d'argent sans se presser a été refusée.

La médiation aboutit, en ce qui concerne Silence, à un départ dans d'autres locaux avant le 1er mai 1995. Pour pouvoir faire ce déménagement, Silence a donc pris contact non seulement avec l'ensemble des groupes présents au 4 rue Bodin, mais avec quelques autres groupes extérieurs pour proposer de monter un projet collectif sur la base de la SCI et de la Fédération reprenant le projet initial de 1992 mais sur la base d'autres locaux.

Les délais extrêmement courts ont dissuadé certains groupes de se joindre à Silence, tout comme le manque de militants pour participer à une structure commune. Toutefois le GSIEN-Lyon, groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, la Ligne d'Horizon, groupe de réflexion économique qui a préparé le dossier de ce mois sur le travail, ont répondu positivement pour avoir une boîte aux lettres et bénéficier de la salle de réunion. Les ACL, ateliers de créations libertaires, seraient d'accord sur le principe sous certaines conditions (loyers, espace...). Enfin le Comité Mal-

ville (qui assure le secrétariat des Européens contre Superphénix), est d'accord pour participer à ce montage financier. Nous commencerons donc avec ces groupes, ce qui nécessite trois bureaux (Silence 15-20 m², ACL 30 m² et Comité Malville 15-20 m²) et une salle de réunion (30-40 m²) soit une surface entre 90 à 110 m² et un coût global entre 450 et 650 000 F.

Le nouveau projet financier

Pendant la première phase de recherche, nous avons acquis un certain nombre d'éléments intéressants : plusieurs personnes nous ont proposé de prêter de l'argent ou de prendre des parts dans la SCI... Nous pouvons également mieux cerner le potentiel de nos lecteurs et de Silence lui-même.

Cela nous conduit au scénario suivant : Silence emprunte 100 000 F, ce qui avec l'argent déjà collecté nous permet de disposer d'un capital de 175 000 F. 150 000 F sont placés dans la SCI aux côtés de parts apportées par des particuliers et les autres associations... Les 25 000 F restants servent à l'aménagement des nouveaux locaux. A côté de ces 150 000 F, la SCI est ouverte à des participations de particuliers jusqu'à concurrence de 500 000 F.

Pour rembourser les 100 000 F d'emprunt, nous avons mis en place une Tombola «Un toit pour l'Ecologie» dont la vente des billets sera assurée par nos soins sur les salons écolos et par nos lecteurs. Des lots «écolos» ont été prévus en relation avec des entreprises sympathisantes (voir encart). Ces lots ont été échangés contre des espaces publicitaires. Le tirage des gagnants sera effectué le 1er décembre 1995.

Chaque billet aura une valeur nominale de 10 F. Les billets seront vendus par 10 soit 100 F le carnet. L'impression des billets, les frais d'envoi et les autres frais ne devraient pas nous coûter plus de 10 000 F. Il nous faut donc vendre 1100 carnets pour rembourser les frais de la tombola et pour rembourser l'emprunt.

RECAPITULATIF «UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE»

Total collecté :	89 838,00 F
Frais de photocopie	296,40 F
Frais de maquette	88,00 F
Enveloppes	50,15 F
Timbres	200,20 F
Déplacement	520,00 F
Insertion Silence	5926,00 F
Réglement heures sup.	8200,00 F
Solde disponible :	74 557,25 F
Taux d'autoconsommation :	17 %

Cela signifie que si un abonné sur deux fait le geste d'acheter un carnet (pour lui ou pour revendre les billets), cela suffit pour clore ce chapitre financier. Nous espérons donc que vous serez nombreux à réagir et à nous offrir comme cadeau de fin d'année une commande de ces carnets.

Par rapport à une simple souscription, la tombola permet de s'ouvrir vers l'extérieur : en revendant (ou en offrant) des billets, vous aidez aussi à faire connaître la revue. La présence de lots intéressants doit vous aider à diffuser les billets.

Vous pouvez devenir co-propriétaire

Une SCI, société civile immobilière, permet, sous forme d'actions, de créer un capital ser-

vant à acheter de l'immobilier, comme son nom n'indique. Il existe bien entendu de nombreuses formes de SCI. Le projet actuel prévoit des parts de 5000 F. La durée de vie de la SCI ne sera que de dix ans pour permettre aux gens qui nous aideront de ne pas s'engager sur des périodes trop longues. Les parts ne sont rémunérées qu'à terme, c'est-à-dire que si vous désirez récupérer votre argent entre temps, vous devez vous-même trouver un acheteur et il vous la rachètera pour sa valeur initiale (soit 5000 F). A terme, la valeur des locaux est estimée et le montant de l'action est alors fixé par un notaire. Si les locaux ont été améliorés, le prix d'une action aura augmenté d'autant. Il s'agit donc d'un placement identique à celui d'un compte épargne... mais contrairement à celui-ci, vous savez comment votre argent fructifie.

La SCI passera un « bail d'usage » avec la fédération d'associations. Ce type de bail est fort peu courant car il signifie que le propriétaire (ici la SCI) ne fait aucun bénéfice sur le dos du locataire (les associations) : ce dernier paie uniquement l'ensemble des frais du propriétaire (impôts, entretien). Cela permet aux actionnaires de la SCI de n'avoir rien d'autre à faire que de vérifier que le bâtiment est bien maintenu en état.

Au bout de dix ans, la SCI mettra en vente les locaux. Soit les associations auront alors monté un projet pour être seules propriétaires des locaux, soit elles pourront constituer une nouvelle SCI, soit elles pourront partir dans d'autres locaux et les locaux seront vendus sur le marché immobilier classique.

Les souscripteurs peuvent être des personnes individuelles ou des personnes morales (des associations par exemple).

Si seul(e), vous ne disposez pas de 5000 F, vous pouvez soit acheter en commun, soit acheter à crédit. Dans le premier cas, vous pouvez, par exemple, créer une association du genre « Les Amis de Silence de Saint-Brieuc » et regrouper sous ce nom de quoi souscrire une ou plusieurs parts (ce

qui en plus vous permettra de débattre avec d'autres de notre prose). Dans le deuxième cas, il est possible d'acheter une part à crédit : pour cela vous vous engagez à rembourser, comme pour un crédit normal, une certaine somme par mois... et la NEF, société financière alternative que nous avons plusieurs fois présentée dans la revue, avancera pour vous l'argent à la SCI. Evidemment le crédit n'est pas gratuit... Le principe est le suivant : pour une tranche de 5000 F, vous remboursez 250 F par mois pendant 2 ans... vous aurez ainsi dépensé 6000 F... mais au bout de dix ans, vous pouvez avoir espoir de récupérer au moins cette somme.

Concrètement, Silence amenant 150 000 F, le comité Malville et les ACL amèneraient chacun 10 000 F... Il reste donc à trouver le reste soit entre 56 et 96 parts de 5000 F. Quelques-unes de ces parts seront prises par les adhérents des différentes associations, mais le lectorat de Silence représente une nouvelle fois notre plus gros « réservoir ».

A vous de jouer !

• **Si vous désirez diffuser des billets**, envoyez-nous simplement un chèque (avec un montant qui soit un multiple de 100 F) à l'ordre de « Un toit pour l'Ecologie ». Les billets seront disponibles dans le courant du mois de janvier.

• **Si vous désirez devenir co-propriétaire**, il faut nous adresser une lettre signée avec clairement indiqué vos coordonnées, le montant que vous êtes prêts à souscrire (en multiple de 5000 F). Eventuellement, la partie que vous souscrivez à crédit (un multiple de 250 F) Pour les personnes physiques, joindre la photocopie d'une pièce d'identité. Pour les personnes morales, joindre une délibération du conseil d'administration signée du président... et ne pas envoyer d'argent pour le moment. Ces lettres seront transmises à notre notaire qui vous recontactera pour vous dire comment verser l'argent.

L'équipe de la revue

TOMBOLA «UN TOIT POUR L'ECOLOGIE» 20 000 F de lots

1er prix : un voyage de 15 jours au Sénégal en février ou avril 1996 pour visiter l'intérieur du pays : coopératives agricoles, organisations villageoises, travail des ONG... d'une valeur de 6000 F offert par l'Agence de voyage ARVEL.

2ème prix : (sous réserve) un frigo économe Gram offert par les Etablissements Gérard Nallet d'une valeur de 4500 F

3ème prix : un bon d'achat d'une valeur de 1500 F sur un produit Ardelaine (literie, vêtements en laine...)

4ème, 5ème et 6ème prix : un jeu « Oïkos Logos » d'une valeur de 300 F offert par la société Holoïkos

7ème, 8ème, 9ème et 10ème prix : un jeu « Schtroumphons la Terre » d'une valeur de 200 F offert par la société Holoïkos.

11ème au 50ème prix : un avoir de 50 F sur l'achat d'un hors-série ou d'un livre de Silence.

51ème au 250ème prix : le numéro 200 de Silence, à paraître en février 1996, imprimé sur un papier spécial.



RESEAU MONDIAL SUD-SUD

Third World Network est un regroupement d'associations du Sud qui œuvrent pour le développement. Il diffuse des informations entre ces associations du Sud. Contact : Third World Network c/o Consumer's association of Penang, 87 cantonment Road, 10250 Penang. Malaisie.

ESPAGNE : LE CAMPMENT CONTINUE !

Commencé pendant le contre-sommet de Madrid (voir Silence n°184), le campement organisé devant le Ministère de l'Economie pour obtenir l'engagement de l'Etat dans l'aide aux pays du Sud à hauteur de 0,7 % du PIB, se poursuit actuellement... et prend de l'ampleur : onze organisations étudiantes ont appelé à participer au campement et les week-ends, ils sont plusieurs milliers à camper au beau milieu d'un des quartiers chics de la ville. Le chiffre de 0,7 % correspond

à une recommandation de l'ONU. Pour le moment le gouvernement espagnol n'en est qu'à 0,35 %.

COMMERCE EQUITABLE : TRANSFAIR

En 1992, les organisations européennes de commerce équitable ont créé une marque collective «Tansfair» pour promouvoir la commercialisation des produits en provenance des pays pauvres de la manière la plus large possible, selon les critères du commerce équitable. En France, cette initiative est relayée par Artisans du Monde et le CCFD, comité catholique contre la faim et pour le développement. Pour ce faire une association française devrait voir le jour fin 1995 dès qu'une somme suffisante aura été collectée. Le montant nécessaire pour démarrer a été estimé à 700 000 F. Des demandes de subventions ont été faites à l'Europe et au Ministère de la Coopération. Une souscription publique a été lancée. Pour en savoir plus : Fédération Artisans du Monde, 4 rue

Franklin, 93000 St-Denis, tél : (1) 42 43 16 57.

EAU : OUTILS PEDAGOGIQUES

Le RITIMO, réseau d'information des centres de documentation tiers monde, vient de publier un «catalogue des outils pédagogiques sur l'eau, l'environnement, le développement» qui intéressera tous les enseignants ou toute personne désirant organiser une animation autour du thème de l'eau dans sa dimension Nord-Sud. Cet ouvrage est disponible contre 25 F auprès du RITIMO, 21 ter, quai Voltaire, 75011 Paris.

BRETAGNE : DEVELOPPEMENT DU CAFE MAX HAVELAAR

La mauvaise récolte en café du Brésil a fait remonter le niveau des cours et l'on assiste à une hausse des prix de toutes les marques. Dans ce contexte, les producteurs des autres pays touchent un meilleur revenu cette année, après des années de surproduction.

Cela change-t-il quelque chose à la vente du café Max Havelaar, ce café solidaire, dont la vente a été mise en place en Bretagne ? Si le principe de base est de garantir un prix décent au producteur, il y a bien d'autres avantages offerts au producteur par le label Max Havelaar, en particulier

RWANDA : SILENCE SUR LES MASSACRES

La France déploie une grande activité diplomatique au sein de l'ONU pour ralentir les enquêtes en cours sur les responsabilités des massacres au Rwanda. Il est facile de comprendre pourquoi. Ainsi, Karen Kelly, chargée de mission par les Nations Unies au Rwanda, a démissionné de son poste pour insuffisance de moyens. Alors qu'elle avait trouvé des enregistrements des émissions de Radio-Mille-Collines, la radio qui appelait au massacre des Tutsis, elle a dû attendre des semaines pour avoir le droit d'acheter des cassettes et pour pouvoir faire des copies : le siège de l'ONU à Genève lui a répondu qu'il fallait un crédit voté par New-York... alors qu'une cassette coûte 12 F sur place !

La France fait également pression au sein de la CEE en demandant que l'on suspende l'aide communautaire à ce pays tant que celui-ci n'est pas un état de droit. Cette démarche n'avait jamais eu lieu auparavant lorsque la dictature obéissait à Paris ! (source : Survie)

une avance de trésorerie par le pré-achat à hauteur de 60 % de la valeur de la récolte, ce qui assure aux groupements de producteurs un fond de trésorerie mais également une garantie pour l'écoulement de la production. Cette garantie permet d'être à l'abri, en partie, des aléas du marché. Pour en savoir plus : Comité Max Havelaar Bretagne, 5 rue François Bizette, 35000 Rennes, tél : 99 38 23 28.

Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire : Tous des masos (BD de Cabu). L'histoire d'une course. Les enjeux du Paris-Dakar. A vos marques. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Les concurrents. La contestation. Pari du cœur : une goutte d'hypocrisie dans le désert. Proposition de résolution du Parlement Européen. Le Collectif Pa'Dak. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ? Les campagnes Nord-Sud.

Rédaction : Michel Bernard en collaboration avec J.M. Fardeau et Bertrand Delpuech. Nombreuses illustrations de Cabu, Plantu, Altho, Barrigue, Delambre, Stan. Photos de Joseph Marando.

36 pages 21 x 29,7 cm.

Bon de commande page 68.



**PARIS DAKAR :
PAS D'ACCORD**



REPUBLIQUE TCHEQUE : BLOCAGE DE TEMELIN

Un camp antinucléaire s'est installé pendant tout le mois de juillet à proximité du site nucléaire de Témelin, une centrale nucléaire tchèque dont le gouvernement autrichien souhaite la fermeture pour cause de vétusté. Profitant de la présence de plusieurs centaines de personnes, une action de blocage des douze entrées possibles a été effectuée un matin : les militants s'enchaînant entre eux sur les grilles d'entrée fermées. Ils sont ainsi restés toute une journée et une nuit avant que la police n'intervienne pour libérer les accès. La campagne se poursuit pour demander que les compagnies étrangères (entre autres Westinghouse) ne viennent pas rénover le site. (source The Verge, octobre 1994)

ESPAGNE : ACCIDENT NUCLEAIRE DISSIMULE EN 1970

Un porte-parole du Conseil supérieur de la sécurité nucléaire espagnole a révélé le 24 octobre 1994 qu'un accident nucléaire avait eu lieu en 1970 lors du transvasement de 700 litres de déchets hautement radioactifs. Des dizaines de litres d'un liquide hautement radioactif se sont répandus dans la rivière en amont de Madrid. Cette eau a provoqué la contamination de milliers de jardins et des taux de radioactivité 75000 fois supérieurs à la normale ont été relevés à 40 km au Sud de Madrid. La radioactivité a mis au moins deux mois à s'écouler dans la rivière et la vente des légumes contaminés n'a pas été interdite. L'inconvénient de la radioactivité c'est que cela ne se voit pas et ne se sent pas ! (source AFP, 24 octobre 1994)

STAGES RADIOPROTECTION

La CRIL-Rad organise deux stages de formation sur la radioactivité et la radioprotection : les samedi 4 février et 8 avril. Ils s'effectuent dans les laboratoires de l'association et sont destinés au grand public. Contact : CRIL-Rad, 471 avenue Victor Hugo, 26000 Valence.

MEUSE : MOBILISATION CROISSANTE

Lors du passage de la Marche Malville-Matignon, au printemps 94, les opposants au site d'enfouisse-

ment des déchets étaient tout étonnés de se retrouver à 750 dans les rues de Bar-le-Duc pour leur première manifestation anti-nucléaire. Depuis, la mobilisation s'est poursuivie : plus de 3000 personnes ont participé à une manifestation le 19 novembre dernier à Verdun. Gérard Longuet, toujours président de la région, a promis un débat contradictoire. Contact : CDR 55, 3 chemin de Vaux-le-Comte, 55000 Bar-le-Duc, tél : 29 76 13 14.

NOGENT-SUR-SEINE : POLLUTION DE L'EAU

En 1987, la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine reçoit une autorisation de rejet de 27,5 tonnes de soufre par jour dans la Seine. Ce soufre provient de l'envoi d'acide sulfurique pour désentartrer les tours de refroidissement et les conduites d'eau. Malgré ces rejets élevés, les tours de refroidissement s'entartrent énormément. Une des raisons est que le site de Nogent est un ancien marécage et l'humidité favorise cet entar-

trage. La direction de la centrale avait obtenu en 1990 l'autorisation d'augmenter les doses d'acide sulfurique. Des mesures sur les algues de la Seine, réalisées par le comité Stop-Nogent, révélaient alors une augmentation de la pollution en cuivre et en zinc... métaux que la centrale n'était pas autorisée à rejeter. Après une enquête hydraulique qui a eu lieu en 1991, ce n'est que le 17 mai 1994 que la situation a été régularisée par un arrêté du préfet de l'Aube. Cet arrêté monte la quantité de soufre autorisée à 37,5 tonnes par jour avec des dérogations à 49,1 tonnes pour des opérations ponctuelles. Elle est autorisée à rejeter jusqu'à 39 kg par jour de cuivre et 18 kg par jour de zinc... Ce cuivre et ce zinc proviennent de l'usure des condenseurs en laiton. D'ici 1997 à 1999, EDF va donc devoir changer ces condenseurs, ce qui nécessitera un arrêt très long des réacteurs... et augmentera le coût de l'électricité produite. Contact : Stop-Nogent, BP 245, 75227 Paris cédex 05.

MARCHE POUR UN MONDE DÉNUCLÉARISÉ

Grâce à un système financier permettant aux militants des pays de l'Est de payer beaucoup moins cher, ceux-ci devraient rejoindre la marche en nombre. La marche part de Bruxelles et est dans le Nord de la France du 15 janvier (Maubeuge) au 16 février (Cherbourg). Des actions auront lieu à Taverny (26 janvier), à Paris (28 janvier) et à Saclay (29 janvier). Une marche similaire avait eu lieu aux USA en 1992. Une action avait permis de rentrer sur la base d'essais nucléaire du Nevada (photo) : les manifestants avaient été stoppés à 3 km du point zéro. Pour participer : GSIEN Lyon, 2 place Croix-Paquet, 69001 Lyon, fax : 78 28 10 70.



SUPERPHENIX

SOUS- GENERATION REUSSIE

• QUAND LES MINISTRES S'AFFRONTENT

De 1986 à 1990, le réacteur de Creys-Malville a essayé de fonctionner en surgénérateur, cela a été un échec cuisant : 176 jours de fonctionnement !

Depuis 1990, aucune électricité n'a plus été produite. Pourtant, le redémarrage était prometteur : depuis le 4 août, le réacteur avait réussi à fonctionner à 3 % de puissance avec seulement deux pannes ! Mais à ce niveau, cela chauffe tout juste le sodium pour éviter que celui-ci ne se solidifie. Toujours aucune production d'électricité.

Le 7 novembre, cocorico, le réacteur est autorisé par les autorités de sûreté du ministère de l'Industrie à monter à 30 % de puissance. La montée en puissance commence aussitôt. Arrivé à 7 % de puissance, le 15 novembre, il devient nécessaire d'évacuer la chaleur et donc on va pouvoir produire de l'électricité. On remet donc de l'eau dans les échangeurs de vapeur... et, incroyable et totalement inattendu, immédiatement, on détecte des fuites de vapeur ! Saloperies de tuyaux pourris.

Le 15 novembre à 18h12, le réacteur retombe à zéro de puissance.

Rassurez-vous, brave gens, cela correspond tout à fait au décret signé par le gouvernement qui prévoit un fonctionnement en sous-génération ; ainsi à l'arrêt, le réacteur consomme de l'électricité (pour chauffer ce fameux sodium qu'il faut chauffer à plus de 100°) et donc on peut l'affirmer Superphénix **sous-générateur de l'électricité (l'équivalent d'une ville de 40000 habitants).**

De la même façon, toutes ces pannes coûtent un fric fou et comme la production est de zéro virgule zéro, **on sousgénérateur de l'argent ! (600 millions de francs par an).**

Opportunisme politique ou pas, Ségolène Royal, ancienne ministre de l'environnement, n'a pas hésité à rentrer dans le lard de l'actuel gouvernement à propos du redémarrage de Superphénix. Le journal officiel du 21 octobre rapporte les termes d'un débat qui n'a malheureusement pas été repris dans les médias :

«M. Balladur a refusé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur Superphénix, c'est parce qu'elle aurait montré que Superphénix est non seulement un danger pour l'environnement, à cause de la production et du transport de plutonium, mais que c'est une impasse industrielle et une faillite financière (...) Oui, c'est un bobard d'Etat que de prétendre que Superphénix est transformé du jour au lendemain en laboratoire de recherche. D'ailleurs, vous n'avez trouvé aucun scientifique pour venir cautionner cette version à la radio ou à la télévision. C'est en tant que surgénérateur qu'il a été remis en service, et ce contre toute logique, sans précaution, au mépris de la sécurité et de la transparence. J'en apporte ici témoignage (...) Une raison pour laquelle c'est grave c'est que le redémarrage coûte entre 600 et 700 millions de francs par an alors que nous avons en France un parc de centrales vieillissant qui a besoin de travaux de sécurité importants. Dans ce domaine non plus, il n'y a pas de transparence ! Ces 600 ou 700 millions de francs seraient beaucoup mieux investis dans des travaux de sécurité que dans Superphénix qui ne sert plus à rien.»

Domage que ce discours n'ait pas été prononcé quand elle était ministre ! Dans sa réponse à Ségolène Royal, Michel Barnier a quand même rappelé que la procédure de redémarrage avait été engagée par le gouvernement socialiste quelques semaines avant les élections.

• UN DEPUTE COMMUNISTE ENFONCE LE CLOU

Mr Brard, député communiste, maire de Montreuil (93), qui avait déjà manifesté son hostilité à Superphénix pendant la marche du printemps 94, a également pris la parole ce même jour face à Michel Barnier, ministre de l'environnement :

«Je tiens à évoquer l'ombre qui plane au-dessus de votre ministère, celle du mensonge d'Etat dont vous avez été porteur à l'occasion de l'affaire Superphénix. Oh, vous allez sûrement protester et me dire que le nucléaire n'est pas de votre ressort ! Pourtant, vous avez été le ministre qui s'est le plus exprimé au moment où le gouvernement a décidé de remettre en marche Superphénix, essayant de faire croire aux Français que la centrale de production serait transformée en centre de recherche. Vous saviez pourtant, je l'ai moi-même entendu de la bouche du directeur de la centrale, qu'un tel objectif était irréalisable. On ne peut pas transformer la centrale en laboratoire de recherche. Dire le contraire revient donc à mentir à l'opinion publique et ceci afin de préserver les intérêts du lobby nucléaire (...).»

Fallait-il arrêter Creys-Malville ? Je me suis déjà exprimé sur ce sujet. Il n'y a pas eu dans notre pays, jusqu'à présent de débat ouvert et transparent sur le nucléaire en tant que mode d'énergie et sur les autres énergies à utiliser en complémentarité ; pas davantage sur le mode de développement économique qu'induit le nucléaire. Tant que ce débat n'aura pas lieu, avec la participation de la nation tout entière, je suis pour un moratoire nucléaire (...).»

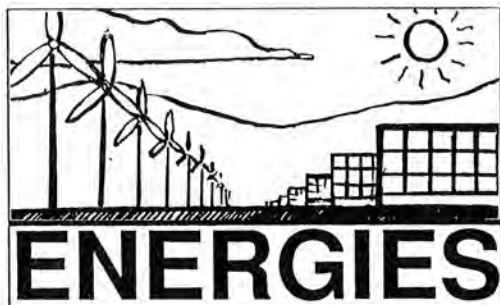
La réponse de Barnier est tout aussi élocuente : *«Mr Brard me demande quels scientifiques ont approuvé le programme de recherche que nous mettons en œuvre progressivement. Je considère comme lui qu'il sera difficile de réorienter le réacteur de la surgénération à la sous-génération à la fin du siècle.»*

• OLIVIER DE MARCELLUS LIBÉRÉ!

Vous avez été nombreux à nous téléphoner pour avoir des nouvelles d'Olivier de Marcellus tant cet emprisonnement semblait surréaliste (voir numéro précédent). Vous n'étiez pas les seuls à vous poser des questions. Le débat est remonté jusqu'au parlement fédéral où des députés ont demandé l'abrogation d'une vieille loi de 1934

qui permet à la juge chargée du dossier de refuser toute précision aux avocats. Cette loi de 1934 est en effet en contradiction avec la convention européenne des Droits de l'Homme ratifiée par la Suisse. Dans les médias l'affaire a fait également du bruit : les journalistes s'étonnant qu'un simple suspect ait moins de droits que Carlos en France. Le 16 novembre, pour le deuxième mois de détention, une manifestation riche en couleurs a de

nouveau réuni plus d'un millier de personnes à Genève. Des visites ont été possibles, comme celle de René Cruse, responsable de la Ligue des Droits de l'Homme. Les visites se sont faites toutefois toujours en présence d'un policier... même pour les avocats. Heureusement le courrier passait et Olivier de Marcellus recevait tellement de courrier qu'il n'arrivait pas à répondre à tous. Olivier est sorti de prison le 07 décembre.



FAITES VOS COURSES A PIED

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié un éco-bilan officiel comparant l'achat en voiture dans un hypermarché en une seule fois, une fois par semaine et l'achat en moyenne surface de quar-

tier où l'on se rend à pied trois fois par semaine... mais qui nécessite plus de déplacements des camions.

Le résultat est sans appel : se rendre en hypermarché produit 80 fois plus de polluants et consomme 80 fois plus d'énergie, nécessite 130 fois plus de voirie, et émet 20 fois plus de bruit. (source Courrier du Hérisson, novembre 1994)

EVITEZ LES PILES ! BRANCHEZ-VOUS SUR LE SECTEUR

Bon nombre d'objets contiennent des piles. Dans les pays occidentaux, les piles représentent déjà 1 % des déchets toxiques et s'avèrent comme l'un des produits les plus difficiles à retraiter. Plus de la moitié de ces piles finissent dans les décharges où les métaux lourds qui y sont présents contribuent à la pollution des sols et des nappes phréatiques. Une pile est une très mauvaise utilisation de l'énergie : sa fabrication nécessite 50 fois plus d'énergie qu'elle ne peut en restituer. Le bilan des piles rechargeables est à peine meilleur. Aux piles, on préfé-

ra le branchement sur la prise électrique... ou bien l'utilisation de photopiles (montre, calculatrice...) ou enfin d'éviter des objets qui n'ont pas besoin d'être électriques (réveil mécanique, presse-légume manuel, brosse à dent manuel, jouets, montre à ressort, etc...). Si la pile reste indispensable, on évitera les piles au mercure et au cadmium qui sont deux métaux lourds très toxiques. Dernière étape pour un comportement écologique : bien conserver les anciennes piles à part et les remettre à des collectes spécifiques (soit dans des bennes municipales particulières soit en les portant à un horloger).

(Source : Panda Conseil WWF Suisse, septembre 1994)

PHEBUS : 21 CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES EN PLACE

Après l'installation d'une première centrale symbolique en face de Superphénix, il était décidé d'essayer d'installer une centrale photovoltaïque dans

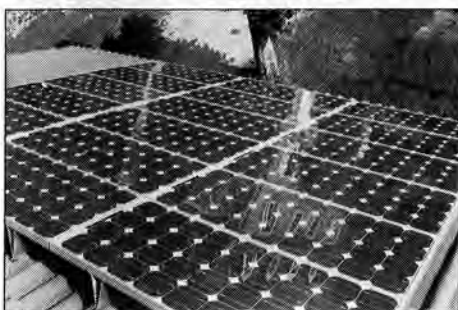
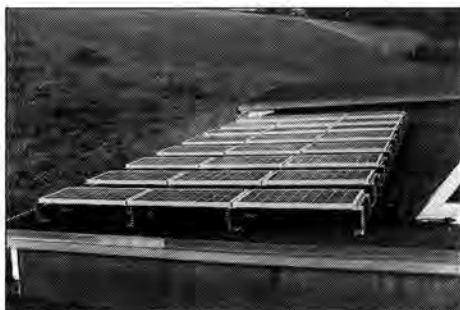
chaque région. Une demande de financement au niveau européen était acceptée avec la bénédiction des Allemands et des Italiens, et malgré les avis

négatifs du ministère de l'Industrie français qui a tout fait pour faire capoter le projet. Si 21 centrales ont bien vu le jour, la répartition n'est pas d'une par région

car 7 de ces centrales ont vu le jour dans la seule région d'origine : la région Rhône-Alpes. Au total, cela représente bien sûr une goutte d'eau dans la production électrique (18 sites de 1,2 kWcrête, 2 de 1,8 et 1 de 3,6, soit au total 28,8 kWc), mais la démarche est avant tout pédagogique : cela montre que c'est possible. Les possesseurs des centrales sont une douzaine d'associations, une commune, deux lycées professionnels, une radio locale et quelques particuliers. En Rhône-Alpes, la région à subventionner à hauteur de 20 %. Reste un problème en suspens : le prix de rachat de la production par EDF. Pour le moment, le prix proposé par le Ministère de l'Industrie est ridicule. Pour en savoir plus : Phébus, Les Nioules, 69170 Les Sauvages.

Photos (par colonne puis de haut en bas) :

- Yves Cochet, à Rennes (Ille et Vilaine)
- Paul Coste, à Corbas (Rhône)
- J.C. Ollislagers, à Dun (Arriège)
- J.P. Pain à Corbelin (Isère)
- M.D. Tillier à Villeurbanne (Rhône)
- Lycée professionnel La Martellière à Voiron (photo Vincent Fristot)





LE chauffage bois, de loin le moins cher en France dans la plupart des régions, souffre de plusieurs handicaps : il est contraignant (couper le bois, recharger, décendre), il prend de la place... Pour retrouver la faveur des usagers, les chaudières bois se modernisent.

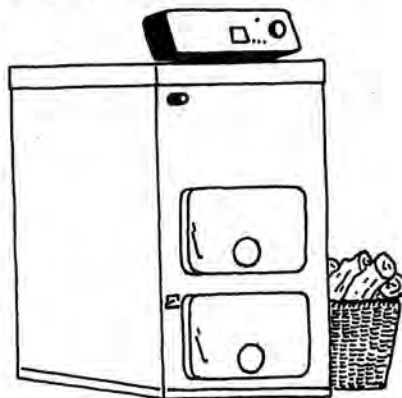
Les rendements augmentent nettement et doublent souvent par rapport à des installations anciennes. Cela signifie que l'on doit recharger deux fois moins souvent, que l'on consomme deux fois moins, pour une pollution très dimi-

nuée et inférieure à celle d'un chauffage au fioul. Les ralentis permettent de laisser en toute sécurité la chaudière à faible puissance pendant la nuit ou une absence.

Les relais automatiques font passer sans intervention l'énergie utilisée du bois à un appoint comme le gaz, le propane ou le fioul. Ainsi, l'autonomie du système est nettement augmentée et le chauffage ne s'arrête pas si le livreur de bois n'est pas arrivé.

Pour le chauffage collectif, les plaquettes de bois déchiqueté permettent

un chargement automatique directement depuis un silo vers la chaudière.



Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la revue «Le nucléaire détrôné» (voir bon de commande page 68)

ALLEMAGNE : PREMIER PRODUCTEUR EOLIEN D'EUROPE

Lors des six premiers mois de 1994, plus de 100 MW éoliens ont été installés en Allemagne, qui viennent s'ajouter au 150 MW déjà en service. Avec plus de 2000 éoliennes installées à la mi-1994, l'Allemagne est en train de dépasser la puissance installée du Danemark qui était en tête des producteurs d'électricité éolienne depuis les débuts. L'industrie éolienne allemande emploie déjà près de 3000 personnes. L'Espagne et l'Italie, où des programmes de 500 MW sont en cours, devraient également rapidement dépasser le Danemark.

FORMATION : ENERGIES RENOUVELABLES ET VALORISATION DES DECHETS

L'ASDER, association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise en 1995 deux stages de formation.

Le premier portera sur «conseils en équipements solaires et thermiques, énergies renouvelables et environnement». Il se déroulera sur 13 semaines dont 4 en entreprises, du 30 janvier au 28 avril. Le deuxième portera sur «tri et valorisation des déchets». Il se déroulera sur

8 semaines dont 3 en entreprise, du 9 avril au 30 juin. Ces stages s'adressent aux cadres, responsables des problèmes de l'énergie, des déchets, de l'environnement, des collectivités locales et territoriales, des administrations (élus locaux, techniciens, agents commer-

ciaux, journalistes, bureaux d'études, gestionnaires...), des chambres consulaires, des entreprises, des associations. Ils sont également ouverts à des demandeurs d'emploi. Pour en savoir plus : ASDER, BP 45, 299 rue du Granier, 73230 Saint-Alban Laysse, tél : 79 85 88 50.

DEBAT SUR L'ENERGIE : DEFICIT DEMOCRATIQUE

Depuis 1973, début du programme nucléaire, la question des choix énergétiques a été abordée à quatre reprises à l'Assemblée nationale : 1981, 1989, 1993 et 1994. Les trois premiers débats se sont déroulés en séance nocturne, devant une dizaine de députés, sans réunions préparatoires. Le quatrième débat vient juste d'avoir lieu. Il a été précédé de 6 débats décentralisés dans lesquels ont retrouvé tous les corps de métiers nucléaires : EDF, CEA, IPSN, COGEMA, CNPF, CGT... La participation à ces débats se faisait sur invitation. Ces débats arrivaient après toutes les grandes décisions et se limitaient donc à un débat d'idées. Selon les observateurs, on comptait en moyenne 3 conservateurs (pour la poursuite de la politique actuelle) contre un progressiste (pour une autre politique, mais pas forcément antinucléaire). Les institutions conservatrices disposaient de gros moyens publicitaires : comme le remarque l'ASDER dans son bilan : «certains étaient plus égaux que d'autres». La CRIL-Rad, qui a finalement boycotté, a dénoncé la table-ronde sur la santé animée par 6 pro-nucléaires ! On a même vu des lobbyistes venus présenter les projets dans le domaine du nucléaire aux USA... pays où le programme a été arrêté en 1979 ! Ces six débats ont débouché sur le «rapport Souviron» qui n'a pas été présenté à l'Assemblée Nationale et qui n'a donc pas donné lieu à un vote. Depuis 1973, il n'y a donc toujours eu aucune possibilité de remettre en cause le programme actuel (essentiellement pro-nucléaire). Le nucléaire civil est né du nucléaire militaire... et la démocratie n'a toujours pas droit de cité.

LE CENTRE INTERNATIONAL DES ENERGIES NOUVELLES

Constitué sous forme d'une association, le Centre international des énergies renouvelables s'est créé avec le partenariat de nombreux industriels, de la région Midi-Pyrénées, du département de Haute-Garonne, de la ville, de l'ADEME, l'agence pour la maîtrise de l'énergie dépendant du ministère de l'Industrie, du GRETA, organisme de formation, etc...

Au nord de cette plateforme, on trouve donc la maison qui sert à l'administration et aux formations. Cette maison de 150 m² a été construite avec une structure légère et comprend un large toit orienté plein sud. Ce toit est recouvert sur 30 m² de photopiles qui sont reliées à l'intérieur à un onduleur qui transforme une partie du courant en 220 v. Un stockage par batterie assure une complète auto-

des besoins de chauffage. Le complément est assuré par un insert au bois placé au centre de la maison avec un système complexe de récupération de chaleur : l'air chaud est envoyé par ventilateur dans un mur creux de brique en terre. Ce mur assure une grande surface radiante qui procure un confort thermique agréable. Le rendement de l'insert est ainsi considérablement augmenté.

Enfin, si la maison comprend un sas d'entrée, on peut être étonné du peu d'attention porté par les architectes à valoriser les apports gratuits du soleil : les fenêtres au sud sont toutes petites (se privant ainsi d'un effet de serre) et le toit est en tôle (ce qui n'est pas l'idéal non plus).

Ce centre de démonstration et de formation se situe à Tarbes, au pied des Pyrénées. Créé en 1992, il est la plus grande exposition permanente de matériel en France.

Photopileland

Après deux ans de fonctionnement, l'ensemble du site n'est pas encore totalement aménagé. Il faut en effet négocier les prix avec chaque industriel pour obtenir du matériel au prix le plus bas possible. Toutefois, l'exposition sur les photopiles est très complète : un cours d'eau artificiel traverse le site ce qui permet de l'alimenter par des pompes solaires qui pompent en aval pour remonter l'eau au bassin supérieur. Différentes pompes sont présentées : pompe de surface, pompe immergée, pompage en profondeur (grâce à un puits)... Les différents types de photopiles sont exposés : cellules au silicium mono-

Le terrain de 8000 m², en zone industrielle, a été donné par la mairie. L'usine voisine Solarcom, qui commercialise des produits de télécommunication alimentés en photopiles, a fortement aidé à monter le projet.

L'idée de base du projet est de regrouper en un seul lieu l'ensemble des techniques touchant aux énergies renouvelables sous une forme didactique et permettant aussi bien des visites par des scolaires que des formations de spécialisation pour des ingénieurs.

nomie de la maison en électricité aussi bien pour l'éclairage que pour le matériel de bureau (photocopieuse, ordinateurs...). L'installation photoélectrique a coûté la bagatelle de 300 000 F... soit presque aussi cher que la maison elle-même (400 000 F). La maison est très bien isolée (coefficient K de 0,30 W/m².°C pour les murs et la toiture) et comprend dans sa dalle béton un plancher solaire chauffant relié à l'extérieur à des capteurs solaires à eau. Ce plancher solaire assure environ 60 %



crystallin (chères mais avec un rendement optimum, environ 15 %), polycristallin (moins chères, rendement moyen) ou amorphe (encore moins cher mais avec un rendement encore plus faible, environ 10 %), ce dernier ayant l'avantage de pouvoir être découpé selon des formes complexes. De même différents types d'installations de capteurs sont présents comme celui d'un capteur pouvant suivre automatiquement le Soleil dans sa course : si le rendement est meilleur, le résultat économique n'est pas évident : la maintenance du système rendant actuellement la méthode non compétitive.

Toujours avec des photopiles, l'espace d'exposition présente de nombreuses autres applications possibles : outre l'alimentation en site isolé d'une maison et le pompage, on peut voir plusieurs types de frigos destinés aux hôpitaux en pays chauds, ou pour assurer la climatisation des réseaux de communication dans les pays du Sud. Autres exemples : l'éclairage des pistes de ski, l'alimentation de panneaux de circulation ou de bornes pour les aéroports, de lampadaires publics ou de jardin, d'antennes paraboliques... En été, un bateau solaire se déplace sur le cours d'eau artificiel.

Un jardin expérimental se trouve à côté du cours d'eau artificiel. Il permet de montrer comment une petite pompe solaire peut alimenter un irrigation automatique par tuyaux poreux, d'un jardin. Ces tuyaux poreux sont une innovation récente que l'on trouve maintenant en magasin. Fabriqués à partir de vieux pneus recyclés, ils laissent passer l'eau en quantité contrôlée et sont encore plus économes en eau que les systèmes de goutte à goutte.

Le jardin permet d'aborder, à toute petite échelle, la question de la biomasse. S'il y a des composteurs, la question de la biomasse est pour le moment à l'ébauche...

Du côté du vent, le site est assez dégagé - en bordure du périphérique de la ville - et l'installation d'éoliennes est en cours de réalisation. Ces éoliennes devraient permettre de fournir plus d'électricité... pour de nouveaux usages, car actuellement les photopiles sont déjà satisfaisantes.

Ce décalage entre les photopiles et les autres sources d'énergie s'explique par l'actuel état de l'industrie française des énergies renouvelables : les éoliennes en cours d'installation sont importées des Etats-Unis car il n'y a pas de fabricant français !

Formation et autofinancement

Si le CIEN a bénéficié de subventions pour les investissements de départ, son objectif est de s'autofinancer par la suite. Yvan Pujol, le seul permanent pour le moment, a une formation de thermicien. Dans les années 70, lors de la première vague de développement de ces énergies nouvelles, il avait déjà travaillé dans le domaine. Il connaît le sujet sur le bout des doigts et n'hésite pas à comparer ces sources d'énergies avec les plus conventionnelles.

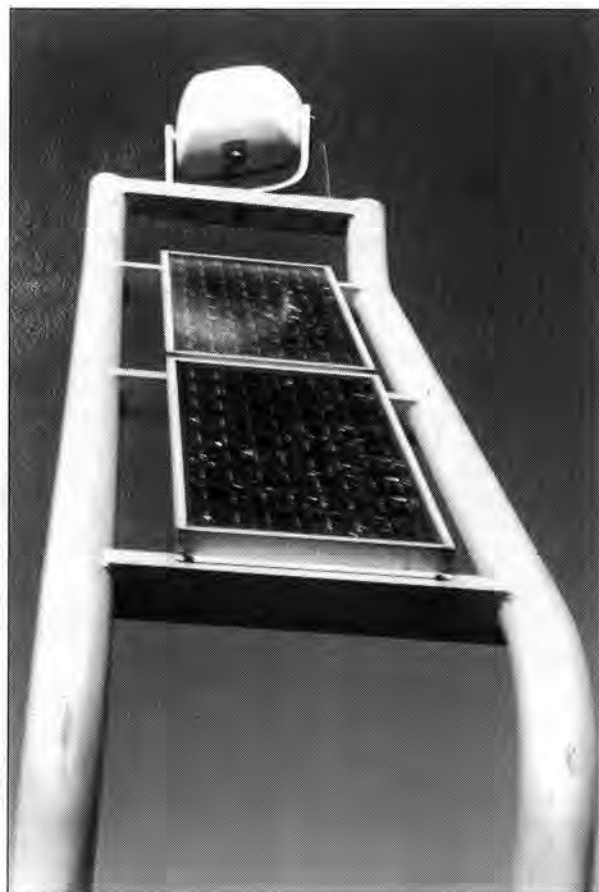
Il doit assurer son propre financement. Pour cela, il travaille dans plusieurs directions : les scolaires, le grand public et la formation des professionnels. Le CIEN est le deuxième organisme agréé pour la formation dans ce domaine après l'ASDER (1).

Pour ce qui est du grand public, des visites sont organisées à la demande des groupes. Ces visites sont payantes. Elles ont lieu soit sur place avec le matériel de démonstration, soit en se déplaçant dans d'autres lieux (en particulier pour présenter des maisons solaires bioclimatiques et des installations

(1) ASDER : association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, qui a beaucoup fait pour le développement des planchers solaires directs et qui fait maintenant de la formation depuis une dizaine d'années. BP 45, 299 rue du Granier, 73230 Saint-Alban Leysse, tél : 79 85 88 50.



Panneau de signalisation clignotant évitant un raccordement coûteux.



Lampadaire solaire déjà utilisé pour des pistes de ski (photos MB)

de microhydraulique). Pour compléter ces visites, le CIEN organise une fois par an un forum énergies renouvelables environnement. Là, l'entrée est gratuite et outre les installations du CIEN, il est possible de rencontrer d'autres personnes du métier. Ce forum est organisé par les stagiaires en formation au CIEN comme un exercice de communication.

Pour ce qui est des scolaires, des ateliers ont été mis en place dans des bungalows de chantier situés à l'arrière de la maison. Les animations d'une journée permettent aux enfants d'apprendre les rudiments de l'énergie solaire : construction de capteurs solaires boîtes pour mesurer les effets du choix des couleurs, de l'isolation, des vitres, des matériaux... Mesure de courants à partir de différents montages de photopiles pour comprendre ce qu'est l'électricité...

Pour les professionnels, le centre dispose d'intervenants extérieurs et d'autres sites de mesure et de démonstration autour de Tarbes. Le stage actuellement en cours

comprend 414 heures de formation au CIEN, puis une formation en entreprise de 234 heures et enfin une deuxième formation au centre de 52 heures. Le but de cette formation se fait pour déboucher sur des métiers de techniciens dans des entreprises de gestion de l'énergie et de l'environnement ou dans des collectivités locales, pour des postes de conseil auprès du grand public, et pour des postes de technico-commercial. Ces stages s'adressent à des personnes de niveau Bac. 24 stagiaires ont été formés pour la première formation en 1993. A côté de ce stage longue durée, il existe des «modules» plus spécialisés qui peuvent être organisés à la demande en fonction du niveau du groupe demandeur (de la classe scolaire aux spécialisations d'ingénieurs).

Enfin, le CIEN a commencé à mettre en place un centre de documentation, pour le moment encore limité, mais qui devrait très vite devenir une autre source de financement.

Si vous avez des projets de construction, pour votre habita-

tion ou pour votre travail, une visite s'impose.

Michel BERNARD

Contact : CIEN, ZI Bastillac Nord, 65000 Tarbes, tél : 62 93 93 13.

Une cheminée à haut rendement loin des «inserts» gadgets vendus dans le commerce.





PETITES PHRASES

«Le prochain chef d'Etat français sera le candidat d'une coalition regroupant l'eau, le béton et le téléphone». Extrait de l'hebdomadaire algérien La Nation, cité dans le Courrier International du 20 octobre 1994.

PEROU : DISPARITION D'ÉCOLOGISTES

Depuis le 13 septembre 1994, on est sans nouvelles de Maria Elena Foronda et Oscar Diaz Barbora, respectivement directrice et administrateur de l'«Instituto Natura», une organisation non-gouvernementale travaillant dans le domaine de l'environnement. Le 23 septembre, Amnesty International, saisi de la question, pensait pouvoir affirmer qu'ils ont été arrêtés par la branche antiterroriste de la police de l'agglomération de Chimbote, suspectés d'avoir des liens avec l'opposition armée. Amnesty s'inquiète de leurs conditions possibles de détention. Elle signale que depuis la proclamation par le président Alberto Fujimori des textes antiterroristes, elle a déjà dû adopter 61 prisonniers d'opinion dont 32 ont,

depuis, été libérés. Presque toutes ces personnes ont été torturées. Amnesty a lancé une campagne de lettres. Pour en savoir plus : Amnesty International, 66 rue Pargaminières, 31000 Toulouse, tél : 61 23 53 73.

DANEMARK : UN HUMORISTE ELU

Un artiste danois, digne successeur de Coluche, qui s'est présenté aux élections législatives, a été élu député lors des élections du 21 septembre. Son programme : «pour un Danemark sans voitures, pour des vents favorables aux cyclistes essoufflés, pour moins de sexe dans les salles de réunions des instituteurs, pour le droit à la bêtise, pour la richesse, la laideur et l'impuissance et enfin pour des hommes jeunes pour les mères célibataires». Encore un qui ne tiendra pas ses promesses !

DOMINIQUE VOYNET CANDIDATE

Après Lalonde (candidat autoproclamé permanent), et Antoine Waechter (indépendant), Dominique Voynet a été brillamment élue avec 79,8 % des voix... n'ayant personne contre

elle ! Les Verts, qui ironisaient sur l'élection de Waechter à la tête de son mouvement à la quasi-unanimité, devraient être plus modestes ! Dominique Voynet a reçu pour le moment, outre celui des Verts, le soutien de l'AREV, alternative rouge et verte. Les premiers sondages lui donnent autour de 3 % contre 2 % à Lalonde et 1 % à Waechter (avec une marge d'erreur de plus ou moins 5 % !).

VERTS : HEMORRAGIE LIMITEE

Le départ d'Antoine Waechter allait-il provoquer une scission importante chez les Verts ? Alors que sa tendance représentait plus de 40 % des voix sur 5000 adhérents en 1992, les Verts ont terminé l'année 1994 avec près de 4000 adhérents... soit une baisse de 20 % en deux ans. Cela s'explique par le choix d'un grand nombre de militants qui ont préféré rester chez les Verts malgré leur opposition à la ligne de Dominique Voynet. Les résultats de l'AG des Verts confirment d'ailleurs la présence de cette opposition : la liste Voynet pour les délégués nationaux ne recueillant que 50 % des voix ! Quatre listes d'opposition ont recueilli 29 %, 15,5 %, 4,5 % et 1 % des voix.

DEFENSE ANIMALE ET POLITIQUE

Selon une enquête de la revue «Observer» (hors-série n°10, octobre 1994), il existe maintenant trois mouvements politiques de «défense animale» : le Parti pour la

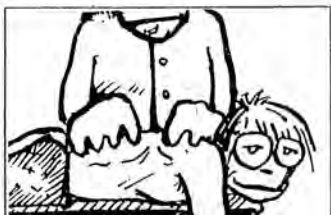
PEUT-ON VOTER JACQUES DELORS ?

Certains écologistes - on ne sait par quel enchantement - trouvent en Jacques Delors un candidat qui leur plaît. Certains annoncent même leur ralliement dès le premier tour ! Quel est le programme du candidat Delors ? Interrogé en tant que président de l'Union Européenne sur le chômage, il proposait comme solution de nouveaux grands travaux, en particulier le doublement du nombre de kilomètres d'autoroutes, la multiplication des lignes à grande vitesse et la création de nouveaux aéroports. Voilà qui est très écolo ! Mais il a fait récemment encore mieux. Interviewé sur RTL le 24 novembre (repris dans le Progrès du 25 novembre), à la question des délocalisations sur l'emploi, il répond à une attaque de De Villiers par cette phrase : si Mr De Villiers dit cela c'est parce qu'il ne vient pas avec nous proposer les TGV, les autos, les centrales atomiques que nous vendons aux Chinois. Eh, oui, l'écologie à la Delors, c'est plus de TGV, plus d'automobiles, plus de centrales nucléaires, plus d'autoroutes, plus d'avions...

défense des animaux, les nouveaux écologistes du rassemblement nature et animaux et l'Union nationale Ecologiste. Ces trois mouvements, dans le cadre du financement des partis politiques, ont encaissé 13 millions de F versés par l'Etat en deux ans. A cette somme s'ajoutent les dons et les ventes réalisés par chaque mouvement. Ces mouvements promettent de reverser leurs bénéfices à la défense animale. Interrogés sur les sommes reversées, on arrive à une somme de 50 000 F en deux ans ! Reste 12,95 millions de francs qui sont dans les poches des animateurs de ces trois mouvements. Sans commentaires !

FRANCE : VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Jusqu'à maintenant les rapports d'Amnesty International concernant la France se limitaient souvent au seul cas de la discrimination envers les objecteurs qui, sans raison, doivent faire un temps double de service national. Mais Amnesty vient de publier un rapport sur les décès accidentels dans les commissariats de police en France : onze morts par balles entre janvier 1993 et juin 1994. Amnesty note que ces morts ont en commun d'avoir une origine ethnique non européenne (Maghreb, Moyen-Orient, Afrique centrale et occidentale). Amnesty relève également les mauvais traitements lors des interrogatoires de police : cas de violences sexuelles, insultes racistes, mauvais traitements... et rappelle que la France a signé des traités internationaux stipulant que «la force et les armes à feu doivent être utilisées avec retenue comme un dernier recours et leur usage doit être proportionné à l'infraction (...) L'usage de la torture et d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, est absolument interdit en toutes circonstances». Merci Pasqua !



SANTÉ

PETITES PHRASES

«La santé ne dépend pas de la médecine, mais de l'alimentation, de l'éducation, de l'environnement, de la pollution, etc...» : Dr N.H. Antia, Inde, Bulletin de la commission indépendante population et qualité de vie, juillet 1994.

LITUANIE : GOUVERNEMENT SANS TABAC

Le nouveau gouvernement lituanien a demandé à ses ministres de cesser de fumer pour montrer l'exemple. Parallèlement une loi interdisant la publicité sur le tabac a été votée. Sur les 17 ministres concernés, deux seulement étaient non-fumeurs. Pour qu'une telle mesure soit prise, on peut penser que la Lituanie n'est pas productrice de tabac.

SPERMATOZOÏDES BIO

Des chercheurs danois ont mené une étude comparative de la teneur en spermatozoïdes du sperme dans différents métiers. L'étude a montré que c'est chez les agriculteurs pratiquant l'agriculture biologique que l'on a la densité de spermatozoïdes la plus élevée et aussi la fréquence des rapports sexuels la plus élevée. C'est dans l'imprimerie, la métallurgie et l'électricité que les résultats sont les pires. Entre l'électricien et l'agriculteur bio, cela va du simple au double ! (source Que Choisir, septembre 1994)

L'AMOUR CONTRE LA MIGRAINE

Rien ne sert d'évoquer une migraine pour déroger aux devoirs conjugaux. Une équipe médicale a montré que les hormones libérées pendant l'orgasme avaient un effet très apaisant contre

les migraines les plus tenaces ! (source : Médecines Douces, octobre 1994)

ALLAITEMENT : L'ODEUR DU SEIN

La cause du refus du sein par un nouveau-né à la naissance a été trouvée : il ne faut pas laver les seins car c'est l'odeur qui attire le nouveau-né. Pour le démontrer, une expérience a été menée avec de jeunes mères en leur lavant un seul

sein : tous les nouveaux nés se sont tournés vers le sein qui n'avait pas été lavé ! (source The Lancet, 8 octobre 1994)

L'HALEINE FECONDE

Il est possible de déterminer la période de fertilité d'une femme par l'analyse de son haleine. Les chercheurs de l'université de Manchester ont mis au point un haleomètre permettant le dosage des œstrogènes présents dans l'haleine. Cet appareil dans lequel il suffit de souffler peut permettre une régulation naturelle des naissances... Mais son coût est actuellement de plus de 2000 F (source : Science et Nature, novembre 1994)

POUR VIVRE VIEUX : PENSEZ !

70 % des chercheurs sont encore en activité aux USA

après 80 ans. On constate de même que les artistes poursuivent leurs activités très longtemps après l'âge officiel de la retraite. Inversement, de nombreuses études médicales montrent que prendre sa retraite a souvent des conséquences extrêmement néfastes sur la santé mentale. Une étude américaine vient de mettre en évidence une explication chimique à ce phénomène. Pendant toute notre vie, notre cerveau sécrète une protéine, l'amyloïde, qui sert à favoriser les connexions entre les neurones. Ces connexions sont impulsées par nos recherches mentales. Si nous diminuons nos activités cérébrales, la protéine s'accumule et devient toxique. C'est elle qui provoquerait la sénilité. En résumé : l'utopie ou la mort ! (source : Courrier International, 29 septembre 1994)

ALLAITEMENT : POLLUTION AUX PESTICIDES

Selon un rapport publié par le Dr Marion Moses, directrice du centre d'éducation sur les pesticides de San-Francisco, on retrouve des traces de contamination dans le lait maternel de toutes les femmes du monde. Malgré cela le lait maternel est toujours meilleur que le lait «maternisé» car le lait des vaches est pareillement contaminé... c'est même parfois pire, puisque l'on arrive à mesurer le taux de dioxines dans certaines crèmes ! Des régions du monde sont toutefois plus touchées que d'autres : ainsi, les records ont été mesurés au Brésil, à Hong Kong et au Mexique. Le taux de pesticides augmente avec le nombre d'allaitements : cela s'explique par la concentration qui s'opère avec le temps. L'origine la plus probable de cette contamination est le lessivage des sols cultivés et l'entraînement des pesticides dans l'eau. (source : Third World Network, octobre 1994)





CHOMAGE DEFINITIF ?

En Italie, 67 % des chômeurs le sont depuis plus d'un an, contre 43 % aux Pays-Bas, 36 % en France, 28 % en Grande-Bretagne, 27 % en Allemagne occidentale, 15 % au Japon, 11 % aux Etats-Unis, 8 % en Suède.

SOS HOMOPHOBIE

Depuis l'automne s'est mise en place une ligne d'écoute téléphonique anonyme contre les discriminations et les agressions homophobes : (1) 48 06 42 41 du lundi au vendredi de 20 h à 22 h.

DE LA SURETE A LA SECURITE

La réforme de la loi présentée par Charles Pasqua sous le nom de «projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité» vise à substituer «droit à la sûreté» par «droit à la sécurité». La nuance, sous une apparence mineure, est de taille. Le droit à la sûreté, affirmé en 1789, ne comprend pas seulement la sécurité des personnes face aux agressions mais aussi face à la sécurité civile (incendies, éboulement d'immeubles vétustes...), face à l'emploi et surtout face aux ingérences de l'Etat dans la vie privée. On ne peut donc philosophiquement admettre que la sécurité soit réduite à «la pro-

tection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions». De surcroît, on peut lire dans le préambule du projet Pasqua : «la sécurité est un droit et c'est un devoir de l'Etat de le garantir». Ce dernier point fait l'objet de vives critiques. Le Réseau Voltaire, créé en 1994, regroupe les Verts, le MRG, le MRAP, la LICRA, des syndicats professionnels comme le syndicat de la magistrature, des associations diverses. Il s'appuie sur la parole de Voltaire : «ce que nous voulons, c'est la liberté, pas la tolérance» et dénonce la vision de l'Etat inscrite dans le projet Pasqua. Pour en savoir plus : Réseau Voltaire, 8 rue Auguste Blanqui, 93200 Saint-Denis, tél: (1) 48 09 22 10.

ENFANTS ET TELEVISION

Les enfants passent en moyenne 900 heures par an devant la télévision contre seulement 800 heures à l'école ! Ce chiffre moyen de 900 heures cache de grandes disparités : on regarde plus la télévision à la campagne et dans les milieux défavorisés. Avec l'arrivée du câble et la multiplication des chaînes, la consommation de petit écran monte considérablement. Conséquences : les enfants ne jouent plus entre eux et les conversations portent essentiellement sur ce qu'ils ont vu à la télévision. Entre 1988 et 1991, une équipe d'enseignants et de médecins a suivi 300 élèves de 12 à 16 ans d'un collège de Moselle. Résultat : au-delà d'une heure et demie de télévision par jour, on peut mesurer des conséquences sur la vie de l'enfant : plus l'enfant regarde la télé et plus les résultats scolaires sont mauvais. La télé fatigue intellectuellement, rend impatient, nuit à la vigilance et à la concentration, favorise la dispersion : l'enfant «zappe» dans ses activités comme il zappe à l'écran. Conséquence : il lit peu, car lire un roman devient trop long et la vitesse de lecture chute de manière spectaculaire. Au niveau psychologique, la télévision inculque le

culte du fort, entretient l'illusion de la puissance et favorise la surestimation du moi. A l'inverse, l'école est d'une banale réalité : on n'y est qu'un simple élève, pas plus fort que les autres, et cela engendre des frustrations.

Ce décalage entre le rêve télévisuel et la réalité provoque, chez les plus accrochés, des troubles du comportement : anxiété, insomnie, agressivité. Pour les calmer, les parents n'hésitent pas à avoir recours à des calmants, sur prescription

médicale dans 95 % des cas. L'usage de ces médicaments contribue à la chute des résultats scolaires par une baisse importante des capacités de mémorisation. Plutôt que d'interdire le petit écran, l'enquête conseille aux parents de demander aux enfants de choisir leurs émissions, de les limiter dans le temps, d'en discuter après pour développer un esprit critique de la télévision. Il ne faut pas laisser la télévision allumée pendant les repas afin que l'enfant s'intéresse à ce

qu'il mange et participe à la vie familiale : l'une des conséquences sur la santé de la télévision est l'obésité ! Enfin, il faut leur proposer des activités de remplacement : copains, sorties, sports, etc... Mais la véritable solution serait que les parents eux-mêmes cessent de consommer de la télévision : l'enquête a montré que les parents passent en moyenne une heure de plus que leurs enfants devant le petit écran ! (source Médecines Douces, septembre 1994)



Les textes des pages 36 à 57 présentent une réflexion sur le travail issue d'un colloque organisé par l'association des Amis de François Partant en novembre 1993. Les actes du colloque, beaucoup plus complets (environ 200 pages) devraient être disponibles début 1995. Nous vous l'annoncerons dès que cela sera possible. Le texte de la page 40 à 45 est un reportage fait par Silence à partir d'un des textes du colloque.

AU-DELA DE L'ETAT-PROVIDENCE

POUR UNE ECONOMIE LOCALE

Le scénario qui se dessine, pour les quelques décennies à venir, est brutal : nous allons vers un chômage de plus en plus important - le taux de chômage d'un pays comme la France pourrait très bien doubler, et même tripler, parce que tout va dans cette direction.

Femmes dont le travail ne constitue pas un complément à celui de leur mari, mais le remplace. La moitié d'entre elles travaillent à mi-temps. Et comme on cherche à réduire par tous les moyens possibles le coût du travail, ce n'est pas seulement le chômage qui augmente, c'est l'appauvrissement des gens.

grandes sociétés vont remplacer les petites. Déjà, 3 ou 4 transnationales contrôlent à elles seules 80 à 90% du commerce mondial de denrées comme le thé, le cacao, les produits forestiers, le coton, le tabac, le jute, le cuivre, le fer, la bauxite etc. Les accords du GATT auront pour conséquence d'augmenter encore la cadence de ce remplacement.

Destinés à assurer le libre-échange mondial, ils équivalent à donner blanc-seing à tous ces entrepreneurs, à les assurer que désormais, aucune considération écologique, sociale ou morale, n'aura le droit d'interférer avec leurs propres intérêts à court terme. L'absence de contrôle deviendra totale.

Lorsque les grandes sociétés se substituent aux petites, le processus de remplacement du travail de l'homme par la machine s'accélère, car ce sont elles qui détiennent les capitaux nécessaires aux investissements dans les technologies permettant les gains de productivité. Cette érosion est manifeste dans l'agriculture, en Amérique comme en Europe de l'Ouest, qui n'a pas fourni de nouveaux emplois depuis des décennies. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, quelque 2% seulement de la population travaille encore dans l'agriculture. Mais la fabrication n'a pas non plus produit de nouveaux emplois depuis à peu près 20 ans. En Angleterre, la proportion de la force ouvrière de travail employée dans la production a diminué de plus de 20% en dix ans, et continue à décroître. En règle générale, tous les nouveaux emplois, depuis 15 ans, ont été créés dans les services. Or le secteur des services est en grande partie financé par l'Etat (Etat-providence qui a tendance aussi à disparaître), et en outre on est en train d'automatiser les services exactement comme on a automatisé l'agriculture et la fabrication. Où trouver les emplois dans ces conditions?

Le problème du travail est inséparable de l'évolution globale des rapports économiques et sociaux. Il faut donc faire un large tour d'horizon.

En Angleterre, et c'est probablement le cas ailleurs, ce n'est pas seulement le chômage, mais la nature du travail qui change; les contrats à court terme remplacent les contrats à long terme, les femmes remplacent les hommes. Sur 20 millions de personnes qui travaillent en Angleterre, 10 millions sont maintenant des femmes.

Monétisation et concentration

Il est inévitable que les choses continuent dans cette direction parce que, par l'effet du développement économique auquel toute autre considération est systématiquement subordonnée, les



Marche AC ! : Et si le partage du travail n'était qu'une fausse bonne idée ? «Parmi les palliatifs proposés, le travail à mi-temps n'est qu'un expédient qui permet de résoudre un problème sans toucher tous les autres. Le travail à mi-temps est une manière de mettre l'homme «en friche». Grâce à cette formule, on pourra continuer à maintenir les méthodes de travail intensives avec la robotisation, l'automatisation, tout cela deviendra tolérable, parce qu'on ne travaillera plus qu'à mi-temps». (photo C. Glasson)

De même que la productivité, la spécialisation et la monétisation sont aussi destructrices d'emplois. En recherchant la croissance à tout prix, on va vers une spécialisation à outrance, fondée sur le principe de l'intérêt comparatif. On peut ainsi en arriver à ce qu'un pays tout entier ne produise qu'une seule denrée, comme Saint-Domingue qui ne produit que du sucre. Ce phénomène est aussi une source d'accroissement du chômage.

La monétisation est également inhérente au développement : toutes les fonctions qui traditionnellement étaient remplies bénévolement, qui faisaient partie de la vie normale (soins aux enfants par exemple), au niveau de la famille, mais aussi à celui de la communauté par réciprocité, sont de plus en plus monétisées.

La destruction accélérée de tout ce qui est société traditionnelle va petit à petit conduire à la monétisation généralisée. On ne peut même plus parler d'économie

marchande, car nous avons créé une société marchande. Cette monétisation de toutes les transactions, y compris celles s'effectuant entre membres d'une même famille, conduit naturellement à l'augmentation du nombre des «chercheurs d'emplois».

Ces phénomènes ne sont pas nouveaux. Dès 1977, l'OIT (agence de l'ONU spécialisée dans l'observation du travail) constatait qu'il n'y avait pas la moindre possibilité pour que la technologie capitaliste puisse créer les structures suffisantes pour assurer l'emploi aux 184 millions de gens qui chercheront du travail en Inde dans les 27 années à venir.

La Banque mondiale elle-même reconnaît qu'aucune croissance économique, quelle que soit sa cadence, pas plus industrielle que du secteur des services, ne pourra résorber le chômage dans les années à venir, en Inde.

Mais ce phénomène n'est pas non plus isolé. Ce problème

terrible va s'accompagner d'autres problèmes tout aussi redoutables, qui vont encore en compliquer la solution.

La désagrégation de la société

On assiste à la désagrégation de notre société. On en prend mal conscience parce qu'on y baigne, tout comme les enfants vivant dans les bas-fonds de Rio ou d'ailleurs, sont accoutumés à leur environnement, qu'ils finissent par trouver «normal». Nous, citoyens, responsables, scientifiques, considérons à la longue l'atomisation de la société dans laquelle nous vivons comme normale. Comme pour Madame Thatcher, la «société» est pour la plupart d'entre nous une simple entité géographique et administrative. On ne se rend pas compte qu'il existe d'extraordinaires solidarités, au sein d'une famille «traditionnelle», et d'une communauté qui permettent à ces unités sociales clés de

graphique est elle-même issue de ce développement : partout, les sociétés étaient parfaitement capables de maintenir la stabilité de leur population. Avec le développement, la seule façon de faire croître le PNB est des remplacer le travail humain par les machines - qui permettent à la spécialisation de remplacer la diversification -, et la monétisation de toutes les fonctions familiales et communautaires (en décrétant, par exemple, que les enfants de chaque famille seront élevés par une autre famille, moyennant rétribution, on peut en augmenter de manière appréciable le PNB).

Il faut prendre conscience qu'il existe aujourd'hui un conflit, une véritable guerre entre l'économie globale et l'économie locale. Le GATT, Maastricht, sont des batailles qu'on ne peut comprendre que dans le cadre de cette guerre, systématique et sans merci. Guerre menée par les multinationales, agents de l'économie globale, qui bénéficient de tous les avantages, dont le libre-échange, alliées aux gouvernements et bureaucraties internationales et nationales, d'une part, et, de l'autre côté, les paysans, artisans, petites entreprises, sociétés traditionnelles et la nature.

Si les premiers gagnent, on peut se représenter notre monde à venir, urbain, avec des gratte-ciel, de vastes supermarchés, d'énormes usines, des fabrications standardisées, uniformisées; avec tous les phénomènes de désagrégation déjà cités : un chaos, un chaos absolu.

Nous arrivons maintenant à un carrefour. Les écologistes savent depuis près d'un quart de siècle que la seule solution aux problèmes de l'environnement est de réduire notre impact sur cet environnement.

Cela exige une société localisée, où les activités aient une portée localisée, où l'on fabrique pour un marché très réduit. C'est le seul type de société qui soit durable. On parle de plus en plus de «durabilité». Les institutions internationales ne parlent que de cela : «sustainable development». Pas une seule d'entre elles n'a

encore admis que la seule économie durable est une économie **localisée**. Il nous faut une société de ce genre non seulement pour satisfaire les besoins écologiques, mais pour satisfaire les besoins sociaux, et également les besoins économiques. Seule une telle société pourra fournir l'emploi dont on a besoin. Mais cela suppose que soit dénoncé le principe de l'intérêt comparatif qui justifie le libre-échange, et dont la pertinence commence d'ailleurs à être mise en cause par un certain nombre d'économistes - parmi lesquels des Prix Nobel comme Maurice Allais en France -.

La subsidiarité économique

Ce type de société, capable de fournir l'emploi nécessaire peut aussi donner un sens à la vie, en permettant à chacun de remplir des fonctions locales, dont la signification est évidente pour lui.

La seule démocratie possible est la démocratie communautaire. - Il reste à prouver qu'une démocratie d'un autre type peut fonctionner -. Le seul contrôle social efficace est celui appliqué par l'opinion publique, reflétant les normes traditionnelles au sein d'une petite communauté, alimenté par le «potin» (moyen ayant fait les preuves de son efficacité). Il n'y a pas d'autres solutions.

Comment créer une telle société ? Si les responsables peuvent sans trop de risques ignorer les problèmes écologiques, qui demeurent relativement loin des préoccupations immédiates des citoyens, ils ne peuvent pas accepter un accroissement indéfini du chômage, qui menacerait la paix civile. A moins d'imposer la dictature, porteuse des mêmes menaces. On devrait donc bientôt pouvoir remporter une élection sur la base d'un programme qui vise la création d'une société où l'on applique à l'économie le principe de la **subsidiarité**, celui qui a été accepté au niveau politique, c'est à dire que l'on fabrique au niveau de la nation uniquement ce qui ne peut pas être fait au niveau de la région, et au

niveau de la région ce qui ne peut pas être fait au niveau du village.

Des initiatives se font jour dans ce sens : elles s'appuient sur un «nouveau protectionnisme». Pourquoi ne pas être protectionniste ? Il ne s'agit pas seulement de protéger notre industrie, n'aurons-nous pas le droit de protéger notre communauté, notre société, notre culture, notre environnement ? Pourquoi n'aurions-nous pas ce droit ?

En Angleterre, par exemple, 40 villes ont adopté une économie franche. Elles ont émis leur propre monnaie, (ce qui a été fait en France et en Autriche avant la guerre) : les habitants se rendent mutuellement des services (ex : une réparation électrique donne droit à un certain crédit dans la monnaie locale, et une réparation réciproque ouvre aussi droit à un certain crédit. La comptabilité en est établie).

Autre forme, l'agriculture assistée par la communauté urbaine : une rue entière d'une ville adopte une ferme (de préférence biologique), pour assurer l'écoulement de sa production. Réciproquement, les jeunes gens de la rue iront travailler sur la ferme lorsque ce sera nécessaire. De petits commerçants ont commencé à développer des systèmes d'échange locaux. A Mantaney (Australie), les Verts ont mis en place le système d'échange local avec des magasins et une banque locale. Cela a été un succès pour lutter contre le chômage local.

Il importé d'être positif : il faut proposer des solutions de remplacement à un système qu'on juge inacceptable. Un livre est en préparation, sous l'égide de la New Economics Foundation, en Angleterre. Il s'agira d'un guide pour la revitalisation de l'économie locale (corollaire de la bataille contre le GATT, Maastricht, et l'Aléa).

Teddy GOLDMITH
Directeur de «The Ecologist»

ESPERE POUR UNE ALTERNATIVE RURALE

Le département de l'Aude est durement touché par le chômage. Sur une population active de 120 000 habitants, on compte en effet 15 000 chômeurs dont la moitié en zone rurale. L'association ESPERE (abrévia-

Pourtant, depuis 1975, 8000 personnes se sont installées dans les communes rurales, y créant fréquemment leur travail, et permettant à la population rurale de se maintenir autour de 20 000 habitants. Ils représentent aujourd'hui

L'association Espere est née dans l'Aude de la volonté d'intégrer au mieux les personnes qui viennent s'installer à la campagne et qui sont de plus en plus nombreuses. Elle veut favoriser pour cela une plus grande autonomie des personnes et la mise en place de réseaux de solidarité.

tion de **ES**pace **E**mloi **R**uralit**E**) est présente dans le piémont pyrénéen, dans le sud du département. Cette région comprend 40 000 habitants, dont 20 000 ruraux. Une industrie, déjà ancienne, ne crée plus d'emplois. L'agriculture, à l'exception de la vigne, est en régression : la production a baissé de 40 % depuis cent ans.

d'hui un tiers de l'ensemble... mais la moitié des classes jeunes actives. Seulement le cinquième de ces migrants ont une activité agricole. Ce mouvement d'installation se poursuit actuellement au rythme de 500 personnes par an, en dépit de difficultés croissantes pour ceux qui veulent trouver dans le pays leur travail et leur cadre de vie.

L'association ESPERE s'est créée pour essayer de favoriser cette implantation. A partir de 1990, avec l'aide de l'association Peuples et Culture d'Espérazza, et de l'ADEPFO (association pour le développement des Pyrénées par la formation), François de Ravignan, chercheur à l'INRA, implanté depuis 1984 dans la région, essaie de construire un projet. Un crédit de formation pour deux animateurs est trouvé pour l'année 1992. Peuples et Culture apporte une aide concrète. Deux voyages sont organisés en Dauphiné et en Ardèche pour rencontrer des initiatives du même genre, montées par d'autres groupes.

Douze stagiaires sont pris à partir du 1er décembre 1992 pour une formation d'un an. L'encadrement est assuré par François de Ravignan, mis à disposition par l'INRA, qui se chargera des questions agricoles et économiques, Jean-Pierre Lescure qui travaillait auparavant dans une entreprise de bâtiment et qui aura la charge de former les stagiaires aux techniques d'autoconstruction, et Suzanne Mélix, qui a la charge de favoriser les techniques de groupes. Ils seront rejoints fin 1993 par Pierre Hollard, ancien agriculteur bio, qui aura pour charge de suivre et organiser le réseau des «tuteurs». Ces derniers sont des personnes qui acceptent de prendre des stagiaires en formation chez eux, en alternance avec les périodes de formation en centre.

Le financement par le département, le fonds national pour l'emploi et le fonds social européen imposent que ne peuvent être rémunérés que des RMistes et des chômeurs de longue durée. Il est possible de prendre d'autres stagiaires, mais sans financement. Ce sera le cas pour une personne lors de la première année. Concrètement les stagiaires vont être des personnes déjà installées dans la région, mais qui ont du mal à aboutir dans un projet.

L'objectif du stage est d'essayer, pour chacun, d'arriver à créer son propre travail, seul ou en association, dans le milieu rural. Il s'agit de diminuer la période de

«galère» parfois fort longue lors du démarrage d'une initiative. Les cours porteront sur l'acquisition de connaissances et de techniques, mais également beaucoup sur des questions culturelles : connaissance des paysages, connaissance de l'histoire locale... pour favoriser l'enracinement du projet dans la réalité de la région. Ainsi, sur les communes où habitent les stagiaires, des visites sont faites sur le terrain et dans les archives des mairies pour connaître l'histoire de la commune. Des rencontres avec des élus locaux, départementaux ou régionaux sont organisées.

Chaque stagiaire avance sur son projet et a comme objectif de présenter celui-ci le mieux ficelé possible aux autres stagiaires, avant le stage, par un exposé public.

Un centre d'accueil pour enfants

Jean et Nathalie veulent développer un centre d'accueil pour enfants. Jean a été moniteur dans des camps d'adolescents pendant une dizaine d'années. Il a ensuite été éducateur dans les MJC de Perpignan. Nathalie a acheté à ses parents, en vente à terme, une petite maison dans un village de l'Aude et ils font le projet d'aménager cette maison pour pouvoir y accueillir des enfants. Ils s'installent en 1989. Pour pouvoir monter le projet, ils espèrent pouvoir trouver deux mi-temps salariés dans la région et pouvoir consacrer le reste de leur temps à ce centre d'accueil.

Mais les obstacles administratifs sont nombreux et les aides financières tardent à venir. De plus, ils ne trouvent pas d'emplois locaux. Lorsqu'ils entendent parler du stage d'ESPERE, ils pensent que cela peut leur permettre de débloquer la situation.

Un an après, le chantier d'agrandissement de la maison a effectivement avancé grâce à l'aide de Jean-Pierre Lescure, le spécialiste de la construction, mais le projet n'a pas encore abouti. Le stage a permis de suivre une formation en vue de l'obtention d'un diplôme. Celui-ci permet d'obtenir



Chez Jean et Nathalie : le village est au pied de la montagne et chaque maison s'appuie sur celle qui est en aval. La nouvelle construction à gauche rajoute une maison à la rue. Elle devrait accueillir le gîte pour enfants. (photo MB)

des subventions délivrées par la chambre d'agriculture et d'être conventionné, donc de baisser le prix des journées pour les enfants.

Si Jean reconnaît qu'il a profité d'un certain nombre d'avantages pendant le stage, notamment la sécurité financière, il reste assez critique sur le stage lui-même. En effet, il perçoit une contradiction entre d'une part la volonté de développer l'**autonomie** des gens et le mode de financement qui provient de subventions qui, elles, sont débloquées pour la **«réinsertion»**. Il ne désire absolument pas être réinséré dans une société avec laquelle il cherche justement à garder ses distances. Il n'a pas l'impression que l'obstacle à leur projet soit une question d'insertion dans le milieu local. Le fait que la famille de Nathalie soit du village a favorisé le dialogue avec les «anciens» et son véritable problème est le manque de fonds pour amorcer le projet.

Autre critique mise en avant : l'assistantat pendant le stage. Il raconte leurs démarches administratives et conteste le fait que les formateurs les accompagnent. Si ESPERE peut ouvrir des portes, il y est favorable, mais qu'ensuite, on les laisse faire les démarches par eux-mêmes. Sinon à quoi bon parler d'autonomie. La première année, ayant essuyé les

plâtres, il regrette que beaucoup de temps ait été passé à la mise en place de la formation et se demande si ce premier stage n'a pas surtout servi à créer les emplois des formateurs.

Concernant la solidarité mise en avant par ESPERE, il ne l'a que peu perçue. Tout d'abord, les stagiaires entre eux ayant des sujets de préoccupation fort éloignés, il y a eu assez peu de travail collectif. Pendant le stage, il a proposé d'organiser une journée de construction chez lui en échange d'un bon repas. Cela s'est fait une fois, mais ce genre de solidarité pratique ne s'est pas renouvelé. Les distances dans ces zones de montagne sont un obstacle évident et depuis la fin du stage, les relations avec les autres sont plus que floues. De même, il n'a pas tissé de liens avec d'éventuels tuteurs, alors qu'il existe pourtant de nombreux autres lieux d'accueil dans le département. Cela lui a permis de se rendre compte que chaque tuteur «installé» vit en fait avec ses «combines», souvent à la limite de la légalité (il cite ainsi certains qui bénéficient d'aides aux agriculteurs alors qu'ils n'ont plus de cultures). Il juge le résultat positif mais modeste.

Jean et Nathalie ne sont pas encore sortis de la «galère», mais ils s'accrochent à leur projet.

Le rêve des boîtes à musique

Philippe est originaire des banlieues parisiennes. Fuyant cet univers sans avenir, il vient s'installer en 1978 dans un village situé sur la route des châteaux cathares, une route où beaucoup vivent du tourisme. Il retape une vieille maison pour en faire un restaurant. Mais cela ne suffit pas à le faire vivre et pour remonter ses finances, il fait des chantiers dans le bâtiment.

Philippe a une passion pour les boîtes à musique, où de petits automates s'animent au son d'une ritournelle. Ne connaissant rien à la chose, il va démonter entièrement l'une d'elles pour voir comment cela fonctionne. Il va récupérer un vieux tour à bois et va tâtonner pour arriver à fabriquer lui-même ces boîtes à musique. Son idée de départ est qu'il doit être possible de vivre des ressources locales. Or une des principales ressources locales est le bois. Il cherche donc à faire ces boîtes entièrement en bois. Il cherche également à jouer avec les sens des personnes : pour lui, ses boîtes doivent être jolies à la vue, agréables à l'oreille (musique) onctueuses au toucher (choix de plusieurs essences de bois) et odorantes (choix des bois et du traitement du bois).

Il se renseigne sur le statut à adopter. Celui d'artisan semble trop lourd au niveau administratif et il opte pour le statut d'artiste libre. Cela lui évite d'avoir à gérer la TVA, mais cela lui interdit de faire du travail en série. Il se renseigne sur le marché potentiel de ces boîtes et en conclut qu'il n'y a qu'un créneau : la qualité.

Premier problème par rapport à la philosophie d'ESPERE : le marché local est inexistant. Le seul moyen de vendre ces boîtes passe par le dépôt-vente dans des magasins situés dans les grandes villes et par des stands dans des salons. Ces boîtes ne lui permettent pas de vivre et il continue à faire des chantiers pour remonter les finances quand c'est nécessaire.



Philippe réalise ses boîtes à musique sur un tour à bois (photo du haut). Le montage s'effectue ensuite pièce par pièce. Les boîtes sont toutes personnalisées (photo du bas) (photo MB)

Le stage d'ESPERE a été perçu comme un moment privilégié où il a pu prendre du recul par rapport à ses idées. Comme Jean, il est très critique sur ce mode de fonctionnement sur des fonds publics, mais il reconnaît que par rapport à d'autres formations, celui-ci a le mérite de ne pas être cloisonné. Il regrette toutefois un certain idéalisme. Pour lui, la situation concrète est que la quantité d'argent disponible dans le milieu rural est en baisse perpétuelle et que les projets se limitent d'autant. De plus, il n'existe quasiment plus de monde agricole, la plupart des gens pratiquant la pluriactivité. Il pense que l'idée d'autonomie est une bonne base mais que la formation ne devrait pas porter seulement sur «com-

ment gagner de l'argent», mais également sur «comment ne pas en dépenser»... ce qui est la meilleure façon d'être autonome.

Il pense également qu'ESPERE reste trop conventionnel en considérant le travail comme une obligation alors qu'il avance que l'hypothèse de départ devrait être que chacun puisse vivre d'une envie qu'il transformerait en ressources. Citant le livre de François Terrasson «La peur de la Nature», il pense qu'effectivement, il y a deux sortes de gens dans la société : ceux pour qui la nature est une ressource à exploiter et ceux pour qui elle est un lieu de vie dans lequel on doit chercher à vivre. Si ESPERE veut parler d'«enracinement», il faudrait que cette approche de la nature soit prise en compte.

Le stage ESPERE lui a permis de redéfinir son projet. Il a mis sa maison actuelle - dans un village - en vente pour pouvoir en racheter une autre plus dans la nature. Cette nouvelle maison devrait pouvoir offrir des chambres d'hôtes qui lui assureraient un débouché pendant la saison touristique. Le reste de l'année, il espère pouvoir vivre du travail du bois en créant, à côté des boîtes à musique, d'autres objets en bois (jeux pour enfants, porte-clefs personnalisés, hochets, puzzles...).

Philippe n'a pas peur d'être un peu utopiste dans ses projets, mais il sait vivre modestement et ne craint pas le manque d'argent.

Formatrice en tissage

Monique est arrivée dans l'Aude, avec son compagnon, en 1980. Originaires de la région parisienne, ils choisissent de vivre à l'écart, dans une maison sans eau courante ni électricité. Ils se lancent dans l'élevage. Malheureusement, il a un cancer de la prostate et meurt en 1991. Monique, seule, n'arrive plus à faire tourner l'élevage et elle cherche alors du travail. Secrétaire comptable de formation, elle s'inscrit à l'ANPE. Comme elle ne trouve rien, elle suit une formation agricole.

C'est à ce moment qu'elle entend parler du stage d'ESPERE. Dans un premier temps, ESPERE essaie de faire avancer l'idée d'un élevage de lapins, mais cela reste sans suite. Elle change alors complètement d'idée pour essayer de se lancer dans la peinture sur soie. ESPERE va lui trouver une tutrice qui exerce déjà dans ce métier. Au début, les progrès sont rapides. Soudain, la tutrice se rend compte qu'elle est train de former une future concurrente et elle se crispe, renonçant à poursuivre efficacement l'apprentissage. C'est un problème qu'ESPERE n'avait pas pris en compte. Si beaucoup de néoruraux ont réussi plus ou moins bien à créer des activités qui leur permettent de vivre, le marché - en particulier dans l'artisanat - est fortement limité. Ce problème entre

tuteur et stagiaire va d'ailleurs apparaître dans d'autres cas.

La femme de François de Ravignan, Clotilde, fait depuis plusieurs années de l'artisanat d'art (tissage de tapisserie). Sensibilisée aux questions sociales, elle a mis en place, en 1992, une structure de réinsertion pour les femmes des quartiers pauvres de Carcassonne : l'Atelier du Trenèl, du nom du quartier. Cet atelier propose à des femmes maghrébines de travailler sous contrat emploi-solidarité pour suivre une formation en tissage avec en complément une alphabétisation. Clotilde va alors proposer à Monique de venir travailler à l'atelier pour assurer l'encadrement. Monique démarre fin 93 avec un contrat-emploi-solidarité qui fin 94 se transforme en contrat de retour à l'emploi à durée indéterminée.

Cet atelier fonctionne en association et est en train de se transformer en atelier d'insertion. Après des subventions d'installation, les ventes de tissage permettent aujourd'hui d'assurer le salaire de Clotilde et de Monique. Trois institutrices à la retraite assurent la formation bénévolement. Les femmes maghrébines, une quinzaine, sont elles toutes sous contrat-emploi solidarité. Or ces contrats durent au maximum deux ans. La première année de fonctionnement a posé beaucoup de questions dans le quartier où les maris, souvent chômeurs, sont intrigués par cet atelier de femmes. Les hommes ont donc essayé de se rendre compte de ce qui se passait en rendant visite à leurs femmes sous des prétextes quelconques... jusqu'à ce que les Ateliers fassent une journée portes ouvertes pour les maris : aucun n'est venu, mais depuis, ils ne rôdent plus dans l'atelier. La deuxième année, il y a eu 45 femmes candidates pour 5 postes... et un homme. Les femmes déjà présentes ont fait le forcing pour que l'atelier reste entre femmes et ce dernier n'a pas été pris.

Si les femmes en formation actuellement sont contentes de leur situation : « nous retrouvons notre dignité, nous avons encore besoin d'apprendre la langue française, dans l'atelier on peut parler,

L'index 94 est
disponible contre
4 timbres à 2,80 F

on fait attention à nous», le problème actuel est de trouver une activité pour ces femmes après leur contrat-emploi-solidarité. Les tissages, de haut de gamme, sont actuellement essentiellement vendus en région parisienne... et le marché reste limité. Le projet actuel porte sur la mise en place de petits ateliers collectifs où les femmes pourraient se retrouver pour assurer des travaux de couture. Ce seront forcément des emplois à temps partiels mais cela leur évitera de se limiter aux seules heures de ménage.

Si Monique est évidemment enchantée de son stage à ESPERE, on peut douter que les objectifs de la formation aient été atteints : il ne s'agit plus là ni d'un emploi local (3 heures de route pour Monique chaque jour), ni d'un réseau économique local (vente à Paris), ni d'un emploi réel (son salaire ne tient que par la présence des femmes qui, elles, sont payées par l'Etat).

Autres résultats et avenir

Un autre projet concernait un couple de stagiaires : lui aurait fait un jardin légumier et floral avec vente dans un petit magasin, elle aurait confectionné des repas livrés à domicile pour les personnes âgées isolées. A l'automne 92, une inondation attire le regard des médias sur Couiza où habitent les stagiaires et le Secours Catholique fait une collecte d'argent pour aider les victimes des inondations. Ayant pris connaissance de ce projet, il va donner 200 000 F pour l'achat de matériel. Celui-ci démarrera fin 1993 et va fonction-

ner relativement bien pendant six mois. Mais le couple en question n'a pas de compétences suffisantes en gestion et très rapidement les problèmes de trésorerie perturbent le fonctionnement de cette nouvelle activité. L'expérience se termine par une saisie judiciaire du matériel et le couple a depuis repris en gérance un gîte rural, toujours dans la région. Les stagiaires que nous avons rencontrés ont mal vécu cet énorme apport d'argent qui s'est soldé par un échec rapide.

La septième stagiaire avait comme projet la production d'objets en cuir, en particulier de sandales artisanales. Femme de viticulteur, elle n'avait pas besoin véritablement d'argent, mais cherchait à être financièrement indépendante. Le stage semble avoir provoqué un certain bouillonnement dans la vie du couple et finalement, elle ne s'est pas lancée dans cette activité.

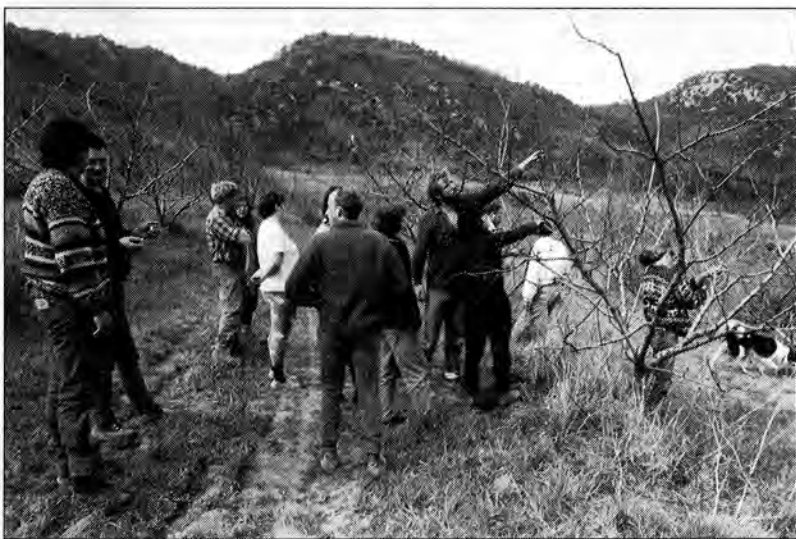
Le huitième stagiaire avait un projet d'élevage. Il a étudié pendant son stage la possibilité d'un élevage de chèvres dans une «coupure verte» de défense contre les feux de forêts. Il espérait ainsi pouvoir bénéficier d'aide pour le débroussaillage et l'entretien de la coulée. ESPERE lui a trouvé un stage chez un éleveur de brebis... cela lui a bien plu et son tuteur l'a embauché à la fin du stage.

Le neuvième stagiaire voulait devenir guide de monuments historique. A la fin du stage, il est parti faire un stage d'un an à Peuples et Culture de Montpellier pour passer un diplôme.

Le dixième stagiaire voulait créer une entreprise pour l'entretien et l'aménagement des chemins de randonnée en lien avec les associations régionales. Le projet n'a pas encore débouché et pour le moment, il a accepté une place en Contrat-emploi-solidarité dans une commune pour des travaux d'environnement.

Les deux derniers stagiaires n'ont rien trouvé : l'un est parti vivre avec sa nouvelle compagne en Normandie, l'autre s'est exilé en Amérique Latine.

Pour la deuxième année de stages, démarrée en avril 1994,



Le stage se fait avec de nombreuses activités sur le terrain : reconnaissance du paysage (photo du haut), recherche dans les archives des mairies (photo du milieu), connaissance de la flore (photo du bas) (photos ESPERE)

le financement du seul Conseil général a limité l'accès au stage aux détenteurs du RMI. Cela a freiné le recrutement.

Les projets de l'année sont les suivants : ouverture d'un magasin de musique à Limoux (actuellement, il faut aller très loin

pour trouver une corde de guitare, alors que les guitaristes sont nombreux chez les néo-ruraux !), développement d'une pizzeria avec livraison à domicile (difficile en zone de montagne), deux stagiaires veulent lancer une entreprise de télétravail, deux autres veulent créer une ferme-auberge avec des chevaux, une autre cherche à développer un service autour de l'auto-stop, un autre veut faire de l'élevage et du dressage de chiens, etc...

La route est longue

A travers ESPERE, François de Ravignan, auteur de nombreux livres sur le monde rural, et membre des Amis de François Partant, a essayé de mettre en pratique le résultat des réflexions menées pendant plusieurs années avec des habitants de la région. Pour lui, «le point essentiel est de permettre à des personnes sans travail de prendre elles-mêmes en main leur destin et d'y parvenir par l'entraide mutuelle, y compris l'échange économique en circuit court pour échapper au maximum au système concurrentiel». Il espère «qu'en se reliant les unes aux autres, ces initiatives pourront peut-être dans les années à venir former un centre d'initiatives plus vastes». Pour cela, il insiste sur la nécessité que ces initiatives soient «menées à la base, modestes et relativement indépendantes», condition indispensable pour que la démocratie existe. Il conclut ainsi un texte de présentation : «Si nous parvenons à faire exister des solidarités entre anciens et nouveaux installés, à faire vivre et s'étendre ce réseau, aujourd'hui encore embryonnaire, mais porteur d'une vie économique et sociale là où, selon la logique actuelle, il ne devrait exister qu'un désert, nous aurons contribué à renouer les fils du tissu social et peut-être plus encore...».

L'analyse des projets suivis par ESPERE montre que l'association a du mal à dépasser le stade d'un organisme de formation ordinaire. Favoriser l'insertion en milieu rural est une démarche rela-

tivement originale et les stages ont certainement donné un «coup d'accélérateur» aux projets des stagiaires. Mais le côté intellectuel de la démarche est peu perçu par les stagiaires. Certains, bien qu'entrés au sein du conseil d'administration, se sentent peu associés aux idées sous-jacentes de l'association.

Il y a un fossé entre la démarche souvent individuelle des stagiaires et le désir plus «politique» des fondateurs. Il n'est pas sûr que le message soit passé... Comment peut-on créer quelque chose de différent quand les subventions sont liées à un cadre négocié ? (ouverture aux seuls RMistes par exemple). ESPERE se retrouve en porte-à-faux entre son projet et sa pratique. Une solution est-elle envisageable dans sa forme actuelle ?

Les conditions d'une alternative

On retrouve ici le vieux débat sur «les conditions d'une alternative». Il faudrait arriver à trouver des financements indépendants. Si ESPERE est, par exemple, adhérente de la NEF (société financière alternative), elle n'a pas réussi, malgré de nombreuses démarches en 1994, à convaincre des personnes installées, des associations, des entreprises alternatives, de participer aux efforts de formation. Il serait souhaitable de mettre en rapport des créateurs de projets plus riches (des personnes qui retournent à la campagne avec des ressources financières), des personnes en difficulté, des personnes éloignées qui peuvent aider financièrement (via la NEF ou d'autres structures de ce genre). Ce travail est en recherche actuellement et une activité de conseil a ainsi été développée, ouverte à tout porteur de projets.

Michel BERNARD

Contact :
Espère, rue de la Gare,
11190 Montazels,
tél : 68 74 32 20.

Silence

diffuse des livres des éditions québécoises

Ecosociété

Collectif sous la direction de Serge Mongeau

Pour un pays sans armée



Pour un pays sans armée

collectif
1993, 160 p.
15 x 21 cm

La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la «dépense nationale» !

Serge Mongeau

Pour que demain soit

L'écologie sociale en action



Pour que demain soit

de Serge Mongeau
1993, 190 p.
15 x 21 cm

L'écologie sociale en action : le récit de multiples initiatives pour montrer qu'il n'est pas besoin d'attendre une hypothétique prise de pouvoir. De quoi vous donner envie d'agir à votre niveau.

Serge Mongeau

L'écosophie ou la sagesse de la nature



L'écosophie ou la sagesse de la nature

de Serge Mongeau
1994, 150 p.
15 x 21 cm

Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée.

Claire Morissette

Deux roues, un avenir

Le vélo en ville



Deux roues, un avenir

de Claire Morissette
1994, 264 p.
15 x 21 cm

L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser !

Bon de commande page 67.

CAPITALISME POPULAIRE OU SURVIE CONVIVIALE

«**X**alis!», l'argent, le *fric* en wolof. Le mot est sur toutes les lèvres dans les banlieues populaires de Dakar où vit l'essentiel de la population urbaine. Préoccupation quotidienne : comment se procurer ce remède miracle

importants, comme la contrebande du diamant de l'Angola, des plus innocents, comme la préparation et la vente d'encens, aux plus criminels, comme la drogue ou la prostitution, ont pour point de départ, pour objectif, pour mobile et point d'aboutissement l'argent.

idéologues libéraux comme Guy Sorman ou Hernando de Soto ? Ce dynamisme dont font preuve les exclus du développement mimétique, les performances reconnues du *secteur* en terme d'emplois, les résultats satisfaisants en termes de revenus ne sont-ils pas la marque d'une *autre* économie, tout aussi, voire plus importante, à prendre en considération ? La réussite incontestable, même avec les critères de l'économie officielle et orthodoxe, de certains acteurs de cet informel, en termes de profit et de croissance, là même où des entreprises classiques (occidentales ou publiques) ont échoué, n'est-elle pas la preuve d'un véritable *management à l'africaine* ?

Contrairement à une image stéréotypée, les «informalisés» ne sont pas nécessairement des indigents. Avec l'humour bien connu des africains, un quartier de Grand Yoff a été baptisé «quartier millionnaire», parce que parmi les premiers squatters, il y avait quelques bijoutiers aisés. Il y a aussi d'authentiques millionnaires. L'impossible développement de l'Afrique ne serait-il pas dans l'exploitation de ce *gisement* ? En systématisant, en transposant, en encourageant ces expériences, on passerait enfin du bricolage à l'industrie *de plein exercice* (1).

Cette interprétation, de plus en plus répandue, est celle des grands organismes internationaux, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, le Bureau

L'issue de la crise du travail, crise qui n'est qu'un des symptômes du naufrage de la grande société, ou de la fin du développement, n'est pas tant dans la prise de conscience de la situation par les nantis que dans l'auto-organisation des exclus, dont les «informels» nous donnent un bel exemple.

à tous les maux, ce talisman qui ouvre toutes les portes (y compris celles de la métropole...), ce fétiche qui résout tous les problèmes.

Vendre, acheter, prêter, emprunter, rembourser, placer, récupérer, taper ses proches, chiner les étrangers, voire mendier, tous les moyens sont bons pour se procurer «xalis», cette divinité toute puissante. Tous les trafics, des plus dérisoires, comme la vente dans la rue de cigarettes à l'unité, aux plus

Cette omniprésence obsessionnelle de l'argent, ces marchandages perpétuels, ce prodigieux développement de toutes les combines au sein d'une population qui vit en marge de l'économie officielle comme elle vit en marge de l'État, ne sont-ils pas la preuve de la généralisation des rapports marchands et de l'existence d'une véritable *économie* informelle, de ce capitalisme populaire ou de ce capitalisme aux pieds nus cher aux

(1) Sur cette expression due à Pierre Judet, nous renvoyons aux développements sur ce thème dans «La planète des naufragés» de l'auteur, p. 136 et ss.



Atelier de tissage en Asie du Sud-Est : pendant les pauses, les ouvrières s'endorment pour essayer de récupérer. A côté de ce travail capitaliste intensif, 75 % des «actifs» du Sud sont au chômage. Une situation qui pourrait rapidement rattraper le Nord.

International du Travail, comme des instances bilatérales et des organismes de coopération comme la Caisse Française de Développement (2). Elle est aussi, avec bien des nuances, celle de la plupart des ONG de développement, comme de nombreux centres de recherche ou de chercheurs indépendants. Elle n'est pas sans mérites de toutes sortes, mais elle est foncièrement différente de celle que j'ai présentée, tout particulièrement dans «La planète des naufragés». Dans l'informel, ai-je coutume de dire, on est ingénieux sans être ingénieur, industriels sans être industriel, entreprenant sans être entrepreneur. Autrement dit, on n'est pas dans une *économie*, même *autre*, on est dans une *autre société*. L'économique n'y est pas autonomisé en tant que tel. Il est dissous, enchâssé dans le social. Cette interprétation a été peu reprise jusqu'à présent parce que considérée comme une hypothèse insuffisamment fondée et teintée de romantisme.

Les observations et les réflexions que j'ai été amené à faire depuis m'ont incité à pousser plus avant. Il faut repenser encore plus radicalement le rapport antagonique de l'informel à l'économique et saisir les enjeux de cette bataille pour le sens.

Repenser le rapport à l'économique: se débarrasser des présupposés

Alors que l'anthropologue voit plutôt dans l'informel un *phénomène social total* pour parler comme Marcel Mauss, l'économiste n'y voit qu'une forme particulière et atypique d'activité économique. Muni de sa grille universaliste et évolutionniste, il voit dans l'économie des expédients un bel exemple de lutte dans le royaume de la *nécessité*. L'économiste-économètre va s'empresse de mesurer, évaluer, comparer et finalement reformaliser, au moins dans l'abstrait, ce secteur allergique à la statistique. Grâce à

l'omniprésence de cette valeur faussement commune, l'argent, il sera possible de rendre l'invisible visible et de produire des niveaux de vie, à l'aune de la pauvreté et de la richesse internationalement reconnues. Cette insertion dans les normes universelles, c'est-à-dire occidentales, peut déjà constituer une agression contre la résistance des exclus.(3)

Toute la stratégie repose sur des simplifications discutables, sinon abusives : que l'argent est toujours l'argent, que tout échange est économique, que toute activité est du travail, que tout homme est un homo oeconomicus, etc. S'agissant des stratégies collectives et populaires, il ne faut jamais oublier, en particulier, que tout échange n'est pas marché, que tout marché n'est pas le Marché des économistes, qu'il n'est pas concurrentiel, que tout prix ne résulte pas de la confrontation d'une offre et d'une demande abstraite (4). Plus fondamentalement, l'universelle capacité au calcul ne

(2) Encore connue en Afrique sous son ancien nom de Caisse centrale de coopération économique, ou plus simplement « la caisse ».

(3) Voir Majid Rahnema, «La pauvreté globale, une invention qui s'en prend aux pauvres», Interculture n° III, Montréal, Printemps 1991. voir aussi : «Le Nord perdu, Repères pour l'après-développement», par G. Rist, M. Rahnema et G. Esteva, Éditions d'en bas, Lausanne 1992 et Gustavo Esteva, «Une nouvelle source d'espoir «Les marginaux»» Interculture n°119, Montréal, printemps 1993.

(4) Voir article de l'auteur «Marché et marchés», Les cahiers de sciences humaines, Orstom, à paraître.

(5) Marshall Sahlins -
«Des îles dans l'histoire».
Gallimard-Le Seuil,
1989, p.36.

signifie par l'universalité du calcul. Tout n'est pas quantifiable partout. « Tout sauvages que nous sommes, nous savons aussi calculer » fait dire Marshall Sahlins aux indigènes de Hawaï (5). La question est que l'on ne compte que ce qui est quantifiable, et que l'on ne quantifie que ce qui est homogène. Nous avons homogénéisé tout ce qu'il était possible de rendre à peu près comparable, et même ce qui ne l'était pas. Les biens symboliques comme le pouvoir, le prestige, la confiance, l'amitié etc. ne se quantifient pas. S'ils donnent lieu à d'intenses supputations, il ne s'agit de *calculs* qu'en un sens métaphorique. Il n'y a pas d'évaluation chiffrée concevable.

Est-il besoin de développer plus avant pourquoi le prix n'est pas dans ces réseaux le résultat d'une offre et d'une demande

abstraite ? que les échanges ne constituent pas nécessairement un marché, etc. Bien sûr, tout cela ne se situe pas sans lien avec le système marchand et le vocabulaire économique lui-même est omniprésent au point de leurrer l'observateur, et parfois les acteurs eux-mêmes. « *Le prix c'est tant, un point c'est tout* », mais d'ajouter aussitôt : « *avec un client on peut toujours s'arranger* ». Mais à qui vendrait-on si ce n'est à un client ? « *A un ami, tu ne vas pas refuser de vendre, même s'il n'a pas d'argent; s'il peut payer demain, il te paiera demain, s'il peut payer après-demain, il te paiera après-demain. De toute façon, un jour c'est toi qui auras besoin de lui* ». Combien de fois l'enquêteur n'entend-t-il pas ce genre de raisonnement et n'observe-t-il pas sa mise en pratique ? Ainsi, s'ouvrent des lignes de crédit à durée indéterminée. Le locataire, qui devient rapidement un relié, peut vivre à crédit de la gamelle du propriétaire qui n'a pourtant que ses loyers pour subsister. Mais pour faire bouillir la marmite, on se débrouille toujours ! Le prix reste ainsi un rapport entre personnes. Si le marchandage permet de renégocier les statuts sociaux, il permet aussi de sauvegarder la relation. La question dans l'échange est bien plutôt : à quel prix faut-il vendre pour satisfaire la relation ? Comme ce n'est pas pour un marché abstrait que les acteurs produisent mais pour une clientèle assez précisément identifiée, la pression de l'offre sur la demande n'existe pas directement.

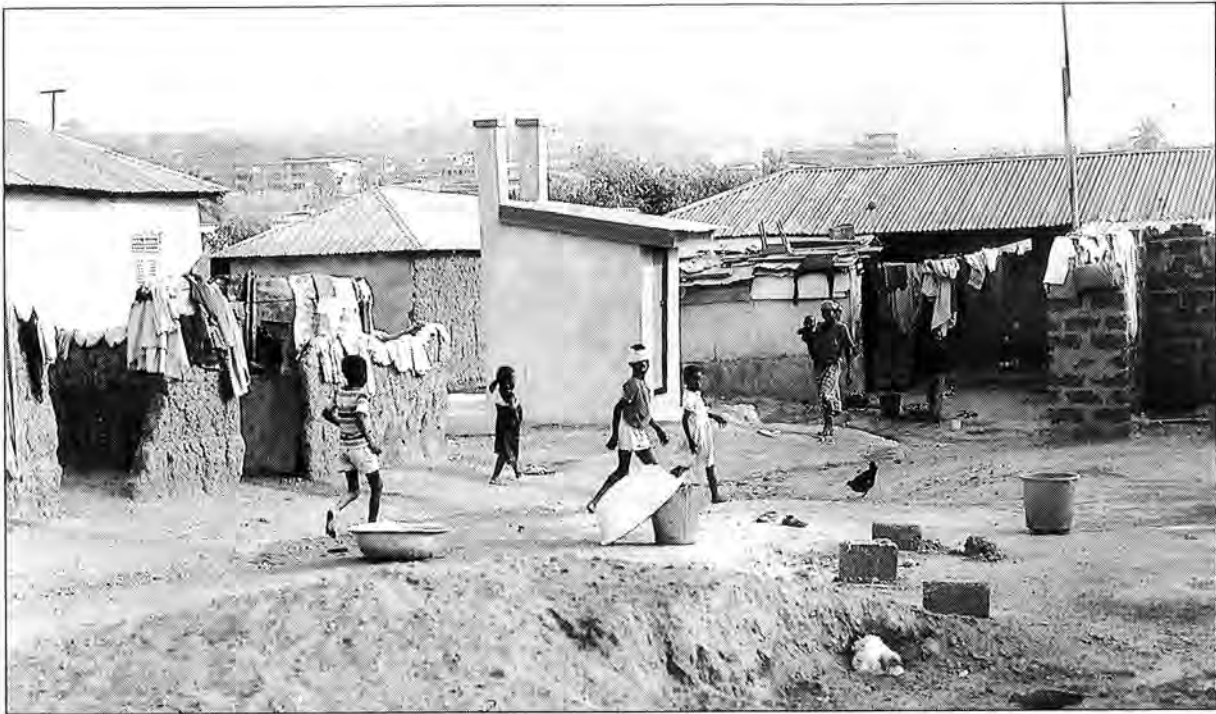
Il est toujours difficile au début, pour l'observateur étranger, de comprendre le fonctionnement des artisans, même les plus professionnalisés. Nous avons enquêté auprès de deux forgerons installés au bord de la route de Kaolak pour aider les agriculteurs environnants. Cette localisation, qui favorise une dérive commerciale pour des commandes urbaines, était commandée par l'utilisation d'un outillage électrique plus performant. Cette situation de forgerons, certes castés, mais ne conservant qu'une petite partie des coutumes ances-

trales, et très intégrés aux relations marchandes, est loin d'être exceptionnelle. Or, on se heurte au paradoxe suivant : il y a des besoins incontestables, et pourtant la production est loin d'être poussée à son maximum. Le local est incroyablement inadapté et l'équipement plus que sommaire. Enfin, l'accumulation est inexistante, même quand des commandes importantes peuvent apporter des recettes d'aubaines inespérées.

Certes, ça marche, mais cela ne pourrait-il pas marcher beaucoup mieux ? Le premier réflexe de l'expert économiste est de vouloir introduire un peu de rationalisation dans tout cela : accroître la productivité, accélérer les ventes, améliorer les locaux, investir dans l'équipement et entrer dans le cercle vertueux de l'accumulation et de la croissance illimitée. Ce réflexe intelligent est sans doute la voie royale de l'échec dans le contexte dans lequel fonctionnent ces artisans. Ceux qui ont suivi les directives de ces conseillers (bons samaritains d'ONG, ou autres) qui ont pourtant été aussi jusqu'à un certain point les payeurs, ont fini dans la déconfiture ou sont revenus à leur pratique antérieure. Il ne faut jamais oublier en ce qui concerne ces artisans des banlieues populaires, que leur existence même est un miracle. C'est ce miracle qu'il faut commencer par comprendre et par analyser. Il n'y a tout simplement pas de marché au sens économique. D'une clientèle sans revenu on ne peut pas engendrer de la fortune, mais c'est déjà une belle réussite que d'en produire la survie et celle de cette même clientèle ! Si des entreprises rationnelles pouvaient marcher, ça se saurait, d'autant plus que les tentatives n'ont pas manqué en cent ans de colonisation et quarante ans de développement ! Pour Gustavo Esteva qui étudie le quartier de Tepito, l'équivalent pour Mexico de ce qu'est le Grand Yoff pour Dakar, l'autolimitation de la production s'expliquerait par une préférence pour le loisir. « Un jour, écrit-il, je demandai à un de ces mécaniciens de la rue pourquoi il

Briques en terre crue au Maroc : l'utilisation de matériaux locaux permet d'éviter les contraintes du marché (photo PNUD)





Quartier pauvre de Kumasi (Ghana) : les échanges monétaires sont extrêmement limités, ce qui n'empêche pas le développement d'une économie locale (photo PNUD)

ne travaillait qu'une heure plusieurs jours dans la semaine, alors que la clientèle augmentait et qu'il avait l'occasion d'améliorer son revenu. « Pourquoi travailler plus quand j'ai déjà apporté le bacon à la maison ? » m'a-t-il répondu. Il avait tout ce dont il avait besoin. Pourquoi, en effet, travailler davantage ! Alors je lui ai posé ma deuxième question stupide de la journée : « Que faites vous de vos loisirs ? » Il me regarda alors comme si j'étais dingue : « Mes loisirs, dit-il, c'est 24 heures par jour. Mais il m'arrive parfois, dans mes temps libres, de choisir de travailler » (6).

Pour moins avouée qu'elle soit, cette «préférence pour le loisir» n'est certainement pas absente chez les artisans africains. Comme, par ailleurs, les Tépitanes sont loin de se considérer comme prospères, selon G. Esteva lui-même, on peut penser que la même sagesse inspire leur comportement.

La multiplication de ces petits «artisans», qui m'inquiète tout de même profondément, en liaison avec la croissance démographique, n'inquiète pas vraiment les intéressés eux-mêmes. Il n'y a pas pour eux de danger de dégradation ni du prix, ni de la qualité,

en dépit de certaines observations contraires d'experts étrangers (7). Chacun, en effet, garde peu ou prou sa clientèle et son flux d'affaires avec ses reliés. Comme le nombre de reliés croît avec la population et le nombre d'artisans, il n'y a en principe pas de problème. Le problème ne surgira ou ne surgira que si la densité du tissu social s'affaiblissait au point de réduire les commandes au-dessous du seuil de survie. En tout état de cause, contrairement à ce que penserait un économiste, la crise du système (qui est possible, et parfois hélas ! déjà là) ne proviendra pas du dérèglement du marché, mais de celui du lien social.

La lutte pour le sens

Dans ce contexte, la lutte pour le sens prend tout son relief. Dans «Faut-il refuser le développement ?», j'ai tenté de montrer que le sous-développement était d'abord une *nomination* occidentale, un jugement extérieur porté sur une réalité éventuellement très riche et satisfaisante, hors de l'économie, des valeurs et de l'histoire de l'Occident. C'est l'intériorisation de ce jugement négatif de l'autre qui faisait exister le sous-

développement comme réalité (8). Avec l'informel, il se joue quelque chose de comparable et qui se situe dans le prolongement de cette première imposition du sens occidental. La situation d'exclusion de la grande société à laquelle sont condamnées les masses des banlieues africaines, détruit et dénie toute signification à leur existence. Hors de la grande société et de ses valeurs universelles, en effet, la vie ne peut avoir de sens.

Pourtant, les naufragés du développement en s'autoorganisant dans la débrouille et en reconstruisant du lien social, bricolent une vie en marge sur le sens de laquelle ils n'ont pas les idées claires. La sollicitude des organismes internationaux et les politiques de soutien nationales, leur offrent la possibilité d'inscrire leur démarche à nouveau dans la vision économiste et développementiste, et de reprendre pied dans la grande société. Une entreprise du même ordre se serait produite en Amérique Latine selon l'analyse de Gustavo Esteva. Tout le mouvement d'auto-organisation populaire face à l'échec du développement, qui s'est épanoui dans les années soixante-dix et quatre-vingts, serait en passe d'être récu-

(6) Gustavo Esteva, *op. cit.*, p. 43.

(7) Jacques Charmes, «Quelles politiques publiques face au secteur informel ?» Notes et études de la Caisse centrale n° 23, Avril 1989, p.33.

(8) Voir Serge Latouche: «Faut-il refuser le développement ?» P.U.F., Paris 1985, en particulier le chapitre 6.

péré par une entreprise qu'il désigne comme le «redéveloppement» (9). Le mouvement latino-américain n'aurait pas réussi à produire ou à imposer le sens de ses pratiques, et se serait fourvoyé dans les chausse-trapes conceptuelles de ses adversaires. Le redéveloppement consiste au Nord à redévelopper ce qui était mal développé, au Sud à démanteler ce qui a été laissé par les processus d'ajustement et à coloniser économiquement l'informel, le tout étant repeint en vert...

Dans ces conditions, la lutte pour le sens est un combat pour la reconnaissance d'une autre légitimité. En d'autres termes l'enjeu consiste à casser le monopole de la production de sens légitime attribué aux instances dominantes et à reconnaître d'autres lieux de production du sens, en particulier la production de sens populaire par les intéressés eux-mêmes.

Enfin, il faut tenter d'imposer cette reconnaissance à des secteurs de plus en plus larges de l'opinion. La production du sens dominant qui est économiste, développementiste, conforme à la logique de la grande société, est faite par les universités, les États, la Banque Mondiale, tout ce qui est officiel et institutionnel (10).

Le sens dominant est diffusé et reproduit par le système scolaire comme par le système politique et les codes juridiques. Ce sens est doublement exclusif. Il exclut toute vision alternative et il produit des exclus; il délégitimise les chômeurs, les illettrés, les déviants de la grande société et il frappe de dérision toute pensée d'un autre système.

Ce processus d'exclusion sociale est inscrit aussi dans le tissu urbain à l'occidentale, dans les infrastructures routières ou ferroviaires comme dans le fonctionnement des administrations et des banques.

La reconnaissance de la culture populaire permet la légitimation des pratiques de l'économie néo-clanique. Ces créations culturelles des exclus vont des cultes synchrétiques et des sectes

prophétiques jusqu'aux savoir faire techniques. J'ai insisté à plusieurs reprises sur l'importance de la création populaire au niveau symbolique à travers les croyances et les cultes. Étudiant les Layennes, cette confrérie musulmane apparue au Sénégal dans la banlieue de Dakar au début du siècle, Michael Singleton aboutit à des conclusions voisines des miennes à propos des Kimbanguistes du Bas Congo. Ces croyances permettent aux déshérités de trouver un sens à leur situation et de ne plus se percevoir seulement en négatif par rapport à l'autre (en l'occurrence, l'occidental) (11).

Il ne s'agit plus de se racrocher tant bien que mal aux marges de sens de la grande société en se voyant au mieux comme des bricoleurs, des petits métiers, des franges en instance prolongée de légitimation ou en situation de transition indéfinie, il s'agit de la production d'un sens *inclusif* qui donne aux acteurs de l'informel un statut plein et positif, une entière légitimité. Il y a d'authentiques *experts* populaires comme il y a une authentique culture postmoderne des naufragés. L'issue de la bataille pour le sens sera décisive. Ne sont pas seulement concernées les stratégies de survie conviviale, mais l'ensemble de la nébuleuse informelle et même au delà.

En même temps que le sens dominant tente de reconquérir les pratiques populaires, alors même que la grande société se décompose dans son propre site, les logiques des réseaux colonisent les entreprises et la société formelles elles-mêmes. L'informalisation du formel est non seulement le fait que les entreprises officielles s'enfoncent ou plongent dans l'invisible, c'est aussi le *gangrénage* de l'intérieur de la totalité de l'espace social par ce nouveau mode d'être, sans en exclure, bien sûr toutes les situations *negatives* ou les développements délétères que l'on a déjà signalés.

En luttant pour la légitimation du «bon sens» populaire, c'est le processus intégratif de la post-modernité de la planète des naufragés que l'on met sur orbite.

Cette société des naufragés qui se construit en marge de l'économie mondiale et du système politique national-étatique est dans une certaine mesure une société contre l'État comme elle est une société contre l'économie. Elle se livre selon l'expression heureuse de Goran Hyden à «une guérilla silencieuse», guérilla qui à terme pourrait s'avérer autrement plus efficace que les flambées révolutionnaires aux lendemains qui déchantent... (12) Les naufragés qui ne connaissent guère de l'État que ses aspects répressifs, ne veulent pas porter une bureaucratie oisive. Elle survit au plus juste prix, grâce à tous les trafics; roulant avec de l'essence détaxée, vêtue de vêtements importés clandestinement, écoutant des cassettes piratées, achetant dans les marchés de voleurs les larcins recyclés, les cargaisons détournées, etc.

Le même *dumping* social du sud-est asiatique qui ronge la société d'abondance et l'État providence d'Occident favorise la survie des exclus. Un système de prix incroyablement bas permet aux reliés de vivre avec des ressources monétaires très limitées. Il n'y a là pas de place ni de prise pour un prélèvement fiscal conséquent. La fraude de l'impôt est dans la nature de cette société du plus bas prix.

Ce n'est pas la concurrence des économistes qui obtient ce résultat. Le prix est largement conventionnel et convivial. La relation prime sur le gain. Par ailleurs, les réseaux populaires ont une capacité de créer, gérer et même mobiliser des ressources sans commune mesure avec l'État en crise.

En 1975, par exemple, il a été construit à Arafat l'un des seize quartiers de Grand Yoff 400 logements, sans que les intéressés demandent rien au système officiel. La valeur de ces logements est évaluée à 400 millions de Francs CFA, soit le même montant que celui prêté par la Banque Nationale de l'Habitat Sénégalais la même année pour tout le Sénégal ! Quelle est encore l'utilité des institutions officielles dans un tel contexte ?

(9) Gustavo Esteva, dans «Vivre avec la terre, perspectives inter culturelles du développement durable : pratiques indigènes et alternatives». Institut Inter culturel de Montréal, Montréal, 1993. Voir aussi «Nord perdu», op. cit. et «Une nouvelle source d'espoir : Les marginaux», op. cit. p. 34. La nouvelle menace : le redéveloppement vert.

(10) Cela correspond assez bien au fond à ce que, dans un contexte certes différent, Louis Althusser appelait les appareils idéologiques d'État.

(11) Michael Singleton - Seydina Mouhamadou Limamou Laye (1845-1909) «The black Madhi, Centre for the study of Islam and Christian-Muslim relations», Selly Oak colleges, Birmingham.

(12) Goran Hyden: «la crise africaine et la paysannerie non captivée» Politique Africaine, n° 18, Juin 1985.



Tissage de la soie en Inde : l'autoproduction, en dehors du marché mondial, est la meilleure manière d'assurer un minimum de ressources (photo PNUD)

L'investissement social et la logique du don.

Il faudrait dénoncer le *leurre* économique sous toutes ses formes, la rareté, la pauvreté, la rationalité, l'argent, le prix, la professionnalisation, en particulier, en montrant le fonctionnement exubérant de la pluriactivité. Toutefois, au delà de la pluriactivité et de la non-professionnalisation, ce qui frappe l'observateur à l'écoute des grappes de reliés de l'économie néo-clanique, c'est l'importance du temps, de l'énergie et des ressources consacrés aux relations sociales. Si l'on déploie une activité intense, il serait abusif dans la plupart des cas de parler de travail au sens artisanal du terme. Les rencontres, les visites, les réceptions, les discussions prennent un temps considérable de la journée. Prêter, emprunter, donner, rece-

voir, s'entraider, passer commande, livrer, se renseigner occupent une partie importante du temps, sans parler du temps consacré à la fête, à la danse, au rêve ou au jeu... Les tâches d'exécution sont souvent exécutées littéralement à des moments *perdus*. S'il y a urgence pour boucler une commande, on peut toujours travailler la nuit ou se faire aider par un collègue inoccupé. Tout ce qui est reçu est placé à l'intérieur du réseau, qu'il s'agisse de denrées ou d'argent, soit parce qu'il est dû, soit parce qu'on anticipe la nécessité d'avoir à emprunter, soit aussi et dans tous les cas, parce qu'on aime à faire profiter ses proches de ce que l'on vient de recevoir et qu'on cherche à leur faire plaisir. On est très conscient qu'un bienfait n'est jamais perdu. L'attitude générale est le sentiment de devoir beaucoup à ses reliés plutôt que celui d'être un créancier qui se fait tou-

jours avoir. Les gens de Grand Yoff parlent eux-mêmes de *tiroirs* pour désigner ces placements et investissements relationnels. Ces tiroirs détenus par les reliés sont indifféremment économiques et sociaux. Symétriquement, en cas de besoin, et le besoin est ici quasi-endémique, on tirera sur ses reliés, on tapera dans ses différents tiroirs. Souvent, on tirera sur un tiroir pour placer dans un autre. Cette situation de créancier-débitteur est celle de tous.

Cette «nouvelle vie» nécessairement frugale est certainement loin d'être idéale. Elle nous montre simplement que l'issue de la crise du travail et de la grande société n'est ni technique, ni économique, mais réside dans l'invention sociale.

Serge LATOUCHE
Université de Paris XI

UNE ECONOMIE NON PRODUCTIVISTE ?

COMMENT REMETTRE LE TRAVAIL A SA PLACE

Devant l'ampleur des changements nécessaires à une restauration du travail humain, une alternative se doit d'être globale et applicable. Mais, à cause de cela même, l'effort de réflexion risque de s'enfermer dans l'utopie qui ne

miques de la compétition internationale. Outre des logiques économiques implacables, l'inertie des organisations, la puissance des intérêts et le poids de l'idéologie contribuent également à enfermer les économies nationales dans le productivisme et la recherche prio-

leur course à la puissance militaire et économique, ils s'exposent à un déficit croissant d'intégration sociale, voire à de graves crises sociales et politiques. Pourtant, on peut encore s'imaginer qu'on trouvera le moyen de résoudre de telles difficultés, et la tendance à persévérer reste la plus forte. Mais il y a d'excellentes raisons de penser que la fuite en avant (courir pour ne pas tomber...) débouchera sur un effondrement. Ce dernier peut être provoqué par des contradictions internes, ou par l'incapacité à résister à des puissances d'une autre nature que celle des Etats (pensons aux intégrismes religieux). Dès lors, une attitude réaliste serait de hâter une alternative, non pas politique (agissant par le biais des institutions publiques), mais sociale : se préparer dès aujourd'hui à un après-développement en consolidant des modalités non-productivistes d'auto-organisation des populations marginalisées ou exclues par le développement.

Comment restaurer les diverses fonctions que le travail doit remplir dans la vie humaine ? Comment faire pour lui rendre la place qu'il doit avoir et rien que cette place ? Nous présentons ici un extrait d'un important travail du groupe du Chêne.

Quoi qu'il arrive, il faudra des repères

L'hypothèse de la perpétuation de l'état de choses actuel n'est pas plus raisonnable que celle de son effondrement. Mais il est possible aussi que des forces sociales aujourd'hui mal identifiées ou apparemment négligeables puissent infléchir demain la logique économique, imposer des réformes qui paraissent actuelle-

pourrait être mise en oeuvre qu'en devenant totalitaire. De plus, nous ne savons pas du tout quel est le bon niveau d'action pour conduire une politique de « décroissance ». On peut même penser qu'il est dérisoire de tenter une action au niveau de l'Etat et que les voies politiques ordinaires n'offrent qu'une prise illusoire sur le cours des choses. François Partant (1) a soutenu avec des arguments de poids que le complexe économique mondial, axé sur le développement, est irréformable et qu'aucun Etat ne peut plus désormais se soustraire aux contraintes écono-

mitaire de la croissance. Un Etat qui consentirait le premier à s'engager dans une politique de non-développement se trouverait en position de faiblesse par rapport à ses concurrents. Une telle politique exigerait des mesures protectionnistes rigoureuses, entraînant bientôt un affaiblissement de la compétitivité économique et un ralentissement de l'innovation. Il faudrait donc accepter délibérément d'être dépassé sur le plan technique et militaire.

Certes, si les Etats-nations n'acceptent pas de prendre ce risque de faiblesse et poursuivent

(1) François Partant, « La fin du développement, naissance d'une alternative ». Paris. Ed. La Découverte. Coll. « Cahiers libres », 1988.



ment impraticables et permettre ainsi la transformation progressive. Divers scénarios sont envisageables. Imaginons par exemple, avec François Partant, que la « crise s'aggrave » (2), et que la logique productiviste débouche sur la constitution d'une « planète des naufragés » (3), par suite d'une décomposition des économies développées.

Si le mode actuel d'organisation économique s'effondre, le bagage culturel, la science et les savoir-faire techniques de l'humanité, eux, subsisteront, du moins partiellement. Qu'est-ce qui empêcherait les hommes de demain ou d'après-demain de vouloir à nouveau mobiliser la science et la technique au service de la productivité et de reconstituer ainsi une économie productiviste qu'ils imagineraient mieux organisée que la nôtre ? Les hommes auront toujours à décider d'employer ou de ne pas employer, ou d'employer jusqu'à un certain point, la puissance productive dont par la science et la technique ils se sont rendus détenteurs.

Si l'on veut tirer un bon parti de quelque scénario que ce soit, il est indispensable de se donner des repères permettant de penser le difficile problème des limites

à assigner à la puissance technique et à la productivité, pour rendre toute sa place au travail humain. Le principe de rupture avec la logique du développement suppose que se réalisent, non seulement dans des projets alternatifs mais, à l'échelle de groupes sociaux importants, un certain nombre de conditions que nous allons maintenant préciser.

La dimension mondiale du problème du travail

L'unification économique du monde est critiquable à maints égards, mais il faut désormais compter avec elle. Or, on reste surpris par le fait qu'en France la plupart des projets de réponse au problème du travail ne prennent pas sérieusement en compte cette interdépendance, s'inscrivent dans une logique étroitement nationale, et ne sont applicables, au mieux, que dans ceux des pays « développés » qui ont « réussi ». En se limitant aux seuls pays industrialisés, des propositions alternatives comme celles des Verts, paraissent difficilement applicables dans des pays tels que la Pologne, l'ex RDA, etc. Réduire par exemple à 35 heures la semaine de travail, ou partager le travail sans réduire sérieusement

les revenus pourrait, à la rigueur être tenté par l'ensemble des pays du Nord qui échangent entre eux. Mais cela ne changerait pas fondamentalement les données du problème du chômage. Il ne faut pas oublier en effet que la haute productivité et l'abondance industrielle des pays développés ont eu pour condition l'extension des marchés et, par conséquent, la faillite des économies traditionnelles des pays non-industrialisés. Ce n'est sans doute pas un hasard si, au cours des quarante années d'expansion industrielle rapide dans les pays du Nord, les villes du Tiers-Monde ont connu elles aussi une croissance très rapide, à la suite de l'afflux des sans-travail dont le gagne-pain a été ruiné par la concurrence des productions des pays industrialisés : en même temps que des biens et des machines, nous exportons aussi du chômage. C'est à l'échelle de la planète que les questions vitales se posent : 5 milliards d'hommes dans une société qui, globalement, crée insuffisamment de travail eu égard à la demande, avec une proportion d'illettrés approchant 50 %, donc incapables de partager avec nous le travail sophistiqué fourni par les robots informatisés, quand bien même ceux-ci viendraient jusqu'à leur porte. Cette situation de chô-

(2) François Partant, « Que la crise s'aggrave », Ed. Solin, Paris, 1978.

(3) Serge Latouche, « La planète des naufragés », Ed. La Découverte, Paris, 1991.

mage croissant à l'échelle mondiale implique, pour trouver un commencement de solution, une limitation, voire une baisse de la production des pays industrialisés ; à savoir qu'ils commencent par ne plus produire pour le Tiers-Monde ce que celui-ci est capable de produire par lui-même.

Ne plus raisonner seulement en termes d'emploi.

Certes il est prioritaire de garantir à tous la priorité du «travailler-manger»(4). Mais le travail ne se réduit pas à l'emploi, c'est-à-dire au fait d'échanger des heures d'activité contre une rémunération. La question du contenu qualitatif de cette activité est essentielle, mais trop souvent oubliée au nom des contraintes de la productivité. La critique socialiste de l'aliénation dans le travail moderne a été mise en veilleuse à cause de la raréfaction de l'emploi. Mais le problème n'est pas résolu pour autant. Or il est fondamental que chacun puisse vivre d'une activité ayant une valeur intrinsèque, voire un sens. Cela suppose non seulement un travail bien fait et utile, mais aussi une activité dans laquelle la dimension de la créativité doit être privilégiée, fût-ce au détriment de la productivité. La diversité des tâches, l'autonomie dans la conception et la réalisation sont des besoins fondamentaux de l'être humain, besoins dont le respect suppose que l'on mette des limites à la division du travail. N'est-il pas de soi intolérable de souffrir d'ennui et de non-sens, fût-ce «deux heures par jour» ?

La possibilité d'accéder à un travail compatible avec la créativité et l'autonomie est un problème essentiel dont dépend non seulement l'épanouissement de l'humanité de chacun de nous, mais aussi la possibilité d'une vie sociale démocratique, permettant la participation aux affaires publiques. On ne voit pas en effet comment des hommes habitués à subir quotidiennement des situations dont le sens leur échappe, pourraient devenir des citoyens responsables. On ne peut résoudre

le problème de l'aliénation au travail en chargeant le « temps libre » de favoriser l'accès à la dimension de l'œuvre et de l'action dans des activités gratuites et facultatives, alors qu'on les élimine de plus en plus des activités nécessaires. Au travail de masse correspond le loisir de masse, tout aussi encadré et peu autonome. Au travail insignifiant correspond le loisir frivole, la consommation d'activités qui ne sont «gratuites» que par leur insignifiance.

Le droit au travail ne doit en aucun cas être réduit à un droit à l'emploi rémunéré ou à une allocation équivalente. Le travail salarié n'est qu'une des formes du travail. Travail non marchand, autonome, communautaire, il existe - comme le souligne Gorz - d'autres formes de travail avec lesquelles il doit coexister et se combiner dans la vie de chaque groupe social.

Un travail écologiquement responsable

Cela semble aller de soi et découler de la nécessité d'un travail qui ait un sens : la moindre des choses serait qu'il ne soit pas nuisible à la collectivité, à la nature et aux générations à venir. Nous en sommes bien loin ! A ce jour, les stratégies de maîtrise des pollutions se soldent non par une réduction globale de la pollution mais par des substitutions ou des transferts de pollution dans l'espace (vers les pays du Tiers-Monde par exemple, les océans ou l'atmosphère) ou dans le temps (enfouissement). Il est inadmissible que la productivité du travail se maintienne à ce prix.

Il se peut qu'une telle exigence conduise à elle seule à recréer du travail, car une économie qui s'impose de produire sans nuisances devra renoncer à beaucoup de procédés qui assurent actuellement sa productivité. Ainsi une agriculture non polluante exigerait, à production égale, beaucoup plus de travail humain que l'agro-industrie contemporaine. Dans d'autres secteurs productifs, le respect de l'environnement naturel et le souci des générations sui-

vantes exigent sans doute le retour à des techniques artisanales, qu'il faut cesser de considérer comme primitives ou passésistes.

Remettre en cause la croissance...

Il ne faut pas le dissimuler : il n'est possible de créer du travail tout en satisfaisant à ces exigences que si l'on consent à remettre en cause la course au développement et à la croissance. Il est indéniable que la modernisation économique a apporté à une importante partie de la population des pays « développés » de sensibles avantages : réduction des peines physiques attachées au travail, au déplacement et à toutes sortes d'activités ; multiplication des biens d'usage individuels ou collectifs ; nouvelles inventions élargissant tant la gamme des commodités disponibles que le pouvoir humain (au sens large) ; accroissement du temps non consacré au travail. Mais on ne peut plus penser, comme au début de l'industrialisation, que l'augmentation indéfinie de ces avantages entraîne nécessairement le progrès social et humain. Il s'avère aujourd'hui que la poursuite du développement et de la croissance crée une situation où les désavantages sociaux et écologiques annulent (5) les avantages économiques qu'on en tire. Il en résulte que l'on ne peut plus se borner à redistribuer, par des mesures d'organisation sociale, le travail et les revenus pour permettre à tous de jouir des fruits de l'abondance industrielle : la remise en cause radicale de celle-ci s'avère indispensable et la poursuite de la croissance ne peut plus apparaître comme une priorité collective.

... pour établir la démocratie dans le travail

Il est illusoire d'imaginer que l'on peut à la fois se maintenir dans la guerre économique en stimulant la productivité par la recherche de l'innovation et respecter l'idéal de maîtrise de l'outil de travail par les travailleurs.

(4) Albert Provent, François de Ravignan, «Le Nouvel Ordre de la Faïme», coll. techno-critique, Ed du Seuil, Paris, 1977.

(5) Non pas au terme d'un calcul car il s'agit de réalités incommensurables, mais au terme d'un jugement de valeur, c'est à dire d'un acte de l'esprit.

Rappelons que cet idéal autogestionnaire d'une gestion démocratique de l'économie industrielle a nourri pendant plus d'un siècle le mouvement ouvrier et divers courants progressistes. Mais il est né alors qu'on pouvait croire que la base technique de la révolution industrielle allait se stabiliser autour de la figure de l'usine, c'est-à-dire d'une unité de production centralisant, transformant et redistribuant, grâce au machinisme, des flux stables de matières premières et de biens de consommation. Dans un tel environnement de stabilité, on pouvait raisonnablement penser que l'acquisition et la maîtrise de techniques instrumentales de production fourniraient une base suffisante au pouvoir des travailleurs. Or, aujourd'hui, la possibilité même de mettre en oeuvre concrètement la «démocratie industrielle» s'évanouit. Les tendances syndicales qui s'en étaient fait une spécialité n'évoquent plus que du bout des lèvres cet héritage du syndicalisme révolutionnaire.

Sous l'impact des politiques de recherche et de développement, les techniques productives se modifient à un rythme rapide, les échanges commerciaux se recomposent constamment à l'échelle d'une planète sillonnée de marchés monétaires tout aussi instables. Dès lors, le lieu de décision n'est plus l'entreprise mais plutôt ce que l'on a appelé, à la suite de Galbraith, la technostructure. Avec elle, se développe une classe de managers dont les fonctions ne peuvent être assumées par les travailleurs, parce qu'elles demandent des compétences très spécialisées et une culture technique constamment renouvelée et qui exige que l'on s'y consacre à temps plein.

Il y a désormais une contradiction complète entre l'exigence de productivité compétitive et celle de démocratie dans le travail, de maîtrise de l'outil et de l'entreprise. Les syndicats le savent bien et, sans le reconnaître officiellement, ils ont choisi la logique du développement plutôt que celle de l'autogestion.



Il faut choisir entre deux valeurs que on a cru quelles pourraient se nourrir l'une de l'autre : productivité et liberté. Il faut limiter désormais le développement des activités à haute productivité. Cela suppose non seulement une réorganisation des rapports sociaux mais aussi la soumission du progrès, jusqu'ici aveugle, des forces de production à des décisions sociales. Jusqu'à maintenant, l'idéal progressiste visait une libération des forces productives dont on pensait éliminer les effets destructeurs par une gestion mondialisée de l'économie industrielle. A cette sortie par le haut, il faut désormais substituer une sortie par le bas en limitant la productivité de notre économie, au prix de la désindustrialisation de certains secteurs. Cette voie «austère» paraît d'ailleurs la seule réaliste et compatible avec l'exigence démocratique de la liberté dans le travail. Ce n'est donc qu'en renonçant à faire du développement et de la croissance une priorité que l'on aura une chance de réintroduire de la liberté et du sens dans le travail.

Décélérer la croissance

Les travailleurs pourraient commencer à reprendre le contrôle de l'outil de travail et participer activement à l'organisation économique et au débat politique. L'amélioration de la qualité des produits et des services implique-

rait forcément davantage de main-d'oeuvre. Dans le secteur agricole, l'augmentation du coût de nos productions, qui en résulterait nécessairement, éviterait que l'agriculture des pays industrialisés pousse à la ruine, par ses exportations, celle des pays du Sud, qui trouveraient alors dans l'agriculture un moyen d'assurer leur autonomie alimentaire et d'intégrer des populations aujourd'hui sans travail. Enfin, on éviterait ainsi les gaspillages colossaux liés à la nécessité de renouveler constamment le capital productif (procédés, équipement etc...) et à l'obsolescence des produits (6). Précisons que décélérer la croissance ne veut pas dire pour autant stagnation ou récession économique, dans la mesure où ce qui est recherché ici est un mieux-être de l'homme. Du reste un projet de société ne peut s'évaluer uniquement en termes économiques.

Limiter la compétition économique

Il n'est possible de développer des activités à faible productivité que si on limite la compétition économique. Depuis longtemps, de nombreux artifices de toute sorte ont été volontairement mis en oeuvre par les Etats pour rendre possible le marché mondial. Le fonctionnement actuel de ce dernier n'a rien de naturel. Il a été rendu possible par des décisions politiques, motivées souvent par d'excellentes intentions, en matière de fiscalité, de gestion des res-

(6) Ingmar Gransted, «L'impasse industrielle», Coll techno-critique, Ed. du Seuil, Paris, 1980.

sources naturelles, qui ont contribué à définir les conditions d'application des « règles du jeu » économique et à modeler celui-ci puissamment. Par exemple, la non-prise en compte des coûts écologiques dans l'appréciation des coûts de production et d'échange relève bien d'une décision sociale.

Actuellement, les pays du Tiers-Monde ont non seulement le droit, mais le devoir de se protéger des échanges qui, chez eux, détruisent le travail. Ce qui signifie, dans le contexte actuel, qu'ils se protègent de la plupart des échanges, ne serait-ce que pour garantir à leur population ce que le président haïtien Aristide nomme « un niveau de pauvreté digne ».

En finir avec la prévention à l'égard du protectionnisme

Aujourd'hui il est admis que seule l'ouverture des frontières est porteuse de progrès, et l'on s' imagine que l'histoire de la révolution industrielle vérifie cette assertion. Une telle vision est simpliste et, sur certains points, contraire à la réalité. L'abaissement ou la suppression des tarifs douaniers fut un aspect second du libéralisme économique ; ses applications furent limitées dans le temps et dans l'espace. C'est la bourgeoisie commerçante qui s'en fit l'apôtre, avec certains producteurs agricoles ; les industriels lui furent souvent hostiles. C'est à l'abri de barrières douanières que s'est construite la puissance des Etats-Unis. D'une façon plus générale, malgré la révolution des transports effectuée alors, leur coût relatif était beaucoup plus élevé qu'il ne l'est de nos jours ; de ce fait, l'avance industrielle de la Grande-Bretagne n'a pas entraîné un partage du travail entre elle et les autres pays occidentaux, mais chacun d'eux s'est industrialisé de façon complète en s'appuyant d'abord sur le marché intérieur.

Le souvenir négatif laissé par le protectionnisme nous vient du fait qu'il s'est renforcé dans les phases de crise ; mais, dans ce cas précis, l'arbre cache la forêt. Les

limites politiques et techniques à la mondialisation des échanges expliquent la croissance du XIX^{ème} siècle autant que le mouvement général d'ouverture réciproque des mondes anciennement enclavés. La diffusion des techniques doit autant à la protection qu'à la liberté. Il faut donc arrêter de tenir un discours qui ignore l'histoire et admettre que le protectionnisme puisse s'exercer entre des nations, ou encore à l'intérieur de celles-ci, pour permettre par exemple à des régions marginalisées par l'évolution économique de conserver une activité (régions de montagne en Europe par exemple). Il ne s'agit pas de refuser la diffusion des techniques ou les échanges commerciaux, mais de permettre à des collectivités humaines très différentes de ne les accepter que si elles se sentent capables de les maîtriser socialement et culturellement.

Revoir à la baisse nos modèles de consommation

Il faut cesser d'imaginer que l'on puisse généraliser à l'ensemble de la planète le niveau de production et de consommation atteint par les pays dits développés. Cet objectif est illusoire, ne serait-ce que parce que les conditions requises pour l'atteindre seraient écologiquement désastreuses.

Par ailleurs il est clair que la désindustrialisation nécessaire dans certains secteurs des économies du Nord entraînerait une augmentation des prix et une baisse de la consommation. C'est l'une des conditions de la restauration du travail de tous. On doit cesser de vouloir gagner sur tous les tableaux à la fois : travail pour tous, productivité et consommation croissantes. Enfin limiter notre production pour respecter celle des pays moins performants, c'est renoncer à des bénéfices commerciaux importants et donc à une partie de nos consommations.

Ceci dit, la baisse des consommations marchandes peut s'accompagner, nous l'avons dit, d'une augmentation de la qualité de la vie (7). Mais c'est uniquement dans un contexte de baisse de

la productivité que les projets dits « alternatifs » de combiner différentes formes d'activité économique peuvent prendre un sens ; alors seulement le travail rémunéré peut devenir une forme de travail parmi d'autres, et on peut envisager de développer avec profit des activités non marchandes, communautaires ou autonomes et de passer d'un objectif de plein-emploi à celui de « pleine activité » ; alors seulement on peut espérer dépasser l'alternative entre le chômage ou le surmenage et, éventuellement, envisager un partage du travail qui implique réduction de la rémunération et augmentation de possibilités matérielles et sociales d'utiliser le temps libéré dans des activités autonomes. On ne peut pas envisager de partager, sans accepter aussi de réduire la productivité des activités marchandes et certaines consommations.

Humaniser le cadre de vie

Pour que le travail salarié devienne une forme d'activité et de travail parmi d'autres, il faut supprimer l'obligation de disposer de revenus croissants pour satisfaire des besoins croissants. Nos besoins ont évidemment une dimension psychologique que l'industrie de la publicité sait fort bien manipuler (8). Une décision volontaire, inspirée par des valeurs collectives ou personnelles, peut contribuer à les réduire. Mais nous vivons aussi dans un cadre matériel qui détermine tant nos besoins que la manière de les satisfaire. En effet, beaucoup de nos consommations sont contraintes par le cadre de vie qui restreint considérablement les possibilités d'une satisfaction autonome et non marchande de nombreux besoins (alimentation, eau, chauffage, déplacement). Il faut donc se préoccuper de créer des conditions matérielles de vie atténuant la nécessité d'augmenter constamment nos ressources pécuniaires, des conditions de vie compatibles au contraire avec le développement d'activités non marchandes, individuelles ou communautaires.

(7) Il ne s'agit pas ici de l'idée mystificatrice d'une « autre » croissance - ou d'un « autre » développement - appliqué à l'économie marchande.

(8) Que nos besoins puissent et doivent être manipulés par des techniciens au service des marchands, voilà une décision sociale implicite qui contribue à rendre possible le marché de masse. Cet artifice peut très bien être remis en cause.

Cela suppose une révision, au nom d'impératifs sociaux, de nos modèles d'aménagement du territoire, d'équipement, d'habitat, de logement et de transport. On voit donc qu'il faut, pour rendre au travail sa place et sa qualité, faire des choix qui retentissent sur l'ensemble de la vie sociale.

Rejeter le mythe du progrès

Toutes les propositions précédentes ne peuvent être mises en oeuvre sans un consentement à une transformation radicale qui - c'est le moins qu'on puisse dire - n'est pas l'état d'esprit le mieux partagé dans nos sociétés. Les tenants d'une telle transformation sont considérés, quant à leurs analyses comme des catastrophistes, et quant à leurs propositions comme des rétrogrades passésistes. Sur le premier point, il s'agit d'une qualification incantatoire grâce à laquelle on peut se dispenser de voir que nous sommes déjà dans une situation de catastrophe montante : le chômage, endémique dans le Tiers-Monde, et qui atteint désormais les rivages de la vieille Europe comme du Nouveau Monde, n'en est-il pas la manifestation la plus évidente ? Quant à l'accusation de passésisme, elle se réfère à un mythe du développement et du progrès technique qui a à ce point imprégné notre civilisation que la plupart de nos contemporains en viennent à le considérer comme inhérent à la nature humaine ; de sorte qu'on devient incapable d'imaginer d'autre forme de progrès que celle que nous avons déjà connue. Cette idéologie du développement s'est imposée comme la seule valeur informant les évolutions socio-économiques. Aussi apparaît-il comme évident que rendre sa place à un travail authentiquement humain, dans un monde irréversiblement doté d'une culture scientifique et technique, suppose que l'on prenne appui à l'extérieur de cette logique ; que l'on s'oriente en fonction de valeurs morales pour dominer ce qui est précisément devenu étranger à toute valeur : le développement. Or cette référence aux valeurs ne va pas de soi et

appelle des approfondissements. Ainsi notre proposition de limiter la sphère de l'économie marchande pose problème par rapport à l'exigence d'autonomie de l'individu dont l'affranchissement s'est appuyé, nous l'avons dit, sur l'impersonnalité des relations marchandes.

En ce qui nous concerne, citoyens des pays encore riches, nous devons vivre constamment une tension entre deux valeurs également importantes et qui peuvent devenir, poussées jusqu'au bout, antagonistes : l'indépendance sociale que donne le revenu du travail et l'autonomie matérielle. Il faut donc chercher un équilibre entre les deux et cela ne peut pas se faire de manière purement privée, dans la mesure où il doit en résulter des choix engageant la vie de la collectivité. Ces choix sont difficiles car, selon les valeurs d'un individu, ou la culture d'une collectivité, ce ne sont pas les mêmes activités qui seront considérées comme devant relever d'une option productiviste ou d'une logique non marchande ; ce ne sont pas les mêmes besoins qui seront considérés comme économiquement prioritaires ou secondaires. Tout ceci suppose des débats sur ce que devrait être le mode de vie souhaitable. Dès lors la question des valeurs ne peut plus rester cantonnée dans la sphère privée et doit être portée sur la place publique : grand changement dans nos habitudes culturelles !

Il faut bien admettre qu'il est des valeurs qui doivent nécessairement être considérées comme dépassant la sphère privée. Il en est ainsi du respect de la vie de l'homme : le « tu ne tueras pas » est une valeur qui doit s'imposer à tous les aspects de la vie humaine. Elle devrait donc s'imposer à la vie économique, alors que l'économie productiviste, libérale ou planifiée, l'ignore, multipliant, comme nous l'avons vu, l'exclusion, qui n'est autre qu'un sacrifice humain sur l'autel d'une économie conçue comme divinité abstraite. La prise au sérieux de cette valeur fondamentale appelle à repenser l'économie pour que le droit à un travail

digne de ce nom ne soit pas sacrifié à la mystique du développement.

Si beaucoup de nos contemporains consentaient à jeter un regard au-delà de nos frontières, et notamment vers ce Tiers-Monde où l'expérience du chômage est beaucoup plus ancienne que la nôtre, ils s'apercevraient peut-être qu'en l'absence de toute mesure officielle pour remédier à leur situation (pour ne pas parler de celles qui l'aggravent) les gens parviennent à s'organiser entre eux pour survivre, alors que l'économie dominante les condamne à mort.

C'est tout le mouvement d'économie parallèle qui fleurit, non seulement dans les bidonvilles, mais aussi dans les campagnes, et auquel Serge Latouche a consacré ces dernières années ses réflexions. On pourrait alors commencer à jeter les yeux sur les exclus de chez nous, et s'interroger non seulement sur la croissance du chômage, mais aussi sur celle de pratiques nouvelles qui sont, plus ou moins, des réponses à l'exclusion : travail dit « au noir » (mais qui en fait serait impraticable dans les règles imposées), installations précaires en zone rurale, notamment en agriculture, développement de circuits commerciaux courts et de vente directe de produits agricoles transformés... Peu de chose, en somme, mais qui pourrait devenir consistant si cela s'organisait et recevait le soutien de ceux qui prétendent s'attaquer au problème du chômage. Si, au lieu de penser à l'utopie du travail pour tous dans une société toujours plus riche, nous consentions à regarder notre réalité de société trop riche en voie d'appauvrissement. et si, pour chercher les voies du changement, nous nous inspirions de la réalité, à savoir de l'expérience des pauvres eux-mêmes, plutôt que de l'imaginaire des riches.

Groupe du Chêne

Le groupe du chêne regroupe des universitaires de Bordeaux. On peut les contacter en écrivant à : Daniel Cerezuelle, 6 rue Saint-Joseph, 33000 Bordeaux.



L'ETAT DE LA PLANETE 1994

du Worldwatch Institute
Ed. La Découverte
1994 - 350 p. - 180 F

Depuis dix ans, le Worldwatch Institut (WWI), un organisme américain indépendant, publie des études fort détaillées sur les grands problèmes écologiques et sur les perspectives dans les années à venir. Ce livre aborde une dizaine de sujets. Les chapitres 1 (capacité de charge : les limites de la Terre) et 10 (face à l'insécurité alimentaire) insiste sur un phénomène pour le moment non pris en compte par les économistes : les ressources de la Planète sont limitées et l'on ne pourra pas continuer sans cesse à piocher dedans alors que la plupart ne sont pas renouvelables. Si le premier chapitre s'intéresse plus au domaine des matières premières, le chapitre dix développe des perspectives inquiétantes sur les problèmes alimentaires à venir : alors que la population mondiale continue de croître rapidement, on assiste

à un essoufflement des progrès techniques dans le domaine de l'agriculture et la quantité de nourriture par personne commence à diminuer au niveau mondial. De nombreuses publications du WWI tournent autour de cette question fondamentale. Les autres chapitres sont plus nouveaux.



Le chapitre 2 «Redéfinir l'économie forestière», montre la non-prise en charge de la gestion des forêts par

l'industrie forestière et les risques actuels : destruction des forêts primaires, monoculture d'arbres peu intéressants, perte de la biodiversité, gaspillage du bois, déplacement des populations qui vivaient de la forêt, etc... Le chapitre 3 «Sauver les océans» développe un peu le même crédo mais dans le domaine de la pêche. On s'arrêtera plus longuement sur le chapitre suivant : «restructurer le secteur de l'électricité». Au moment où l'Union Européenne devrait entraîner la perte de monopole d'EDF, cette partie de l'ouvrage regorge de renseignements intéressants sur l'historique des compagnies d'électricité et sur l'évolution de la politique de ces dernières. En particulier, la politique menée en Californie montre les possibilités de décentraliser la production d'électricité, la tendance aux installations plus petites et tout l'intérêt que peut avoir une politique d'économies d'énergie si un système de subventions vient à se mettre en place pour aider au développement d'appareils économes. Le chapitre sur les transports est assez classique et si le bilan est précis, les solutions proposées sont peu convaincantes. De la même manière, le chapitre «Environnement et santé» est un bon catalogue de l'état des lieux mais n'apporte que peu de solutions. On s'attachera plus longtemps au sujet sur «l'informatique au service de l'environnement» qui pose bien

le problème des limites de ces nouveaux modes de communication dans le cadre du développement Nord-Sud. Enfin, un chapitre est extrêmement novateur : «Les séquelles de la course aux armements». Ce chapitre développe des analyses sur les obstacles au désarmement tout à fait remarquables. On y apprend ainsi qu'il coûte dix fois plus cher de détruire une charge chimique que de la produire, qu'on ne sait que faire des têtes nucléaires, que le moyen le moins cher pour se débarrasser des armes conventionnelles est de les revendre aux pays en guerre (l'Allemagne peut ainsi écouler ses munitions en Yougoslavie)... et en conclusion que si la course aux armements a ruiné les pays pendant 40 ans, le désarmement n'aidera pas à remonter la pente. Enfin, un chapitre est consacré à la Banque Mondiale, rappelant les idéalisés développés par la direction et la réalité des projets sur le terrain.

Ce livre est extrêmement bien documenté, facile à lire. On regrettera quand même sa vision trop américano-centrée. Le WWI gagnerait à avoir des correspondants à travers la Planète. **MB.**

LES SECTES

Un mal profond de civilisation

de Xavier Pasquini
Ed. Jacques Grancher
1993 - 180p. - 69F.

De temps à autre, à l'occasion d'un suicide collectif ou de la mort d'un adepte, les médias parlent des sectes. Sans analyse fouillée, sans réflexion profonde, sans recherche plus poussée du phénomène sectaire. C'est la fugacité de ces passages à la une des journaux d'événements dramatiques, qui font le lit de la non-dénonciation réelle des ravages des sectes.

Des gens désorientés, structurellement ou ponctuellement, à la recherche d'une protection et l'incapacité de la société à autonomiser les individus contribuent à l'implantation des sectes. La propagande est simple, et simpliste : pour trouver le bien-être, le repos moral et atteindre un état de béati-

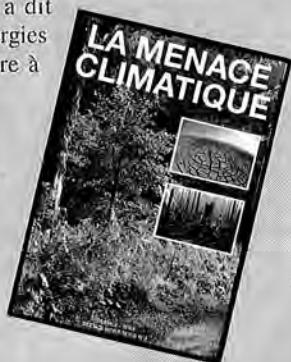
Hors-série n°3 de la revue Silence

Au sommaire : du soleil à l'effet de serre - gaz et effet de serre - prévoir le climat - effet de serre et histoire des sciences - les esprits chauffent ! - les nouveaux déserts tropicaux - ces forêts que l'on détruit - pour que vivent les forêts - quelle énergie pour demain ? - qui a dit nucléaire ? - les économies d'énergie - les énergies renouvelables - pratiques agricoles - apprendre à guérir...

Rédaction : Dominique Zanda
avec la collaboration de Bulle Bleue et Ecoropa

60 pages 21 x 29,7 cm

Bon de commande page 67.



LA RÉSISTANCE AU CHRISTIANISME

Les hérésies des origines
au XVIII^e siècle

de Raoul Vaneigem

Ed. Fayard

1993 - 490 p. - 160 FF

N'avez-vous jamais eu envie d'être sur place ce fameux jour de l'an 33 où un certain Jésus a eu à faire avec la justice des hommes ? Juste pour essayer de comprendre pourquoi on en parle encore autant. Jacques Duquesnes affirme dans "Jésus" (Desclee de Brouwer/Flammarion) que Jésus est un personnage historique, son message est novateur et il a eu un impact sur l'histoire de l'humanité. Pour le reste, c'est une question de foi.

Raoul Vaneigem, lui, avance que ce fameux jour de la crucifixion est un faux historique, point névralgique de 3000 ans d'histoire où se télescopent quête spirituelle et quête du pouvoir. La propagande a été telle qu'aujourd'hui certains athées et non croyants considèrent Jésus comme un révolutionnaire alors que ce personnage n'a aucune existence historique. Pour qu'un tel mensonge officiel tienne à travers les siècles, il a fallu toute la violence d'une Eglise qui n'a cessé de massacrer, brûler, se renier, réécrire la Vérité officielle...

La transformation idéologique et politique du Josué biblique en un Jésus historique souligne l'imposture de l'enseignement de l'Eglise. L'indifférence où s'enlissent ce type de croyances éveille «à l'endroit de leur histoire une curiosité préoccupée de son propre plaisir qui se pique à découvrir ce que les vérités officielles mirent tant de zèle à enfouir». Paradoxe qui tient lieu d'apostrophe au Mouvement du « libre esprit », dont on sent l'auteur proche.

Si Vaneigem tente de débroussailler un peu d'histoire incertaine, plus important encore est de contribuer à «déliter les pierres tombales de l'oppression». Puisque le règne de la marchandise a ruiné toutes les idéologies, il n'y a pas de raison d'épargner 2000 ans de christianis-

me avec ses pratiques odieuses. L'apprentissage de l'autonomie va de pair avec l'émergence d'une conscience individuelle d'un combat pour la vie et amène, il faut l'espérer, de nouvelles générations vers une véritable humanité élevée dans « la jouissance de la vie plutôt que dans son refus morbide » (p.10).

Vaneigem montre comment en Palestine vers, peut-être, 1000 av. J.-C., la sacralisation du créateur de l'univers provoque, déjà, la division de la Palestine en deux régions rivales : la Judée repliée sur le culte d'un Dieu jaloux et la Samarie ouverte à l'influence grecque. Le judaïsme hellénisé s'éloignera de plus en plus d'une tradition intolérante et fanatique. L'insurrection zélate de 66 à 70 contre la présence romaine accroît la haine à l'encontre des Juifs. En 135, Hadrien écrasera une nouvelle révolte, «réduisant pour 19 siècles la nation et l'Etat juif à l'inexistence». Progressivement, l'antijudaïsme des judéo-chrétiens se transformera en antisémitisme chez les chrétiens hellénisés alors que le judéo christianisme se déjudaisera.

Au II^e siècle pénétrant dans les milieux aristocratiques et cultivés de l'Empire un christianisme élitiste, source de la future théologie catholique. Dans un même temps apparaît un christianisme sauvage, fanatique, populaire, érigeant en vertu de renoncement et de sacrifice la misère et le ressentiment des classes déshéritées. Déjà, opposé à la ligne de mort du courant chrétien généralement ascétique, se voit opposée la tradition de vie avec comme figure emblématique Simon de Samarie. Ce courant était une résistance à la morbidité du christianisme, résistance qui prendra de multiples formes, parfois au sein même du christianisme.

C'est au Concile de Nicée, en 325, qu'est instaurée la Vérité d'un dogme et d'une armée enfin déterminés à l'imposer à l'humanité tout entière. A partir de cette date, le catholicisme cesse d'être chrétien tout comme le christianisme a cessé d'être juif après 135. Le catholicisme est conçu comme un instrument au service du projet de conquête politique de l'Empire romain et va « fixer historiquement le personnage de Messie Jésus et qu'à sa nature divine se mêle la nature humaine d'un prophète ». «Ce sont les polémiques et les idées du II^e siècle qui récupérant et explicitant les spéculations juives et esséniennes sur le Messie, aboutissent par ajouts et corrections aux romans de Jésus, de ce Jésus qui va faire oublier Josué » (p.193). L'énormité du mensonge officiel est telle qu'il est encore relayé par nos historiens.

L'orthodoxie s'est inventé un passé, épurant et réécrivant des penseurs. Elle peut désormais condamner comme perversion hérétique (appliquée dès le 3^e siècle) la variété des christianismes qui l'ont précédée et d'où elle extrait les rudiments de sa théologie. « Le catholicisme s'est toujours propagé par le haut, à la pointe persuasive du glaive temporel » (p.242). L'essentiel du travail de Vaneigem est la description des oppositions et hérésies (du grec *haireisis*, choix) à l'Eglise jusqu'au 18^e siècle. La liste est impressionnante mais plus elle s'allonge, plus l'inquisition peut justifier son action. Parmi les mouvements qui semblent les plus intéressants, on peut citer le mouvement du libre-esprit (chapitre XXXI) qui du XII^e au XVII^e siècle rassemble sous cette appellation «un ensemble d'options individuelles plus que collectives, déterminées à privilégier la relation avec la terre, le corps, le désir et ce flux de vie que la nature régénère sans cesse ». C'est une tentative « qui découvre dans l'irréligion naturelle la matière première de désirs qu'il convient d'affiner pour atteindre à une véritable humanité » (p.285).

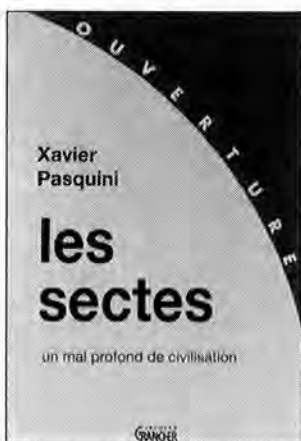
On peut citer aussi les Béguards et les Béguines (Chapitre XXXII) qui à la fin du XII^e siècle, s'éloignent

rapidement du catholicisme pour se rapprocher du libre esprit. Ils mêlent les intérêts individuels et communautaires en fondant des communautés de travail et de vie d'une grande liberté. Les millénaristes (chapitre XXXIII) accompagnèrent à partir du XII^e siècle l'esquisse d'une prise de conscience d'une histoire en progrès incitant la philosophie à se libérer de la tutelle théologique. Au XIV^e le libre esprit et les comportements libertaires sont de plus en plus incriminés. Au XV^e siècle, l'Eglise suscitera une véritable dévotion pour rajuster son emprise, en réduisant l'homme à l'état de pêcheur avec la peur de la mort et l'horreur de l'au-delà.

Au XVI^e, avec Luther et Calvin, l'Eglise n'a pas le temps de voir venir l'arme de son déclin temporel et spirituel : le véritable mode de gouvernement des hommes est désormais l'économie, ou plutôt la libre entreprise. Les Réformateurs, à leur tour, écraseront leurs propres dissidents et tout ce qui s'opposera à la dictature du puritanisme (futur puritanisme anglo-saxon).

Au delà de toutes les appellations que les archives de l'Inquisition nous livrent, le plus grand nombre parmi la population s'est tour à tour engagé dans l'espoir contrôlé du catholicisme, l'ascétisme des missionnaires hérétiques ou l'affinement des désirs et des plaisirs. Entre la contrainte et la licence, l'ascétisme et la débauche, le refoulement et le dévouement habilement exploités par le marché de la pénitence et de la mort de l'Eglise, une attitude hérétique plus secrète, objet de perplexité pour la police religieuse a voulu fonder « une destinée mieux accordée aux promesses d'une nature jusqu'à présent reléguée, par son exploitation, en deçà de l'humain » (p.13). Cette attitude est certainement la meilleure raison d'une résistance au christianisme. Un excellent livre en tout cas pour savourer la timidité de la mémoire dans la lettre apostolique de Jean-Paul II sur la préparation du 3^e millénaire... DZ.

tude, il suffit de suivre aveuglément le gourou et de lui rapporter de l'argent, beaucoup d'argent. Comme chez les fourmis, tant le quotidien de l'adepte sera abstinent, tant celui du gourou sera florissant. Dans tous les domaines. De la nourriture au sexe.



Et le thème fondamental que le livre aborde, au fond, mériterait un développement : on ne nous apprend pas à vivre la vie telle qu'elle est, avec les autres tels qu'ils sont. Ceux qui sont élevés dans un cocon découvriront les difficultés quotidiennes et n'auront pas les forces nécessaires pour les affronter, ceux qui naîtront dans la boue, s'ils ne suivent pas l'exemple des battants tueurs au quotidien, auront besoin d'un cadre rassurant et dirigiste. Derrière les techniques utilisées par les sectes se profilent les lacunes du système éducatif laïque et respec-

tueux des Droits de l'Homme. Les lacunes de l'école qui refuse de proposer et présenter à tous les enfants les différences existantes, qui refuse de présenter les Droits de l'Homme comme une base de son enseignement, qui refuse les dialogues et les échanges.

L'hypocrisie qui consiste à justifier les écoles confessionnelles payées par l'Etat par «la liberté de pensée», le tablier «pour effacer les différences» ou l'élimination par voie de décret des filles qui portent le voile dit islamique «comme signe ostentatoire» déroule le tapis rouge devant les sectes.

Où l'on constate que Xavier Pasquini, qui s'occupe des contacts avec les associations dans Charlie Hebdo, y est sans aucun doute sous-employé... **Perline**

LE SOL ET LE SANG

de Hervé Le Bras
Editions de l'Aube
1994 - 130 p. - 45 F

La révision du code de la nationalité en 1993 a posé clairement la question du «droit du sol» ou du «droit du sang» : est-on Français parce qu'on habite en France ou parce qu'on a des parents français ? On retrouve là le vieux débat entre l'inné et l'acquis, héritage contre éducation, patrimoine contre revenu, propriété contre usage. C'est la première fois que la loi française privilégie le droit du sang. Hervé le Bras, démographe, a cherché à montrer dans ce livre comment les idées



ont évolué depuis Montesquieu pour en arriver là. Après les débats sur l'identité de la Nation, il montre comment apparaissent les concepts d'émigrants et d'immigrants, comment on est passé de la colonisation à la peur de l'invasion, comment l'«ennemi» a évolué (passant des Anglais aux Arabes, en passant par les Allemands et les Juifs). Il explique comment les discours sur les risques de surpopulation ont évolué selon les pays autour de la question de l'eugénisme : alors qu'en Allemagne s'est développé un eugénisme négatif (empêcher les classes les plus basses de se reproduire), en France, en partant des mêmes analyses, s'est développé un eugénisme positif (favoriser la reproduction des élites). En Allemagne, cela a conduit aux théories fascistes puis aux délires d'Hitler, alors qu'en France, cela a donné lieu aux politiques natalistes. Si

aujourd'hui l'eugénisme négatif a disparu, l'eugénisme positif est toujours là et les riches, ne serait-ce que par l'abattement des impôts en fonction du quotient familial, sont toujours incités à avoir plus d'enfants. Dans ce contexte, Hervé le Bras montre que la crise aidant, il ne faut donc pas s'étonner si aujourd'hui la France a franchi le pas en choisissant le droit du sang... car finalement les peurs qui s'expriment derrière ne sont pas si différentes de celles qui ont conduit au fascisme du début du siècle. Un livre qui a le mérite de nous éclairer sur les fondements du racisme de manière lisible. **FV.**

LE BRUIT

de Lison Meric
Ed. Georg (Suisse)
1994 - 124 p. - 98 FF

Qu'est-ce que le bruit ? Le contraire du silence ? Beaucoup trop simple. La définition du bruit est extrêmement complexe et l'une des meilleures définitions repose sur la gêne auditive. Ce qui est musique pour l'un ne peut être que bruit pour l'autre, et trop de silence peut être aussi pénible que trop de bruit. Cette perception individuelle de la nuisance rend la lutte contre le bruit difficile car il est malaisé de quantifier un bruit : les fameux décibels ne tiennent pas compte, par exemple, du rythme du bruit. Enfin, la définition de la gêne est difficile : quelqu'un qui habite à côté d'une voie de chemin de fer n'entend plus passer les trains et va sursauter à une pétarade de mobylette, beaucoup moins bruyante mais inattendue. Ainsi le bruit est un avertisseur de danger et c'est cette notion de danger qui crée souvent la gêne... Ce livre présente de manière extrêmement claire la difficulté de cerner le problème et comment la lutte contre le bruit, en fixant seulement des seuils à ne pas dépasser ne résoud pas toujours correctement les problèmes. Après nous avoir montré les difficultés des mesures, l'auteur nous fait un rappel historique du bruit, étudie les rapports entre la musique et le bruit, aborde des sujets comme la musicothérapie ou la sensi-

ENERGIES
RENOUVELABLES

Hors-série n°4 de Silence - 2ème édition réactualisée

Sans nucléaire, point de salut ? En France, il est possible de développer les énergies renouvelables et d'éviter ainsi de remplacer les centrales nucléaires qui arriveront en fin de course d'ici quelques années.

Au sommaire : le bois, le biogaz, les éoliennes, le mur Trombe, le plancher solaire direct, les séchoirs, la maison bioclimatique, les photopiles, les voitures solaires, la cuisson solaire...

Rédaction coordonnée par Michel Bernard,

56 pages 21 x 29,7 cm
Nombreuses illustrations

Bon de commande page 67.



bilité des plantes à leur environnement sonore, développe les théories sur le fonctionnement de l'oreille et cible les principales causes de nuisance : en tout premier lieu, l'explosion des transports. Le livre se termine par un tour européen des dispositions légales contre le bruit. Malgré la difficulté du sujet, cela se lit presque comme un roman. **FV.**

PASSEPORT DU NON-CHASSEUR

du Rassemblement des
Opposants à la Chasse
10 rue Penel,
42000 St-Etienne
1993 - 48 p. - 30 F

Ce petit fascicule rassemble les textes de lois en vigueur sur la chasse, avec les commentaires du ROC. A garder sous le coude pour ceux qui sont victimes de cette pratique plus que critiquable. **FV.**

AU NOUVEAU CHIC OUVRIER

de Guy Konopnicki
Ed. Grasset
1993 - 248 p. - 100 F

L'auteur, romancier, a choisi ici de raconter comment un membre influent du parti communiste, journaliste à l'Humanité, membre du bureau politique, perd la foi. Le style est agréable, mais l'on regrettera le côté machiste de l'auteur «toutes des salopes sauf ma mère» ! Curieux de lire ça de la plume d'un des animateurs de Génération Ecologie. **FV.**

LES BONNES ADRESSES DU VIN BIOLOGIQUE

de Jean-Marc Carité
Ed. Utovie
1994 - 160 p. -

Avis aux amateurs : le vin

bio existe. Il a même tendance à se développer. Quelle que soit la région, quelle que soit la couleur, quel que soit le goût, cet ouvrage permet de montrer la diversité des productions et d'aiguiser les palais les plus fins. Les appellations sont classées par région. Pour chaque producteur, le livre donne des renseignements sur la production, le label, la méthode et la commercialisation. On trouve aussi les principales foires où l'on peut rencontrer les producteurs et déguster. Une note de dégustation, justement, complète parfois la présentation d'un viticulteur. Une seule réserve concerne l'absence d'indications sur le vieillissement. A consulter sans modération. **MJ.**

CRISE ECOLOGIQUE ET CAPITALISME

Ed. Question sociale,
BP66, 08120 Bogny/Meuse
1994 - 100 p. - 30 F (+8 F de port)

Cette revue éditée par des communistes libertaires présente plusieurs articles autour des rapports écologie/capitalisme. Tout n'est pas du même niveau. On lira avec intérêt la présentation des naturopes, ces libertaires qui au début du siècle prônaient déjà des idées très proches de celles des écolos d'aujourd'hui, de même un article présente rapidement l'association Semaille, qui essaie de faire revivre ces idées. On lira avec plus de recul l'article d'Alain Bihr «le mouvement ouvrier face à la crise écologique» qui, s'il pose bien la question des rapports entre la lutte anticapitaliste et l'écologie, conserve une vision très matérialiste de la nature. On évitera l'article «En finir avec le nucléaire et son monde» qui, sous couvert d'anonymat, refait l'histoire de la lutte antinucléaire à sa manière : un exemple, ils dénoncent les Européens contre Superphénix comme une émanation de Greenpeace... alors que cette structure a été créée en 1989 par Contratom (Genève) et que Greenpeace n'a adhéré qu'en 1992... C'est bourré d'erreurs et cela ne propose rien. Dommage, car cet article rabaisse sérieusement le niveau de la brochure. **MB.**

OFFRE SPECIALE

L'Atelier de Création Libertaire fait une offre spéciale aux lecteurs de Silence. 4 titres au choix parmi les suivants pour 100 F franco de port :

- Interrogations sur l'autogestion (1979, prix normal : 30 F)
- L'imaginaire subversif (1980, 80 F)
- Femmes, pouvoir, politique, bureaucratie (1984, 30 F)
- Le pouvoir et sa négation (1984, 33 F)
- Vivre l'éducation (1988, 58 F)
- Anarchie et christianisme (1989, 62 F)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? (1989, 35 F)
- Les anarchistes et l'organisation (1989, 40 F)
- Une société à refaire, pour une écologie de la liberté (1992, 88 F)
- Surréalisme et anarchisme (1992, 20 F)
- Qu'est-ce que l'état (1992, 38 F)
- Introduction à la philosophie écologique et politique de l'anarchisme (1993, 38 F)
- Déviance en société libertaire (1993, 38 F)
- Etat, politique anarchie (1993, 40 F)

Les ACL avec qui Silence a déjà fait quelques co-éditions, édite un bulletin que l'on peut recevoir sur simple demande.

Commandes à adresser à : ACL, BP 1186, 69202 Lyon cédex 01.

L'ERE ATOMIQUE

de Roberto Maiocchi
Casterman-Giunti
1993 - 160p. F.

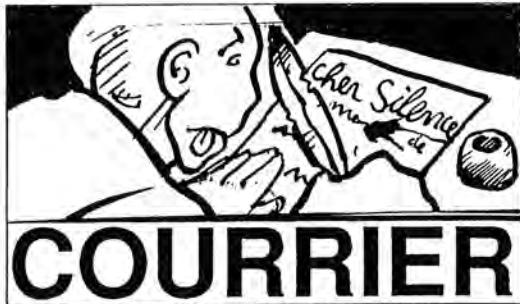
Pour l'auteur, italien, l'ère atomique n'est à tel point que militaire que le seul chapitre civil «De Three Mile Island à Tchernobyl» est consacré pour les deux-tiers aux conséquences d'une guerre atomique et aux dangers de la prolifération ! Tout au long du livre les informations sont tout ce qu'il y a d'officiel, aucune donnée différente, aucune recherche réelle. Résultat : ce livre véhicule toutes les idées fausses reçues sur le nucléaire, comme le fait que ce serait Tchernobyl qui aurait provoqué «la montée des mouvements hostiles à la construction des centrales atomiques» et donc le ralentissement ou l'abandon des projets de développement en ce domaine, alors que la dernière centrale commandée et réalisée aux Etats-Unis date de 1973 (quand, par ailleurs, la France mettait en route son programme). En plus des idées reçues, l'auteur tient à nous rassurer : on «apprend» qu'à Three Mile Island, les dégâts furent minimes (les deux-tiers du coeur ont fondu !) et qu'à Tchernobyl «le nombre des victimes ne fut pas très élevé, comparé à d'autres catastrophes technologiques du passé» ! J'aimerais bien savoir qui finance les recherches de l'auteur, historien des Sciences à l'Université catholique de Milan, nous pourrions dis-

serter sur les liens entre les recherches et les fonds qui les soutiennent. Mais ça c'est une autre histoire.... **Perline**

LA DERNIERE PLUIE

de Jean-Pierre Andrevon
et Walter Lalonde
Ed. Nathan
1994 - 120 p. - 38 F

Jean-Pierre Andrevon, auteur de nombreux ouvrages de science-fiction, passe pour un auteur écologiste. Dans ce livre destiné aux adolescents, on nous raconte le dérèglement du climat induit par l'effet de serre qui provoque une pluie continue et la montée des eaux par la fonte des glaces. A priori, une histoire bien écolo... Mais derrière ce premier message, l'histoire raconte celle d'une famille qui en volant des matériaux, en repoussant des jeunes à coups de fusil, réussit à construire une fusée pour s'enfuir vers une nouvelle planète. Dans notre société déjà très égoïste, cette histoire fait passer un appel à l'individualisme tout à fait désolant : seuls les plus malins, les plus friqués, s'en sortiront. Les autres peuvent crever. Bien sûr, la copine du héros est une beurette (représentée systématiquement avec une cigarette aux doigts !)... mais si elle est emmenée dans la nouvelle arche, c'est uniquement pour des raisons utilitaires : elle devra faire des enfants pour transmettre le savoir. Une idéologie détestable. **MB.**



PAS D'«AUTRE POLITIQUE» SANS «POLITIQUE AUTREMENT»

Ce serait avoir une vision bien restrictive de l'écologie politique que de croire que l'apport de celle-ci se réduit à la critique des coûts environnementaux et sociaux du productivisme. Dans le sillage de la pensée libertaire, l'écologie politique a eu l'immense mérite de remettre en question la relation dirigeant-dirigé, gouvernant-gouverné, qui structure le champ politique contemporain, en d'autres termes de mettre en question la capitalisation politique au profit de professionnels. La force de l'écologie politique telle que nous l'entendons, c'est précisément de refuser l'excessive professionnalisation de l'activité de représentation et de vouloir inventer un autre rapport à la politique, fondé non plus sur la délégation et la dépossession, mais au contraire sur l'incitation permanente à la participation du citoyen.

L'enjeu n'est pas ici simplement éthique. C'est beaucoup plus largement la question des conditions de possibilité de la transformation sociale qui est posée. Car si on admet qu'il n'y a pas de changement véritable sans implication, sans mobilisation durable des citoyens autour d'un projet collectivement approprié, alors les formes traditionnelles d'action politique sont condamnées à l'impuissance. Et la calamiteuse expérience de gestion des socialistes qui dix ans durant ont cédé à tous les conservatismes, l'a démontré par l'absurde : pour construire une «autre politique», il faut d'abord «faire de la politique autrement». Une politique qui ne ravale pas les citoyens au rôle de simples électeurs, les militants à celui de troupes ou service de dirigeants totalement autonomisés ou les adhérents à celui de «mandats» comptabilisés à la veille des congrès.

Quelle force politique est aujourd'hui en mesure de tenter de construire cet autre rapport, plus citoyen, à la politique ? Certainement pas les différentes

écrites du parti dit socialiste qui, outre ses dérives libérales, est absolument corseté dans les comportements anciens bureaucratiques, technocratiques, notabillaires, électoralistes et carriéristes ; l'innovation ne viendra pas non plus du parti communiste qui, en se focalisant uniquement sur la critique de la domination économique, a reproduit en son sein des formes de domination proprement politiques. Il n'est pas non plus certain que les divers groupes d'extrême-gauche, en dépit de leur hostilité aux institutions officielles, se distinguent radicalement dans leur fonctionnement concret des manières les plus sclérosées de pratiquer l'activité politique. Le seul groupe politique visible qui ait tenté d'inventer un autre rapport à la politique, ce sont les Verts. Autant dire que l'expérience demeure totalement précaire : la tentation de céder aux sollicitations de la scène politique institutionnelle est omniprésente et exige que la «démocratie verte» soit incessamment préservée et recommandée. Et les Verts toujours sensibles à la question de l'éviction des femmes de la politique légitime n'ont sans doute pas encore tiré toutes les conséquences de l'exclusion de l'activité de représentation qui frappe les plus démunis. Mais les faits sont là : chez les Verts, la parole circule mieux qu'ailleurs dans les réunions, les «dirigeants» ne peuvent prétendre impunément au monopole du discours, des élus s'astreignent à faire le tourniquet à mi-mandat pour que d'autres se forment et accèdent aux responsabilités, les assemblées générales ne sont pas jouées d'avance et les femmes n'y sont pas reléguées au second plan. Bref, en dépit de toutes les convulsions qui ont agité le mouvement, les Verts constituent encore aujourd'hui le pôle le plus crédible d'émergence éventuelle d'une politique alternative et d'un rapport alternatif à la politique (...). Philippe BOURSIER Vendée.

REFORME DU SERVICE NATIONAL

Dans le livre blanc sur la défense paru il y a quelques mois, on pouvait lire «Le service militaire est la raison d'être de la conscription. Il lui confère sa légitimité». Or que constate-t-on actuellement ?

- Que le service militaire n'est pas égalitaire ? C'est un euphémisme que de le dire, et cela ne date pas d'hier, l'illustration la plus criante étant les 25 à 28 % d'exemptions et dispenses dans une même classe.
- Que le service militaire ne forme pas de «véritables soldats» ? Cela non plus n'est pas nouveau, mais les armes et l'armement en général sont devenus tellement sophistiqués et le poids de l'infanterie dans un conflit tellement moins important (voir la guerre du Golfe en 1991).
- Que non seulement on envoie de plus en plus d'appelés dans le secteur civil, notamment dans la police (plus de 7000 !) et en service-ville, c'est-à-dire dans les services sociaux, éducatifs, sportifs... (plus de 4500), mais en outre, si l'on en croit un projet présenté récemment par le Ministre de la Défense, on envisage de confier à l'armée la possibilité de délivrer des titres professionnels assez divers à des appelés qui auront prolongé leur service militaire pour recevoir une formation à un métier. Et les centres de formation pour adultes, ça sert à quoi ?
- Alors si le service militaire est inégalitaire, non formateur pour le métier des armes et de plus en plus délaissé au profit de services civils, pourquoi le maintient-on encore ? Outre le poids de la tradition, j'avancerai 3 raisons principales :
 - entretenir une armée de métier qui existe bel et bien (les militaires professionnels sont plus nombreux que les appelés et, bien sûr, occupent tous les postes clés de la défense), c'est le «service national qui sert de valet de pied à l'armée de métier» pour reprendre une phrase d'un certain Charles Hernu en 1974 (1), on estime en effet qu'un appelé coûte 4 fois moins cher qu'un engagé.
 - fournir au secteur civil (par le biais des différents services civils) une main d'œuvre bon marché «taillable et corvéable à merci» (absence de droits politiques et syndicaux).
 - réduire notablement le nombre de demandeurs d'emploi, ce que semble corroborer le projet de François Léotard.
- Ces raisons ne m'apparaissent pas vraiment légitimes. Je dirais volontiers que le service militaire est inutile, obsolète et qu'il faut l'abolir. Et la conscription par la même occasion (puisque le service militaire est sa raison d'être). Jean-Luc LEBRUN Indre-et-Loire.

ECOLOGISME, REFORMISME ET POUVOIR (1)

Dans Silence de novembre 94, je découvre avec stupéfaction plusieurs phrases qui me concernent : «Autour du tout puissant Lalonde, on retrouve (...) des technocrates en cravate qui vivent l'écologie comme une opportunité politique, Alain Cabanes, ancien responsable de l'AFME, proche du PS». «Ecologie Autrement, Ecologie Fraternité, Réseau national des Ecologistes de Terrain (...) On retrouve Alain Cabanes dans le troisième groupe. Ces trois groupes ont en commun (...) d'être des réformistes mous, et d'être proches du PS (en attendant de se rapprocher de Carrié ?)». Essentiellement des carriéristes politiques qui n'ont pas trouvé de place au moment où le PS a commencé à s'effondrer. Vous imaginez à quel point cela fait très mal de lire dans un journal que j'aime bien que je «vis l'écologie comme une opportunité politique», que je suis un «réformiste mou» et un «carriériste politique». (...)

Je fais partie, comme la majorité des élus écologistes, des gens qui essaient d'agir dans les institutions où nous avons été élus, pour faire avancer l'écologie avec détermination, pour obtenir des résultats. Cela suppose que nous travaillons beaucoup pour être compétents et pour que les propositions écologistes soient pertinentes, sans y perdre un seul instant notre âme, nos convictions et notre indépendance.

Il me semble qu'au Conseil Régional Rhône-Alpes, ce travail porte déjà ses fruits, car plusieurs de nos propositions entrent dans les faits : sérieuses améliorations des transports ferroviaires, politique nouvelle et ambitieuse de l'environnement, création d'une cellule de soutien à la coopération décentralisée Nord-Sud.

Francis Vergier semble considérer qu'un élu écologiste est forcément carriériste, ce en quoi il alimente le populisme ambiant («tous pourris»). C'est justement le contraire que nous tendons de prouver.

Lors du meeting de la campagne législative de 1993 à Villeurbanne, aux côtés de Marie-Christine Blandin, j'ai proposé quelques réflexions sur les écologistes et le pouvoir. Le mouvement écologiste français a très peu réfléchi à la question du pouvoir. En effet, il s'est surtout exprimé sur un double registre : une forte critique de la société actuelle, et des propositions de changement souvent partielles et utopiques.

Mais comment passer de l'utopie au réel ? Comment faire changer la société sans imposer aux personnes un régime autoritaire ? Comment orienter le processus de changement ? Comment décider au niveau de l'Etat, de la

ÉCOLOGISME, REFORMISME ET POUVOIR

région, de la commune ? Nous n'avons presque rien dit sur ces sujets, soit parce que notre culture est purement contestataire, soit par peur de nous salir les mains, soit par incompétence ou par méconnaissance des mécanismes de la société. Cette absence de réflexion sur le pouvoir et les conditions de changement de la société, qui ressemble fort à celle d'une partie du PS avant 1981, risque de déboucher sur l'improvisation, les pires opportunistes, ou les pires solutions autoritaires, en tout cas de graves échecs et désillusions. Le mouvement écologiste doit être réaliste et réformiste. Nous devons être pertinents et compétents. Nous voulons que la réalité change vraiment, mais nous ne nous contentons pas de la critiquer. Nous pensons qu'il est possible d'obtenir des résultats tangibles dès aujourd'hui, nous croyons à l'évolution progressive par la conviction, les propositions concrètes. Le mouvement écologiste a l'ambition de renouveler la pratique du pouvoir et des responsabilités électives, par un échange étroit avec la société civile, par l'invention d'un nouveau type de parti ouvert, tolérant, créatif. Le pouvoir doit être partagé entre ceux qui sont élus pour l'exercer et ceux qui les élisent. La démocratie représentative doit être renouvelée par une forte injection de démocratie participative et par l'organisation des contre-pouvoirs, en particulier au niveau local. Le pouvoir des grands corps d'Etat doit être réduit par une large ouverture du recrutement et par la pratique du pluralisme et l'expertise. La relation gouvernants-gouvernés est à modifier par l'irruption des citoyens dans les affaires publiques, par des droits nouveaux aux associations et aux syndicats. Ces objectifs sont très ambitieux et difficiles. Il est en effet facile de se cantonner dans la critique et le refus. Il est facile de balancer au vent des opportunistes. Il est au contraire difficile de proposer et d'appliquer des solutions assez nouvelles pour changer les choses en profondeur, et assez réalistes pour être applicables dans la société telle qu'elle est aujourd'hui. C'est à mon sens le nouveau défi qui attend les écologistes français : sortir de la marginalité, être pris au sérieux, savoir gérer sans perdre leur âme ni leur fraîcheur de pensée. Silence n'est pas forcément d'accord avec moi, mais j'attends de ce journal qu'une telle question ne se règle pas par des anathèmes sans fondement et des attaques blessantes des personnes, mais par le débat franc et direct. Ces méthodes de pensée et ce mépris font froid dans le dos. Alain CABANES
Rhône

ÉCOLOGISME, REFORMISME ET POUVOIR (2)

Chers amis de 10 ans, La lecture de Silence n°183 de novembre 1994 m'oblige à vous écrire car je crains que, mis bout à bout, certains propos tenus dans vos colonnes, ne finissent par prendre une couleur douteuse, qui, si je ne vous connaissais ni n'appréciais Silence depuis longtemps, pourrait être perçue comme oscillant entre la mauvaise foi et l'anathème intégriste. Vif collaborateur de la classe des arrivistes puisqu'« élu Vert (ou élu Vert parce qu'arriviste ?) », je me suis senti triplement concerné à la lecture de ce numéro. Une première fois dans la brève sur le « débat sur l'énergie », en tant qu'un des animateurs de la commission énergies des Verts. Loin de moi l'idée de nier les lacunes et imperfections de l'action des Verts dans le domaine de l'énergie, dont je suis prêt à assumer une partie de la responsabilité. Mais je pense que ce serait faire affront à la vérité que de nier qu'il y a eu sur l'attitude à adopter par rapport à ce « débat » de très fortes interrogations au sein de toutes les organisations, associations, fondations et mouvements écologiques concernés par l'énergie, et aussi entre eux, notamment après les coups de Jarnac de l'été sur le nucléaire. Les choix des uns et des autres ont été, me semble-t-il largement discutés et expliqués « à l'interne » de la coordination informelle qui s'est mise en place, et je crois pouvoir dire que les arguments pour le boycott et ceux pour la participation ont été largement compris et sont partagés par la quasi-totalité des protagonistes. Seulement voilà, on ne peut pas à la fois y être et ne pas y être. Faire la distinction comme vous le faites entre les gentils boycotteurs et les affreux collabos et qui plus est, réduire ces derniers aux Verts, alors qu'ils étaient loin d'être les seuls écologistes dans la salle, me semble bêtement provocateur (...). Apparemment, vous aviez un accès de rancœur bleue à évoquer, ce mois-ci, car, dans l'article de Francis Vergier, page 24, me voici rangé d'office dans la catégorie de ceux qui « n'ont d'autres soucis que de garder leur place au chaud ». Plutôt que de redire imparfaitement la même chose, je me rangerai derrière le courrier que vous a adressé Alain Cabanes, dont il m'a fait l'amitié de me donner copie et dont je partage le point de vue. Oui, c'est parce qu'ils sont radicaux sur le fond et qu'ils veulent vraiment que les choses bougent que les élus écologistes ont le devoir d'être réformistes et de tenir compte des réalités (pas seulement leur réalité) dans l'action politique. Cette démarche n'offre évidemment aucune garantie ni en termes de résultat, ni même en termes de capacité

à ne pas se faire manger par la machine, mais on notera qu'à ce titre, les positions type « yakafoucon », hormis l'avantage d'un certain confort purement intellectuel, n'en offrent pas non plus... Quant à l'utilité d'avoir des élus écologistes, totalement niée par l'article en question, je pense que cette question méritait plus qu'une condamnation globale et définitive. Et d'ailleurs, cette position « radicale » qui semble être celle de Silence, n'exonère pas en elle-même ceux qui la défendent de contradictions. On en trouve une illustration pas plus loin que dans le même numéro de Silence. L'article sur le Centre Terre Vivante, page 4, est en effet très intéressant. D'autant plus intéressant en ce qui me concerne que j'ai eu l'occasion de suivre de très près l'avancée du projet : lorsque Terre Vivante a sollicité des subventions régionales en 1992, elle a tout d'abord été aiguillée sur la procédure du « contrat de pays », alors en cours d'élaboration dans le secteur de Mens, procédure sous contrôle étroit de certains élus locaux. Le résultat concret en fut que les sommes allouées étaient très en deçà des demandes et des besoins, ce qui mettait clairement le projet en difficulté. C'est alors que Karin Mundt et Claude Auber nous ont demandé de les aider. Je ne vous parlerai pas de l'émotion de rencontrer en chair et en os des personnages pour lesquels, en tant que lecteur assidu de la revue « Les Quatre saisons » quasiment depuis le début, j'éprouvais une immense estime teintée de respect. Toujours est-il que, membre à la fois des commissions agriculture, environnement, tourisme et formation professionnelle, je me suis trouvé le mieux placé pour m'occuper du problème. Il a fallu faire preuve de beaucoup de sens humain pour trouver les bons appuis et de beaucoup d'imagination pour trouver les bons « tuyaux » d'entrée pour un tel projet, transversal et nouveau par rapport aux habitudes du Conseil Régional. Je vous passe les détails sur les multiples réunions, discussions et déplacements, toujours est-il que nous sommes parvenus à trouver des solutions et que la participation régionale au projet est finalement assez élevée, notamment en comparaison de celle affectée habituellement à des opérations considérées comme « privées ». D'ailleurs, cette participation n'a pas manqué de faire grincer des dents à l'époque. N'empêche qu'aujourd'hui, même ceux, parmi les élus majoritaires qui jugeaient le projet farfelu et peu crédible (dont Millon lui-même) ont changé d'avis. Il y en a même, et pas des moindres (comme Claude Péquignot, le député RPR du coin et vice-président du tourisme au conseil régional) qui citent publiquement Terre Vivante en exemple sur les questions de développement dans le

monde rural et de complémentarité agriculture-tourisme-environnement. Quant à Claude et Karin, ils ont insisté pour que je sois membre du comité de pilotage du Plan de Développement Durable, ce que j'ai la faiblesse de prendre pour un honneur - et une reconnaissance du boulot accompli. Est-ce à dire que sans notre intervention, le projet ne serait pas fait ? Certainement pas, ils avaient commencé sans nous et sont bien assez grands pour se débrouiller tout seuls. Au delà de l'appui - apparemment utile - que nous avons pu apporter (mais au fait, ne s'agrait-il pas de clientélisme ?), le plus important à mon sens est la crédibilité que nous nous sommes mutuellement et réciproquement apportée. Nous parce qu'ils ont maintenant pignon sur rue et que la reconnaissance de tels projets, sans récupération par le système, est une nouveauté intéressante en France et en Rhône-Alpes ; eux, parce qu'il ne sert effectivement à rien d'avoir des élus écologistes s'il n'y a pas en face des gens qui portent des projets, qui posent par leurs pratiques mêmes des questions de fond aux institutions et aux « politiques » (les vrais, ceux qui font carrière) et les obligent à évoluer « par la bande ». Ce en quoi je rejoins naturellement la conclusion de Francis Vergier sur les « réseaux horizontaux d'initiatives », mais je ne mets pas cela en opposition avec le fait d'avoir des élus pour les défendre et les soutenir, au contraire. Des projets comme Terre Vivante, on aimerait en avoir 10 par mois à défendre en tant qu'élus. Mieux : on se dit que si on n'était pas élu, on aurait le temps d'en monter 10 par an. Mais alors qui les défendrait ? (...) Marc JEDLICZKA
Rhône

Silence : Dire, comme Alain Cabanes, que les réflexions sur le pouvoir ont été peu abordées par les écologistes, est une erreur. Pour ne citer que quelques ouvrages sortis ces derniers mois, on peut lire « Quelle écologie radicale ? » (publié par Silence), « Le défi du XXIème siècle » (de Teddy Goldsmith, éd. du Rocher) ou « L'écologie Politique » (de Dimitrios Roussopoulos, Ed. Eco-société). Ce dernier explique bien l'impasse du « réformisme » : pour pouvoir négocier avec les représentants de la société actuelle, il faut déjà être suffisamment conforme au moule et donc cela limite de fait le potentiel des alternatives. Silence ne disposant que d'un nombre de pages limité cherche donc toujours à favoriser le radical par rapport au réformisme. L'article de Francis Vergier essayait de rendre clairs les positionnements des différents groupes. Ces deux réactions n'infirmes pas le contenu de l'article.

L'EFFET BOOMERANG

(note de la rédaction : cette lettre, malgré sa longueur, est fortement réduite... nous essayons de publier le maximum de réactions ou de réflexions envoyées par les lecteurs, mais essayez de ne pas dépasser une ou deux pages manuscrites !)

Thomas Jefferson avait un jour déclaré : «Je tremble pour mon pays lorsque je songe que Dieu est juste»... A l'heure où de plus en plus de sociologues compétents nous parlent de l'effet boomerang, où de plus en plus de médecins honnêtes osent dénoncer l'hypocrisie criminelle de l'industrie «médico-chimico-pharmaceutique» et s'allient aux biologistes consciencieux pour nous avertir du feed-back (l'effet de «choc en retour», bien connu en biologie : «l'univers est un tout, toute agression de quelque nature se retourne inévitablement vers l'auteur»), où des scientifiques de haut niveau commencent à se passionner pour la bio-relativité (qui «postule l'existence d'une relation directe de cause à effet entre la psyché humaine et les «forces naturelles» telles que tremblements de terre, éruptions volcaniques, conditions atmosphériques, épidémies, pollutions, etc»), que des centaines de millions de spiritualistes à travers le monde connaissent déjà - sans vraiment l'avoir compris malheureusement - depuis des siècles, sous la notion de karma («l'homme ne récolte que ce qu'il a semé dans son passé, proche ou lointain, tant sur le plan physique, que psychique et spirituel»), je tremble pour notre avenir si notre conscience ne s'éveille pas très rapidement !

Entre 1753 et 1821, le philosophe Joseph de Maistre avait affirmé «toute nation n'a que le gouvernement, les lois et les problèmes qu'elle mérite». Plus près de nous, des hommes tels qu'Albert Einstein ou le Mahatma Gandhi déclaraient «chacun est responsable, nous aurons le destin que nous aurons mérité».

Effet boomerang, feed-back, karma, biorelativité... des mots différents, des théories différentes, qui pourtant désignent le même concept. (...) Le grand physiologiste et biochimiste Ruper Sheldrake explique ce concept par la causalité formative et démontre l'existence des champs morphiques : «chacun participe à de nombreux champs morphiques qui nous influencent et que nous influençons en retour. Notre manière de vivre, de penser et d'agir est conditionnée par ces champs psychiques que Jung définissait déjà par l'inconscient collectif. Rien de ce que nous faisons ne reste sans effets, tous nos comportements, positifs ou non, contribuent à influencer les autres, en accroissant la résonance morphique de ces mêmes comportements chez des gens proches ou éloignés, présents ou à venir».

Même les poètes ont leur propre langage pour exprimer ce même concept universel : «si on touche à une fleur, il y a quelque part au monde une étoile qui gémit». Actuellement, ce n'est un secret pour personne : notre monde est très malade, mais alors qu'on n'en finit plus de polémiquer vainement sur les moyens d'éliminer les conséquences de cette maladie sociale, et tandis que toutes les politiques se fourvoient dans des discours stériles et des décisions «iatrogènes et pathogènes», bien peu semblent s'intéresser à la cause de ce mal qui commence à ronger l'humanité entière ! Hans Ruesch, qui a passé plus de trente ans de sa vie à mettre à jour le plus odieux mensonge de l'histoire de l'humanité, a lui aussi trouvé un nom pour désigner ce même fameux concept : la future ! Simple et explicite, n'est-ce pas ?

Ecrivain et journaliste scientifique dans le domaine de la santé et de l'écologie, j'avalais déjà écrit divers articles sur les thèmes de l'électricité nucléaire (efficace et prémédité suicide collectif !), des vaccinations (comparable à un crime contre l'humanité, qui n'a rien à envier aux meurtres de la seconde guerre mondiale), de la consommation de produits carnés (aux conséquences prouvées dramatiques : déforestation massive, expropriation de terres cultivables, pillage des ressources naturelles des populations en voie de développement, malnutrition et famine des pays «pauvres», contribution à l'effet de serre, érosion des sols et pollutions souterraines, pathologies mortelles des consommateurs, hécatombes d'animaux...) et, plus globalement de tous ces effets boomerang déjà visibles aujourd'hui par tout être humain normalement constitué, et dont la conscience n'a pas encore été broyée par le pouvoir politico-chimico-pharmaceutique, qui dirige l'humanité vers sa destruction.

J'irai au cœur du problème en évoquant ce que l'on appelle fallacieusement l'expérimentation animale, dont le nom ferait à nous faire nous appuyer sur le génocide annuel de plus de 800 millions d'animaux dans les souffrances les plus inimaginables... alors qu'il concerne en réalité la santé de l'humanité : notre propre santé, celle de nos proches, de nos parents, de nos enfants et petits enfants... et donc aussi de notre société, de notre pays, de notre planète ! Dans son livre autobiographique «Un pont sur l'infini», Richard Bach, l'auteur du chef d'œuvre mondiallement connu «Jonathan Livingston le Goéland», déclare : «la phrase «on ne se bat pas contre l'Etat» n'est que propagande de l'Etat lui-même ; lorsque les gens décident de se battre contre l'Etat, une poignée de citoyens responsables qui lut-

tent contre une gigantesque administration qui a tort, il n'y a rien qui puisse les empêcher de gagner».

(...) A propos du cancer, les associations anti-cancer ne connaissent guère d'autres méthodes de recherche que la vivisection. Et c'est le contribuable qui paie par ses taxes et ses impôts. (...) Alors, pourtant, que le docteur David Baltimore, prix Nobel en 1975, déclarait dans le Newsweek du 26 janvier 1976 : «A présent nous sommes décidés à vivre et à mourir de cette façon : le cancer est une maladie créée par l'homme, l'Organisation mondiale de la Santé estime qu'au moins 85 % de tous les cas de cancer sont directement causés par l'environnement, c'est l'individu lui-même par son comportement pathogène qui en est responsable». Malgré cela, on continue à provoquer des cancers chez des millions de souffre-douleur, afin de justifier la dépense d'énormes subventions concacrées à accroître le cancer. (...)

En janvier 1974, le Dr Hardin B. Jones, physiologiste du département de physique médicale à l'université de Californie, communique à la presse les résultats d'une étude menée durant 23 ans sur des malades atteints d'un cancer : «pour un cas typique de cancer, les patients qui ont refusé tout traitement ont vécu en moyenne douze ans et demi. Ceux qui se sont soumis à l'intervention chirurgicale et aux autres traitements traditionnels ont vécu en moyenne trois ans seulement». Aujourd'hui, nous ne torturons plus au nom du seigneur - quoique ! - mais en celui d'une nouvelle divinité despotique - une prétendue science médicale dont on a amplement démontré l'imposture, sachant très bien que l'homme moderne ne craint pas Dieu mais le cancer, et qu'on ne lui dit pas que la plupart des cancers sont fabriqués par l'industrie et les laboratoires pharmaceutiques : produits alimentaires empoisonnés par les additifs ou les colorants, dévitalisés par les techniques agricoles intensives, par le raffinement et les techniques de conservation, les pesticides, les fongicides et engrais chimiques, la masse de «médicaments» en tout genre, la pollution de l'atmosphère et de l'eau «potable», etc. Dans la rubrique «etc», on pourrait évoquer par exemple la pollution radioactive si bien assurée par EDF et ses thuriféraires. Savez-vous que chaque centrale nucléaire, même en fonctionnement «normal» sans incident, rejette en permanence des radionucléides dans la nature ? Dans «Calypso-Log» de janvier 1993, un retraité de l'industrie nucléaire déclare même : «quel sera le «droit de génération futures» ? Elles auront le droit de vivre dans un environnement contaminé et radioactif. Cela à cause du silence de ceux

qui savent et se taisent devant les manipulations scientifiques de l'opinion, bien plus graves que toutes les manipulations politiques réunies de ce siècle».

(...) Dans son numéro d'octobre 1994, Marina Reynaud, responsable du journal «Nouvelle vision» a écrit «Nos dirigeants et les scientifiques irresponsables nous font lentement périr. Dans le domaine intellectuel, la «mort» commence en classe où l'on n'apprend plus à critiquer, mais à croire comme une vérité révélée toutes les fausses informations données dans les manuels scolaires...» Ainsi la classe dirigeante fabrique-t-elle, grâce au système scolaire, une foule de personnes coulées dans le même moule à penser. L'anéantissement mental se poursuit à la maison où, chaque jour, la presse, la radio et la télévision diffusent sciemment sur tous les sujets une myriade d'informations contradictoires. Rendu incapable de discerner le vrai du faux, le peuple finit par penser puis par agir comme le souhaitent nos dirigeants. Ceux qui persistent à rester sains d'esprit et à ne pas huler avec les loups sont alors marginalisés, rejetés et considérés comme des fous».

Dans le numéro de novembre 94, l'éditorialiste de l'Impatient, Hélène Michelini, se demande avec inquiétude «qui veut la peau de l'homéopathie ?» : «Nous sommes bien seuls sur le créneau de la défense du consommateur de soins médicaux, et il est plus inconfortable et difficile d'effectuer une recherche honnête que de se contenter de couiner avec les rats».

(...) La biologiste Jacqueline Bousquet, directrice de recherche au CNRS, conseillère scientifique de l'association Pro-Anima, présidée par le professeur Théodore Monod, dans son livre «Science dans la Lumière» (Ed. St-Michel, 1992) écrit : «Ainsi l'humanité récolte dans sa chair le fruit de ses entraillures ; «œil pour œil, dent pour dent» dit l'Écriture. Il est temps de prendre nos responsabilités ! Arrêtons le massacre légalisé : le feed-back existe dans tout l'univers et le nommer «karma» ou «choc en retour» ne change rien. Attention au retour d'information, celui qui sème le vent récolte la tempête» (...)

Je garde confiance en l'humanité des hommes, malgré toutes les horreurs dont elle est capable, j'aime l'humanité ! Réveillez-vous, citoyens, c'est votre vie qui est en jeu, celle de vos familles ! (...) Franchement, je n'ose pas imaginer la «facture» qui nous attend si notre conscience ne bouge pas au plus vite !

(...) A vous de choisir maintenant le monde dans lequel vous voulez vivre, vous et vos enfants, l'avenir vous appartient. Patrick CADET
Marne.

Je m'abonne :

1 an	Particulier	12 n°	.....220 F:	_____
1 an	Dom-tom et étranger	12 n°	.....270 F:	_____
1 an	Institution	12 n°	.....440 F:	_____
1 an	Soutien	12 n°	.....300 F et +:	_____
2 ans	Petit futé	24 n°	.....380 F:	_____
1 an	Groupés par 3 ex.	36 n°	.....570 F:	_____
1 an	Groupés par 5 ex	60 n°	.....850 F:	_____
1 an	Petit budget	12 n°	.....190 F:	_____

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar ; Pas d'accord	.....25 F (franco de port):	_____
La menace climatique	.....30 F (franco de port):	_____
Radioactivité, les faibles doses	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Energies renouvelables	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Les métiers de l'écologie	.....70 F (+15 F de port):	_____

Livres

Le soleil à votre table	.....89 F (franco de port):	_____
La liberté de circuler	.....70 F (+15 F de port):	_____
Nucléaire ? Non merci	.....75 F (+15 F de port):	_____
Le nucléaire détroné	.....30 F (+12 F de port):	_____
Séphastoché, mon premier cuiseur	.....36 F (+12 F de port):	_____
Superphénix : le dossier	.....30 F (+12 F de port):	_____
Quelle écologie radicale ?	.....70 F (+15 F de port):	_____
Pour un pays sans armée	.....75 F (+15 F de port):	_____
Pour que demain soit	.....75 F (+15 F de port):	_____
L'écologie ou la sagesse de la nature	75 F (+15 F de port):	_____
Deux roues, un avenir	.....75 F (+15 F de port):	_____

Brochures

Un cuiseur solaire facile à faire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____
Construire une cuisinière solaire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom.....
 Adresse.....

 Code postal Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

FAUT-IL UN ABSOLU ?

Voici quelques idées qui me trottent dans la tête en ce moment, après la lecture du dernier Silence, précédée de celle de Jean-Marie Pelt et de la fréquentation tardive d'écologistes de diverses couleurs.

1 - Des évidences d'abord : les comportements humains n'évoluent que très lentement et douloureusement, contrairement à ce qui se passe, sans doute temporairement, pour les techniques. L'homme n'est pas que généreux et rationnel ; il est prédateur, passionnel et égoïste (soit dominateur, pour les plus doués, soit résigné pour le plus grand nombre). En 2500 ans, les enseignements des grands sages ont encore peu pénétré dans les consciences. Pour preuve le succès toujours renouveau des partis populistes et des intégrismes.

2 - La plupart des traditions s'accordent sur cette constatation : il y a quelque chose de cassé, ou du moins de sérieusement inachevé, dans l'homme et, peut-être même, dans la nature en général. Toute notre culture nous répète que nous sommes capables du meilleur et du pire : Mozart et Hitler sont des produits de notre civilisation et, donc, des produits de la nature.

3 - Il semblerait que les mentalités orientales soient un peu divergentes ; elles auraient, paraît-il, intégré dans la même vision l'aspect constructeur des forces naturelles.

4 - L'application des idées écologistes, d'une manière sérieuse, suppose quelques changements politiques profonds et dans au moins plusieurs grands états à la fois. Comment poursuivre ce but sans tenir compte de l'ambivalence de chacun de nous ? Est-il possible de rester optimiste sans référence à un absolu nous permettant de surmonter nos contradictions ? La faillite du marxisme ne vient-elle pas de n'avoir compté que sur l'homme faillible ?

François CARPENTIER
 Bouches-du-Rhône.

anciens numéros

136	Essais nucléaires. Bouteilles. Aliments irradiés. Étain. Ecologie et pauvreté. Coffre-fort ou delta-plane. 14F
139	Climat. Migrants et environnement. La forêt avancée. Guerre du Golfe. Manganèse. Déchets. Cuiseurs solaires. Co-évolution .....14 F
146	Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcaades .....18 F
150	Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. Ecologie : idéologie ?18 F
154	Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail .....18 F
157	Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg .....18 F
158	Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" .....18 F
162	La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. Utopie verte .....20 F
164	La décroissance. Bioéconomie et biosphère. Narnada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité .....20 F
165	Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix .....20 F
166	Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tonks. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable .....20 F
167-168	Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'arnaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cognac. L'écologie ou la mort !32 F
169	Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse .....20 F
170	Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales .....20 F
171	Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix. Inondations et aménagement doux. A.Carel. L'avenir du travail. Changement de système planétaire .....20 F
172	Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations .....20 F
173	Mir Sada. ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe .....20 F
174	Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Réduction ou ouverture .....20 F
175	Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2) .....20 F
176	Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3) .....20 F
177	Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable .....20 F
178	Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestène. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do. la galère .....20 F
179-180	Vous avez dit progrès ? Somport, un été pour une victoire. La presse différente. Banque Mondiale. FMI. GATT : 50 ans ça suffit ! Utopie. Economie : dernière Hooverisation avant liquidation. Pour une économie vernaculaire autosuffisante .....32 F
181	Energies douces au Sud (1). Eoliennes en Mauritanie. Solaire au Zimbabwe. Marais salants au Bénin. Superphénix. Dépliants publicitaires .....23 F
182	Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire .....23 F
183	Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange .....23 F
184	Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Les autres voix de la planète. Une société qui glisse vers le chaos. Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. La maison de quartier de Neudorf. Industries énergies renouvelables. Bhopal. ....23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Ecologie sociale ou écologie profonde en débat

Murray Bookchin et Dave Foreman

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Cette recherche n'est pas sans soulever des polémiques.

Aux Etats-Unis, l'écologie sociale développée par Murray Bookchin s'appuie sur les luttes sociales pour essayer de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

A l'opposé, le mouvement Earth First auquel appartenait Dave Foreman part d'une sauvegarde systématique des espaces naturels pour ensuite aller vers une démarche sociale.

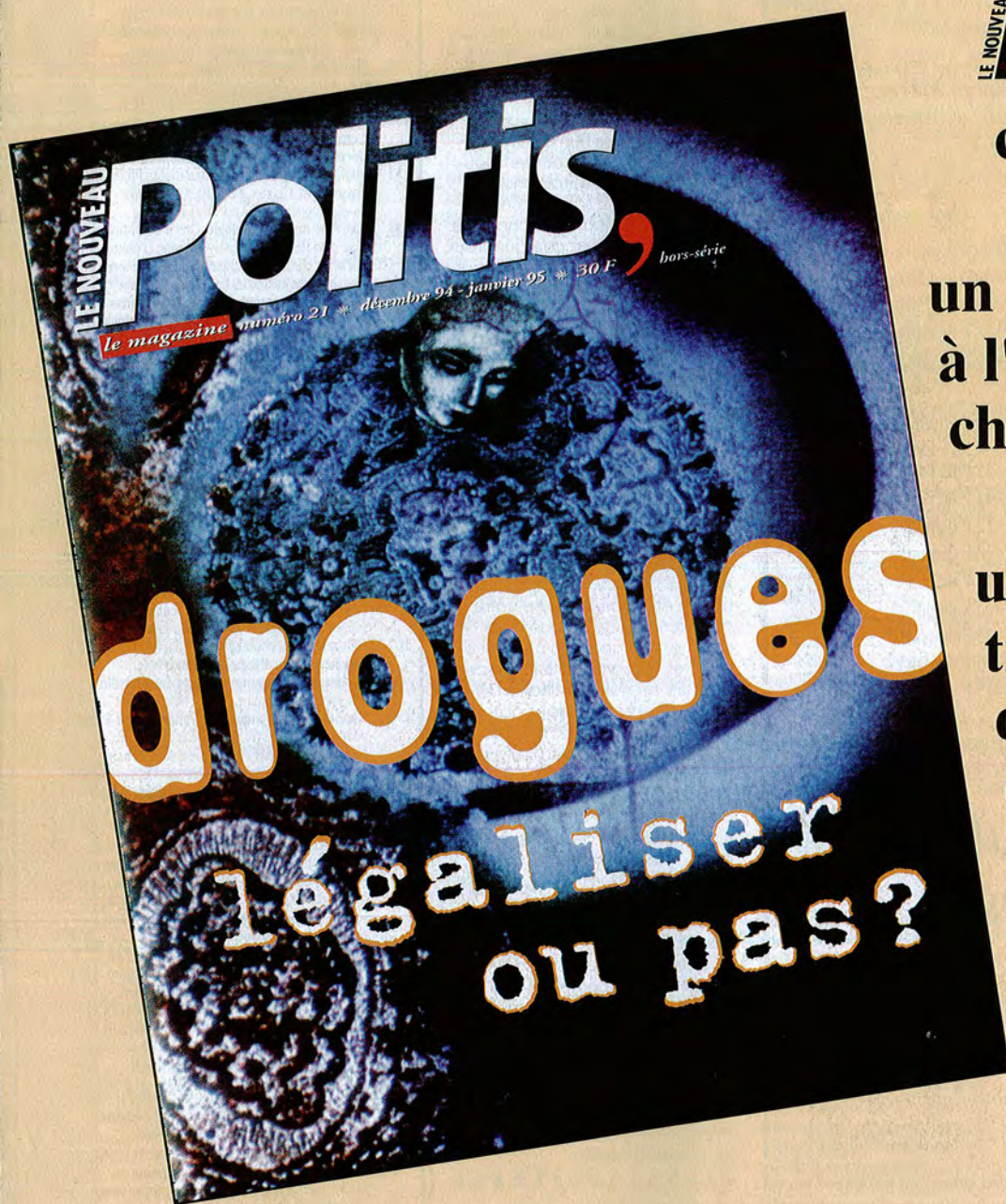
Ces deux méthodes sont-elles compatibles ?

164 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande ci-dessus.



Politis, le magazine, chez votre marchand de journaux



LE NOUVEAU **Politis,**

c'est aussi ...

un *hebdomadaire*
à l'esprit critique
chaque jeudi

une *revue*
trimestrielle
de débats et
de réflexion

Offre spéciale : 250 F

14 numéros

(hebdo + magazine + la revue)

Je commande exemplaire(s)
de « *drogues* » (30 F le numéro)

Je m'abonne (250 F)

Nom

Prénom

Adresse

.....

Chèque à l'ordre de : «Politis Editions SA» 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil

Tél. : (1) 49 88 29 00 - Fax (1) 48 57 31 16